

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

La Suppression de la Transportation

en Guyane Française

et

LE PROJET DE LOI DU 30 DÉCEMBRE 1936

ADDENDUM

LE DÉCRET LOI DU 17 JUIN 1938

« Un pays a le devoir d'absorber sa propre
criminalité, dont il est responsable »

(BÉRENGER, Bulletin de la Société des Prisons 1909)

THESE

soutenue

devant la FACULTÉ de DROIT de l'UNIVERSITÉ de LYON

pour le DOCTORAT en DROIT

par

Armand ROUILLEAULT

Licencié ès-Lettres

Diplômé de Sciences Pénales

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon



LYON

Imprimerie GROSJEAN - FOUGERAT

— 70, Rue de Marseille —

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Suppression de la Transportation
en Guyane Française

et

Le Projet de loi du 30 Décembre 1936

A MES PARENTS

A Monsieur le doyen P. GARRAUD

En témoignage de ma profonde reconnaissance

La Suppression de la Transportation

en Guyane Française

et

LE PROJET DE LOI DU 30 DÉCEMBRE 1936

ADDENDUM

LE DÉCRET LOI DU 17 JUIN 1938

« Un pays a le devoir d'absorber sa propre
criminalité, dont il est responsable »

(BÉRENGER, Bulletin de la Société des Prisons 1909)

THESE

soutenue

devant la FACULTÉ de DROIT de l'UNIVERSITÉ de LYON

pour le DOCTORAT en DROIT

par

Armand ROUILLEAULT

Licencié ès-Lettres

Diplômé de Sciences Pénales

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon



L Y O N

Imprimerie GROSJEAN - FOUGERAT

— 70, Rue de Marseille —

1938

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Doyen honoraire

MM. JOSSERAND, O. ✱, ✱ I., Conseiller à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ✱, ✱ I.
JOSSERAND, O. ✱, ✱ I.
LAMEIRE, ✱, ✱ I.
PIC (Paul), O. ✱, ✱ I.
LAMBERT (Edouard), O. ✱, ✱ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ✱, ✱ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ✱ I.

Professeurs

MM. LÉVY, O. ✱, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, ✱, ✱, ✱ I., Professeur d'*Economie politique*.
PERROUD, ✱, ✱, ✱ I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENDY (Georges), ✱, ✱ I., Professeur de *Droit commercial*
général.
GARRAUD (Pierre), ✱, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit criminel*.
ROUBIER, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, ✱ A., Professeur de *Droit romain*.
LAMBERT (Jacques), ✱ A., Professeur d'*Etude des institutions*
internationales d'organisation de la Paix.
DE LAPLANCHE, ✱ A., Professeur d'*Histoire du Droit français*.
NICOLAS, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit administratif*.
PHILIP, ✱ A., Professeur de *Science financière et de Législation*
française des Finances.
AULAGNON, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.
SCHATZ, ✱, ✱ I., Professeur d'*Economie Politique*.
M^{me} BASTID, Professeur de *Droit International Public*.

Professeurs sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. RICHARDOT, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit*.
TRÉVOUX, chargé d'un cours d'*Economie Politique*.

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ✱ I., *Droit civil et Droit public (Capacité,*
2^e année).
PELLOUX, *Droit administratif*
LEVY (Jean), *Droit romain*.

MEMBRES DU JURY

M. GARRAUD, Doyen de la Faculté de Droit, *président*.
M. NICOLAS, Professeur à la Faculté de Droit.
M. AULAGNON, Professeur à la Faculté de Droit. } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Le décret-loi du 17 juin 1938

RELATIF AU BAGNE (J. Off. DU 29 JUIN 1938)

Au moment de mettre sous presse paraît la réforme du régime d'exécution de la peine des travaux forcés qui sera subie désormais en France.

Nous avons ardemment souhaité une telle réforme.

Nous en avons montré l'urgence et exposé les nécessités.

Nous regrettons seulement que le gouvernement n'ait pas cru devoir envisager en même temps la réforme de la relégation qui continue par conséquent à s'exécuter en Guyane :

Texte du Décret Loi.

Art. 1er. — La peine des travaux forcés est subie dans une maison de force, avec obligation au travail et assujettissement à une épreuve d'isolement cellulaire de jour et nuit.

La durée de l'épreuve cellulaire est de trois années pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Pour les condamnés aux travaux forcés à temps, elle est de deux années si la peine est de dix ans ou supérieure à dix ans et d'une année si la peine est de moins de dix ans.

Cette durée peut-être réduite par mesure administrative, soit pour raison de santé, soit pour récompense de la bonne conduite ou du travail du condamné.

L'isolement de nuit est toujours appliqué.

La libération conditionnelle ne s'applique pas à la peine des travaux forcés.

Art. 2. — Les dispositions de l'article précédent ne sont applicables aux condamnés en cours de peine que s'ils n'ont pas encore été transportés au jour de la promulgation du présent décret.

Les condamnés déjà transportés continuent à être régis par les dispositions de la loi du 30 mai 1854.

Art. 3. — Pour tous les condamnés en cours de peine, transportés ou non au jour de la promulgation du présent décret, l'obligation de résidence temporaire, prescrite par l'article 6 de la loi du 30 mai 1854, est remplacé par l'interdiction de séjour pour un temps égal et l'obligation de résidence à vie, prévue par le même texte, est remplacée par l'interdiction de séjour pour vingt années.

Art. 4. — Les transportés libérés, actuellement tenus à l'obligation de résidence dans la colonie, seront soumis à l'interdiction de séjour pour une durée égale à celle de l'obligation de résidence restant à courir, et, en cas d'obligation de résidence à vie, à l'interdiction de séjour pour une durée de vingt années, à compter de l'expiration de leur peine.

L'interdiction de séjour prévue par l'alinéa 1er du présent article et par l'article précédent sera subie sans préjudice de celle encourue par l'application de l'article 46 du code pénal.

Art. 5. — Les infractions prévues par les articles 7 et 8 de la loi du 30 mai 1854 seront jugées, en cas d'arrestation en France, par le tribunal correctionnel du lieu d'arrestation.

Les juridictions du lieu d'arrestation en France seront également compétentes pour connaître de tous autres crimes ou délits commis à la colonie par les condamnés ou libérés.

Les infractions à l'article 7 de la loi du 30 mai 1854 seront punies de deux à cinq ans d'emprisonnement ; la peine sera de un à trois ans d'emprisonnement en cas d'infraction à l'article 8 de la même loi.

Ces peines seront subies dans la maison de force prévue à l'article 1er ci-dessus avec obligation au travail.

Les dispositions du présent article sont applicables aux infractions commises avant la promulgation du présent décret.

Art. 6. — Tout condamné aux travaux forcés soumis au régime de l'article 1er du présent décret, qui, durant sa détention ou son évasion aura encouru une poursuite suivie de condamnation soit pour fait qualifié crime, soit à une peine supérieure à trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance, abus de blanc seing, recel de choses obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit vagabondage ou mendicité, par application des articles 277 et 279 du code pénal, outrage public à la pudeur, excitation habituelle de mineurs à la débauche, embauchage en vue de la débauche, assistance à la prostitution d'autrui, dans les conditions spécifiées à l'article 4 de la loi du 27 mai 1835, trafic de stupéfiants, extorsion de fonds, violences envers les magistrats, jurés, officiers ministériels, agents de la force publique, citoyens chargés d'un ministère de service public, violences punies par les articles 309, alinéa 1er, et 311, alinéa 2, du code pénal, évasion conformément à l'article 245 du même code, sera relégué.

La relégation sera également prononcée contre tout individu qui, interdit de séjour dans les conditions prévues par les articles 3 et 4 ci-dessus, aura enfreint cette interdiction ou aura encouru une poursuite suivie de condamnation soit pour crime, soit à une peine supérieure à 6 mois d'emprisonnement pour l'un des délits énumérés à l'alinéa précédent.

Art. 7. — Tout condamné aux travaux forcés qui, subissant sa peine dans les conditions prévues par le présent décret, se sera évadé ou aura tenté de s'évader, sera puni de la peine prévue par l'article 245 du code pénal. Cette peine sera subie dans la maison de force prévue à l'article 1er ci-dessus et avec obligation au travail.

Art. 8. — En vue de l'application des dispositions du présent décret portant détention dans les maisons de force de la métropole des condamnés aux travaux forcés, il sera procédé, par décret, pris sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice à une réorganisation des circonscriptions pénitentiaires.

Sont prévues dans les cadres du personnel des services extérieurs de l'administration pénitentiaire les créations d'emplois indiquées ci-dessous et qui ne pourront résulter que du vote d'une loi spéciale :

Deux sous-directeurs.

Deux secrétaires d'administration.

Huit commis.

Quinze premiers surveillants.

Soixante-quinze surveillants.

Un chef d'atelier.

Art. 9. — Il est ouvert au ministre de la justice, sur l'exercice 1938, en addition aux crédits alloués par la loi de finances du 31 décembre 1937, et par des lois spéciales des crédits s'élevant à la somme totale de 600.000 fr. applicables aux chapitres ci-après désignés :

Chap. 16. — Services extérieurs pénitentiaires. — Traitements, 595.000 fr.

Chap. 17. — Services extérieurs pénitentiaires. — Indemnités, fixes, 4.000 fr.

Chap. 18. — Services extérieurs pénitentiaires. — Indemnités variables, 1.000 fr.

Art. 10. — Sur les crédits ouverts au garde des sceaux, ministre de la justice sur l'exercice 1938 par la loi de finances du 31 décembre 1937 et par des lois spéciales une somme totale de 1.009.110 fr. est et demeure annulée au titre des chapitres ci-après du budget de la justice :

Chap. 19. — Ouvriers libres temporaires des établissements pénitentiaires. — Salaires 9.110 fr.

Chap. 50. — Approvisionnement des cantines 1.00.000 fr.

1.009.110 fr.

Art. 11. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent décret.

Des décrets spéciaux régleront son application à l'Algérie et aux colonies.

Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu par l'alinéa 1er du présent article.

Art. 12. — Le présent décret sera soumis à la ratification des

Chambres dans les conditions prévues par la loi du 13 avril 1938.

Art. 13. — Le Président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Paris, le 17 juin 1938.



La Suppression de la Transportation en Guyane Française

et

Le Projet de loi du 30 Décembre 1936

INTRODUCTION

Enquêtes, reportages, conférences se sont succédés en grand nombre, surtout en ces derniers temps, au sujet de la question si controversée du maintien ou de la suppression du bagne colonial. Ces multiples discussions ont mis en lumière de grandes divergences de vues, même parmi ceux appelés par leurs fonctions à approcher de près, donc à mieux connaître que quiconque, les divers rouages de cette institution.

En 1930, le gouverneur Juvanon préfaçait en ces termes l'ouvrage du docteur Rousseau : « Nul mieux
« qu'un médecin qui a vécu au centre de cette mons-
« truosité, de cette honte qu'est le bagne, et qui chaque
« jour durant deux longues années a eu sous ses yeux
« le spectacle des horreurs de la transportation,
« n'était qualifié pour éclairer l'opinion publique... » (1)

(1) Dr Louis Rousseau, « Un médecin au bagne », p. 1.

Mais par ailleurs M. Chanel, qui lui aussi a occupé en Guyane le poste de gouverneur quelques années avant M. Juvanon, écrivait : « L'échec de la transportation n'est pas dû au principe lui-même... Je suis « convaincu que l'institution, telle que l'avaient voulue « ses créateurs, est viable et peut atteindre les buts à « elle assignés ». (1)

La question du maintien ou de la suppression de ce mode colonial d'exécution des peines est un des problèmes les plus importants de la science pénitentiaire française, aucune réforme d'ensemble ne pouvant être entreprise sans qu'au préalable ce difficile problème ait reçu sa solution ; en effet, le nombre des maisons de détention en dépend.

Le principe de la transportation affecte de nombreuses peines qui s'exécutent aujourd'hui uniquement en Guyane (2). A l'heure actuelle la transportation est pratiquée dans les trois cas suivants : 1^o Pour l'exécution de la peine de droit commun des **travaux forcés**, lorsqu'elle a été prononcée contre un individu du sexe masculin, âgé lors de la condamnation d'au moins seize ans accomplis et de moins de soixante ans (art. 67 C. pén. et loi du 30 mai 1854) ; quant à la transportation des femmes, pourtant autorisée par ce dernier texte, elle n'est plus usitée de nos jours, et

(1) Mireille Maroger, « Bagne », p. 10.

(2) La Nouvelle Calédonie a été désaffectée par le décret du 2 août 1931.

l'administration pénitentiaire les emploie, en conformité de l'article 16 du Code pénal, « dans l'intérieur d'une maison de force ».

2° Pour l'exécution de la mesure de sûreté constituée par la **relégation**, concernant des individus du sexe masculin âgés d'au moins vingt et un ans et de moins de soixante ans (loi du 27 mai 1885 art. 6).

3° Pour l'exécution des peines politiques de la **déportation simple** et de la **déportation dans une enceinte fortifiée** applicable aux condamnés de l'un ou de l'autre sexe âgés de moins de soixante dix ans et de plus de seize ans. — Il ne sera pas traité de ce troisième cas en raison du caractère même de cette peine qui sort de notre sujet, réservé aux peines de droit commun.

La question du maintien du bagne colonial tend aujourd'hui à dépasser le cadre de la science pénitentiaire pour devenir du domaine de la politique. Elle s'est posée après la guerre, en 1920, à propos du remplacement du navire transporteur des condamnés « La Loire », qui avait été torpillé par l'ennemi. — En 1924, le ministère Herriot tenta de supprimer administrativement la transportation ; il y serait peut-être parvenu, si des événements d'ordre uniquement politique n'étaient venu provoquer la chute du cabinet.

La question s'est à nouveau posée en France depuis

l'avènement du cabinet de front populaire à direction socialiste de mai 1936. En attendant le dépôt du projet de loi, qui est l'objet même de cette étude, les ministres de la justice et des colonies ont, par diverses notes communiquées à la presse (juin à octobre 1936), proclamé leur volonté de ne plus envoyer de condamnés en Guyane. — Enfin, le 30 décembre 1936 M. Marc Rucart, alors ministre de la Justice, et M. Marius Moutet, alors ministre des Colonies, déposèrent sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi « portant réforme de la peine des travaux forcés et « du régime de la relégation, et suppression de la « transportation à la Guyane ».

Dans la première partie de cette étude, on va examiner la question de la transportation au triple point de vue pénal, colonial et international. Sous le rapport pénal, on sera notamment amené à passer en revue les récentes améliorations apportées par le pouvoir exécutif à nos établissements pénitentiaires coloniaux. — Au point de vue colonial et international, dont l'importance primordiale n'échappe à personne, on étudiera en premier lieu la valeur réelle de notre possession d'Amérique et ses possibilités de développement économique.

La seconde partie de ce travail comportera l'examen même du projet de loi. Toutefois, avant d'aborder l'examen critique de ses dispositions, on recherchera les circonstances qui l'ont fait élaborer, ainsi que les

sources auxquelles ses rédacteurs ont puisé : précédents législatifs et droit comparé. Enfin, un dernier chapitre traitera des principales difficultés à résoudre en cas de vote du projet.

PREMIÈRE PARTIE

Causes du Projet de Loi

du 30 décembre 1936

Étude du bagne colonial

CHAPITRE PREMIER

LA GUYANE FRANÇAISE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

Française depuis l'année 1604, la Guyane offre à l'initiative des explorateurs le mystère de nombreuses régions inconnues. Pour la Guyane intérieure il n'existe pas de levé de précision ; en outre, c'est au cours de ces toutes dernières années seulement que sa frontière sud a été tracée par une commission mixte Franco-Brésilienne.

D'une superficie totale de 116.000 kilomètres carrés, un cinquième de la France, elle se présente au point de vue physique comme constituée de deux parties fort distinctes, lesquelles ont été depuis 1930 séparées administrativement :

1^o Une plaine côtière de largeur variable ;

2^o Un vaste plateau, séparé du bassin de l'Amazone Inférieur par une série de massifs isolés.

La plaine côtière ou Terres-Basses s'étend, sur une longueur de trois cent vingt kilomètres, du Maroni à l'Oyapock, et sur une largeur de vingt à soixante

kilomètres. Ces terres ont une altitude intermédiaire entre les hautes et les basses eaux des marées, de telle sorte qu'elles se trouvent inondées aux heures de haute mer. Elles sont constituées des apports de vase marine et des alluvions des nombreuses rivières qui parcourent le pays. Celles de ces terres qui restent constamment noyées pendant une partie de l'année, forment ce qu'on appelle des savanes noyées ou « pripris », et celles qui sont chaque jour alternativement couvertes et découvertes par les eaux de la marée, entretiennent des forêts de palétuviers qui assombrissent l'aspect des côtes guyanaïses.

Dans les trois Guyanes (française, hollandaise, anglaise) des travaux de drainage avaient été entrepris au XVIII^e siècle ; très rapidement les polders donnèrent au point de vue agricole les plus grandes espérances ; mais la découverte des gisements aurifères déterminant l'exode de tous les hommes valides porta un coup mortel à cette prospérité, et, sauf aux environs de Cayenne où ils sont affectés aux cultures vivrières, ils n'ont plus été remis en état dans notre Guyane.

En arrière des savanes inondées par la mer, d'immenses savanes sèches s'étendent jusqu'aux premiers contreforts du plateau ; quelques travaux d'irrigation et de défrichement suffiraient à les fertiliser, car jamais les pluies équatoriales, même les plus abondantes, ne parviennent à les inonder. Pendant long-

temps l'élevage y fut prospère (1); aujourd'hui elles ne nourrissent qu'un troupeau de trois mille cinq cents bovidés et quelques bandes de porcs vivant à l'état sauvage. De grands travaux seraient nécessaires pour réaménager les pâturages envahis par la brousse.

En avant de la côte, des mornes rocheux émergent sur quelques points pour former notamment la Montagne d'Argent, au nord de l'Oyapock, et l'île de Cayenne. Cette dernière, d'une superficie de cent quatre-vingt kilomètres carrés, est un delta, comparable à notre Camargue, enserré par de nombreuses rivières, la rivière de Cayenne et l'Orahu entre autres; sa situation est des plus privilégiées; sa zone palétuvrière, extrêmement fertile, est très facile à dessécher. D'autre part, quelques bas-fonds permettent aux navires calant cinq mètres de pénétrer dans la rade et d'accoster aux deux appontements qui viennent d'être construits. Avec Saint-Laurent et Saint-Georges de l'Oyapock — ce dernier réservé aux cargos de très faible tirant d'eau — c'est le seul port de la colonie. Il est regrettable que périodiquement les courants marins de direction ouest-nord-ouest ensablent le port avec les alluvions provenant des crues de l'Amazonie; la navigation en est considérablement gênée.

Grâce aux fleuves avoisinants, Cayenne est en relation avec les riches placers de l'intérieur. Par sa situa-

(1) Le cheptel bovin, qui atteignait sous Louis-Philippe près de dix mille têtes, suffisait non seulement à la consommation locale, mais encore à celle de la Martinique et de la Guadeloupe.

tion cette ville était tout naturellement prédestinée à devenir la capitale de la colonie. Exposée aux vents de l'Océan, qui balayent l'île toute l'année, Cayenne serait, pour peu qu'on le désirât, non seulement un grand centre d'activité, mais encore un vaste sanatorium où les habitants de toutes les Guyanes pourraient venir refaire leur santé.

La seconde zone, formée par le plateau guyanais ou Terres Hautes, est couverte de hautes futaies aux arbres séculaires et gigantesques qui, dans leur course vers l'air et la lumière, dépassent parfois quarante mètres de hauteur. A leurs pieds s'étend une épaisse couche d'humus, qui explique la vigueur des premières plantations après déboisement. Malheureusement les richesses escomptées disparaissent aussitôt qu'entre-vues, car la couche fertilisante, si importante soit-elle, ne tarde pas à être entraînée par des pluies torrentielles.

L'exploitation de la forêt a constitué pour la colonie, dès l'origine et pendant longtemps, la principale ressource. Elle aurait d'ailleurs dû donner des résultats financiers beaucoup plus brillants que ceux obtenus jusqu'ici ; mais les opérations d'abatage furent rarement engagées avec méthode, avec plan, et surtout les entreprises manquaient de capitaux suffisants. Les espèces sont multiples tant en essences précieuses qu'en bois d'œuvre : cèdre, acajou, palissandre, ébène amaranthe... Jusqu'à l'année 1931 l'exploitation du

balata et celle du bois de rose ont donné des bénéfices appréciables, mais elles ont été paralysées par la crise économique générale ; elles semblent toutefois repartir à nouveau depuis la dévaluation d'octobre 1936, qui a eu pour conséquence de faciliter l'écoulement des stocks.

On vient de commencer depuis peu l'exploitation de l' « angélique » avec de sérieuses espérances de succès. Les qualités de ce bois sont très réelles ; il est, a-t-on dit, plus fort que le chêne, qu'il peut avantageusement remplacer dans tous les usages ; imputrescible, inattaquable aux tarets, ou commence à l'utiliser dans les constructions de la marine. Son aptitude à conserver la cire et le vernis le fait employer dans les constructions ayant à résister aux intempéries. En 1936 la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans-Midi en a fait une commande fort importante pour l'aménagement intérieur de ses wagons de seconde classe (1).

L'hydrographie joue un rôle de tout premier plan dans le développement de la vie économique du pays guyanais, où le seul moyen de pénétration est constitué par les fleuves. Comme la marée les remonte fort loin, les indigènes utilisent avec soin « le montant » ou « le perdant » selon la direction à parcourir. Ce moyen de communication est toutefois assez précaire, car à la saison des pluies, il y a toujours vers la mer

(1) Bulletin mensuel de l'Institut Colonial du Havre, mars 1937.

un courant violent atteignant parfois six nœuds à l'heure, fort dangereux dans les sauts. Pour franchir ces rapides on devait avoir recours, jusqu'à ces derniers temps encore, à l'habileté des nègres Boschs, Bonis ou Saramacas (1). Mais la navigation sur les fleuves et les rivières s'est sensiblement améliorée durant ces dix dernières années ; on peut, en effet, aller même avec de grosses chaloupes bien au-delà des premiers sauts ; la pagaie a été remplacée par le propulseur vertical hors bord. Résultat, les centres miniers de la première zone des placers, qui étaient autrefois à plusieurs jours de la côte, ont été ainsi mis à trente-six ou quarante-huit heures au plus de Cayenne (2).

Ce fut dans les vallées de ces fleuves que fut découverte au siècle dernier la principale source de richesse de la Guyane, l'or. Les premières traces d'or ont été relevées en 1853 dans les alluvions de l'Approuague et du Sinnamary. L'or se trouve en si grande abondance dans les cailloux roulés des fleuves guyanais, qu'il est peu de pays aussi favorisés sous ce rapport. À la fin de l'année 1935 une mission géologique officielle, dirigée par l'ingénieur Lebedeff, (3) a conclu que, même les zones aurifères les plus connues, les plus travaillées, étaient loin d'être épuisées ; que d'autre part, les gisements éluvionnaires étaient très répandus et intacts

(1) « Bagnards et Chercheurs d'or », par Georges Le Fèvre, 1925, pp. 134 et suiv.

(2) « Bulletin de la Chambre d'Agriculture et de Commerce de la Guyane française » du 31 décembre 1936.

(3) Décret du 1^{er} décembre 1934,

dans la plupart des régions ; qu'enfin il existait aussi bon nombre de filons non encore exploités. Sans doute, dans les zones le plus aisément accessibles, le « bricolage » n'est plus possible ; mais l'exploitation industrielle rationnelle, c'est-à-dire basée sur des études préalables approfondies, pourrait donner les meilleurs résultats. Deux compagnies aurifères seulement existent aujourd'hui, les sociétés d'Adieu Vat et de S^t Elie, dotées depuis juillet 1937 d'un matériel moderne puissant.

La production de l'or a été de 1.476 kilogrammes en 1934, de 1.474 kilogrammes en 1935, et de 1.417 kilogrammes en 1936.

Malgré ces richesses naturelles la Guyane reste un pays de population très clairsemée. C'est à son climat qu'on attribue tous les insuccès des essais de peuplement. Certains même n'ont pas craint d'affirmer que la transportation dans ce pays n'était qu'une condamnation à mort différée, le travail manuel sous les tropiques faisant office de « guillotine sèche ». Cette affirmation est beaucoup trop radicale ; dans son ensemble, le climat de la Guyane n'est pas plus malsain que celui de nos autres colonies tropicales, et les échecs subis dans le peuplement de notre possession résultent de l'impréparation et de l'inorganisation, plutôt que des méfaits du climat. — Cette réputation d'insalubrité est fort ancienne ; elle date de l'expédition de Kourou en 1763. Cette entreprise n'était ni agricole ni industrielle

ni commerciale ; il s'agissait simplement d'établir « une population nationale et libre, capable de résister par elle-même aux attaques étrangères et de servir de boulevard aux autres colonies d'Amérique ». Plusieurs navires arrivèrent chargés d'émigrants. Rien n'avait été préparé pour les recevoir. En l'espace de dix-huit mois on envoya ainsi douze mille colons, appartenant à toutes les classes de la société, qui se trouvèrent ainsi jetés à l'aventure « sur une plage déserte, sans abri, sans secours, avec des vivres pourris venus d'Europe et des eaux saumâtres pour toute ressource alimentaire ». Il s'agissait cependant de défricher les terres, de les cultiver, et l'on envoyait « des bijoutiers, des orfèvres, des maîtres de danse et d'escrime, des dames en robe traînante, des messieurs à plumet », (1) excepté toutefois des cultivateurs. La plupart moururent de faim, de malpropreté, de découragement, de misère physiologique et morale. Des survivants, les uns furent ramenés en France, les autres s'établirent entre Kourou et Sinnamary, où ils se livrèrent avec succès à l'élevage du bétail.

On doit toutefois reconnaître que le climat guyanais est assez débilitant pour l'Européen à cause de la chaleur constamment humide et uniforme. Le thermomètre ne descend guère au-dessous de vingt degrés, mais ne dépasse pas en revanche trente-deux degrés centigrades. Les nuits n'y sont pas beaucoup

(1) Albert Savine, « Les Déportés de Fructidor », p. 118.

plus fraîches que les journées. Quant au régime des pluies, il résulte de l'oscillation saisonnière des alizés ; à Cayenne la grande saison des pluies s'étend d'avril à juillet.

La population de la Guyane proprement dite s'élève à 30.906 habitants. L'Inini, pays détaché du reste de la colonie par le décret du 6 juin 1930, ne compte que 6.099 habitants ; mais ce dernier chiffre est inférieur à la réalité, car beaucoup de tribus indigènes et la plus grande partie des orpailleurs échappent au contrôle des agents administratifs.

Un gouverneur, assisté de son Conseil Privé, est placé à la tête de la Guyane proprement dite, laquelle est divisée en treize communes d'une étendue totale de dix mille kilomètres carrés. Cette partie de la colonie possède les localités les plus importantes : Cayenne avec ses 11.704 habitants ; Saint-Laurent, 1.877 habitants ; Oyapoc, 1.470 habitants ; Sinnamary, 1.451 habitants ; Mana, 1.873 habitants(1). Elle est aussi dotée d'un Conseil général, d'une Chambre d'agriculture, d'une Chambre de commerce, et élit un député. D'autre part, le Territoire de l'Inini est administré par le gouverneur de la Guyane et un Conseil d'Administration, selon un mode très comparable à l'organisation de nos territoires sud-algériens qui constituent une personne morale distincte de celle de l'Algérie.

(1) Ces chiffres ont été puisés dans le *Statesman Year Book* de 1937.

Malgré les richesses de la faune et de la flore, l'activité économique de la Guyane française est de nos jours encore très faible. L'industrie y est représentée à Cayenne et à Saint-Laurent par plusieurs scieries mécaniques, par une usine très perfectionnée installée à Cayenne pour l'extraction du tannin de l'écorce du palétuvier rouge; enfin la tonnellerie est très florissante. Pour l'exploitation des richesses forestières on ne peut guère citer qu'une compagnie bien équipée, « la Société Forestière »; elle dispose, à proximité des lieux de coupe, d'un matériel suffisant pour traiter les bois d'ébénisterie, qu'il serait vain de vouloir exporter sans préparation préalable.

A signaler encore dix-neuf distilleries, dont la production de rhum et de tafia s'accroît chaque année : 1.590 hectolitres en 1933; 1.983 hectolitres en 1935; 2.503 hectolitres en 1936, ainsi qu'une petite usine traitant les graines de carapa, dont elle fabrique un excellent savon.

Les importations s'élèvent à 45.343.821 francs environ, tandis que les exportations ne dépassent pas 26.536.884 francs (1). Au cours de l'année 1937 un redressement appréciable s'est traduit par une augmentation sensible des exportations due en particulier à la reprise sur l'essence de rose après la liquidation des stocks et à l'augmentation du contingent de

(1) Chiffres donnés par la Chambre de commerce de la Guyane française pour l'année 1936. — Bulletin de mars 1937.

bananes, inexistant encore en 1934, de trois cents tonnes déjà en 1936, et qui dépassait quatre cent trente-huit tonnes dès les neuf premiers mois de 1937 (1).

Toutefois l'énorme disproportion signalée ci-dessus entre les deux éléments de la balance commerciale constitue un problème d'une extrême gravité pour l'avenir du pays. Cet écart est pourtant compensé par des subventions annuelles du gouvernement français tant pour la Guyane que pour l'Inini (depuis 1930 ce dernier territoire reçoit une gratification de deux millions de francs) et par les dépenses des services métropolitains dans la colonie : troupes, services hospitaliers, et surtout service de l'administration pénitentiaire ; ce dernier dépenserait à lui seul, en Guyane, d'après la Chambre de commerce de Cayenne, près de quinze millions de francs par an.

L'impression d'ensemble qui se dégage d'une étude économique de la Guyane française, ne laisse pas d'être quelque peu décevante. Malgré plusieurs siècles de colonisation, alors qu'il renferme des sources presque inépuisables de richesses naturelles, nous nous trouvons en face d'un pays inexploité et même en léger recul sur ce qu'il était il y a un siècle (2). Ses

(1) L' « Economiste Colonial » du 8 février 1938.

(2) Une statistique établie en 1836 prouve que le pays fournissait alors :

Café.....	20 tonnes	Cannelle et vanille.....	548 kilog.
Cacao.....	23 »	Muscade.....	132 »
Coton.....	275 »	Indigo.....	50 »
Poivre.....	24 »		

Actuellement on ne trouve trace d'aucune de ces productions ; ce qui laisse à penser que le jour où les problèmes exposés seront résolus, la colonie aura devant elle un avenir aujourd'hui imprévisible.

immenses étendues sylvestres par exemple recèlent des bois de construction supérieurs à ceux que peut nous fournir l'étranger et qui seraient bien utiles à l'approvisionnement de la France, dont les forêts ont été si éprouvées par la guerre de 1914.

Parmi les problèmes qui se posent pour une meilleure mise en valeur, il y a en premier lieu celui de la **main-d'œuvre**. La densité de la population n'est à la Guyane que de 2,05 au kilomètre carré ; dans l'Inini elle tombe à 0,08. Cette population n'est pas attirée par le travail manuel ; beaucoup y répugnent totalement ; quant aux meilleurs, ils préfèrent la politique ou se jettent sur les professions libérales. Il s'agirait d'ailleurs de recruter non seulement un personnel subalterne, mais surtout de constituer une équipe de techniciens dont les études pourraient seules permettre d'éviter les tâtonnements et les échecs. Jusqu'à présent les essais de colonisation forcée ne semblent pas avoir très bien réussi : on verra ce qu'il faut penser de la colonisation pénale ; quant aux nègres, ils sont retournés pour une grande part à l'état sauvage ; c'est le cas des tribus Boschs. En revanche, la colonisation libre n'a guère amené que des Chinois fort soucieux de leur commerce, mais qui abandonnent la colonie après fortune faite.

Un second problème naît du **manque de capitaux**. Il n'est pas spécial à la Guyane, mais intéresse presque toutes nos autres colonies. La faiblesse de ses recettes

budgétaires lui permet à peine de couvrir ses dépenses administratives courantes et ne lui laisse que la possibilité de payer le service d'emprunts de grands travaux émis en 1931 mais beaucoup trop limités pour permettre des réalisations effectives. Grâce à son initiative la Banque d'émission de la Guyane a su accorder aux entreprises offrant des garanties les crédits nécessaires à leur fonctionnement, à leur développement (comme pour les exploitations bananières), à leur réorganisation (exemple des sociétés aurifères). Mais le rôle d'une telle banque est forcément très restreint ; elle doit se borner à faciliter le financement à court terme ou même à moyen terme ; elle ne peut résoudre le grave problème des investissements à longue échéance. On doit constater que les capitaux susceptibles de s'immobiliser de façon durable ne se sont pas dirigés volontiers vers notre possession américaine ; ils semblent, comme les hommes, avoir été effrayés par la présence du bain.

Le dernier problème, qui n'est pas le moins important, est celui du **manque de voies de communication**. La grande route, destinée à relier tous les bourgs de la côte, a été enfin inaugurée en août 1935. Malheureusement cette inauguration a été trop hâtive, tant était vif le désir d'aboutir. Des tronçons entiers de route sont devenus inutilisables, pour avoir été construits trop en bordure de la mer ; un nouveau tracé sur les contreforts rocheux du plateau devra sans doute être envisagé par le service des Travaux Publics. La

construction de pistes automobiles vers l'intérieur, pour doubler les fleuves, a été commencée sous l'impulsion du gouverneur Veber. Si l'exécution des projets des autorités locales est menée à bonne fin, on peut espérer pour la colonie un brillant essor (1).

(1) Bulletin mensuel de l'Institut Colonial du Havre, février 1938.

CHAPITRE II

DE L'EXÉCUTION EN GUYANE DES PEINES DES TRAVAUX FORCÉS ET DE LA RELÉGATION

La découverte des gisements aurifères, et surtout le décret du 27 avril 1848 relatif à l'abolition de l'esclavage dans les colonies et possessions françaises, frappèrent d'un coup très rude l'économie guyanaise. Du jour au lendemain les ateliers agricoles se vidèrent ; les nouveaux affranchis refusèrent le travail, et se répandirent en ville, dansant et chantant leur liberté reconquise, préférant n'importe quel métier au labeur de la terre, qu'ils considéraient comme l'emblème avilissant de leur ancien esclavage (1). Quelques exploitations, plus puissamment montées que les autres, résistèrent seules à la ruine à force de persévérance et d'argent.

Pour remplacer les treize mille travailleurs qui, depuis leur affranchissement, fuyaient les ateliers, on essaya de faire venir des nègres d'Afrique, des Chinois, des Madériens et des Hindous. Gênés dans

(1) Albert Savine, « Les Déportés de Fructidor, » p. 100.

le recrutement de leur main-d'œuvre, les colons français établis dans la colonie ne tardèrent pas à saisir le gouvernement de leurs réclamations.

L'opinion française était alors sous le coup des merveilleux résultats soi-disant obtenus par l'Angleterre, en Amérique, tant dans le Maryland de 1718 à 1775 qu'en Nouvelle Hollande, puis à partir de 1788 en Australie. Mais, d'autre part, les événements de juin 1848 où avaient été mêlés de nombreux libérés et évadés des bagnes métropolitains, n'avaient pas été sans émouvoir les pouvoirs publics. Enfin, l'augmentation croissante du nombre des récidivistes, qui est un des caractères distinctifs de la criminalité du XIX^e siècle, « les crimes graves et répétés commis par des bandes dirigées par des repris de justice » étaient venus prouver d'une façon éclatante que les bagnes métropolitains existants étaient des « foyers de corruption », dans lesquels s'organisaient pour le mal les associations les plus dangereuses (1).

C'est dans cet état d'esprit que fut votée la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés ; mais, dès le 27 mars 1852, la Guyane avait été choisie comme lieu de transportation par le Prince Président. L'idée d'envoyer des condamnés dans ce pays n'était pas neuve : le Directoire y avait déjà déporté les vaincus du coup d'Etat de fructidor (2) et

(1) Discours de M. de Miral, rapporteur de la loi sur la transportation du 4 mai 1854. Sirey, « Lois Annotées », 1854, p. 94.

(2) Cf. page 29 note 1.

les prêtres insermentés ; au début du siècle, la police du Premier Consul y avait aussi transporté quatre-vingt-dix-huit inculpés dans l'affaire de l'attentat de la rue Saint-Nicaise ; on venait enfin d'y expédier récemment les insurgés les plus dangereux de juin 1848.

Le décret du 27 mars 1852 énonçait que, « sans attendre la loi qui doit modifier le Code Pénal quant au mode d'application de la peine des travaux forcés », les condamnés pouvaient être envoyés à la Guyane et y seraient employés à des travaux de colonisation. Le décret décidait, en outre, que ceux qui étaient condamnés à huit ans de travaux forcés résideraient perpétuellement au lieu de transportation et les autres pendant une durée égale à leur peine. C'était le principe même du « doublage ». La loi sur l'exécution de la peine des travaux forcés devait intervenir deux ans plus tard, le 30 mai 1854. Elle ne fait d'ailleurs que reprendre les dispositions du décret du 27 mars 1852.

Les premiers contingents de transportés furent accueillis avec enthousiasme par les Guyanais. Ils virent dans cette armée de travailleurs forcés « un outil gigantesque dont la métropole les gratifiait » (1) pour leur faciliter la mise en œuvre de leurs forces vives, leur permettre de se donner des routes, de construire des ouvrages d'art..... — En France, au contraire, on avait vu s'évanouir la terreur causée aux populations voisines des anciens bagnes ; ce bien-

(1) A. Legrand, « Nouvelle-Calédonie », p. 13.

être immédiat, conséquence de l'adoption de la transportation, fit germer l'idée d'écarter également de la société métropolitaine les malfaiteurs de profession, les incorrigibles (1). Le fait d'avoir découvert, comme en 1848, un très grand nombre de récidivistes dans les rangs de la Commune de 1872 avait décidé l'Assemblée Nationale à reprendre la question en ouvrant une vaste enquête sur le régime des prisons et les réformes pénitentiaires à entreprendre. Si cette enquête n'aboutit pas immédiatement à une réforme, elle resta à l'étude ; elle avait établi l'adhésion quasi-unanime de tous, des Cours d'appel en particulier, en faveur de la création d'une transportation spéciale pour les récidivistes.

Lors des élections législatives de 1881, les comités républicains radicaux de nos plus grandes villes

(1) Le mouvement de la grande criminalité avant et après la loi de 1854 a été en décroissant non seulement dans les affaires soumises au jury, mais aussi dans le nombre des accusés en état de récidive quoique le nombre de ces derniers reste à la vérité fort élevé.

Nombre annuel des individus accusés de crime sans défalcation des acquittés :

1826 à 1830.....	7.130
1831 à 1835.....	7.166
1851 à 1855.....	7.104
1871 à 1875.....	5.072
1876 à 1880.....	4.374
en 1881.....	4.320

Le nombre annuel des accusés en état de récidive a été :

1826 à 1830.....	1.107
1831 à 1835.....	1.386
1851 à 1855.....	2.314
1856 à 1860.....	1.923
1871 à 1875.....	1.858
1876 à 1880.....	1.626
en 1881.....	1.620

S. 1885, lois annotées, page 819.

(Paris, Lyon, Saint-Etienne notamment) avaient réclamé l'envoi aux colonies des vagabonds, escrocs et voleurs de profession récidivistes. — Une pétition revêtue de 60.000 signatures émanant des loges maçonniques parisiennes avait demandé les mêmes mesures. On se souvient également de l'apostrophe de Gambetta aux éléments anarchistes, qui troublaient sa réunion de Charonne le 16 août 1880 : « Vous êtes des esclaves » ivres... Sachez-le bien ; je saurai vous trouver jusqu'au « fond de vos repaires ». La mort ne mit pas fin à son influence. Son compagnon et ami Reinach publia « Les Récidivistes », où il a rassemblé les idées du tribun. La campagne continue ardente de 1881 à 1885 avec M. Léveillé, professeur de Droit Criminel à la Faculté de Droit de Paris, sur le terrain politique par de nombreuses propositions de lois déposées sur le bureau du Parlement. De multiples vœux furent aussi émis tant pour les Conseils généraux que pour les Conseils municipaux (1) en faveur d'une mesure d'éloignement des récidivistes. — Cet appui non dissimulé des partis de gauche devait enfin permettre la transportation des incorrigibles grâce à la loi du 27 mai 1885 qui a organisé la relégation.

Elle éloigne définitivement de la métropole les individus qui pendant un délai de dix ans, non compris la durée des peines subies (2), ont été condamnés pour

(1) Voir le vœu du Conseil municipal de Lyon du 4 novembre 1882.

(2) Voir l'énumération des divers cas de relégation dans l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 modifié par la loi du 27 décembre 1916.

diverses infractions nettement spécifiées. L'article 1^{er} § 1 énonce que cette mesure de sûreté consiste « dans l'internement perpétuel, sur le territoire de colonies ou possessions françaises, des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France ».

La loi de 1885 a été fort mal accueillie par les Guyanais. Ce rapide revirement d'opinion a été provoqué en particulier par le fait que l'administration pénitentiaire n'effectuait pas les travaux de colonisation et d'utilité publique nécessaires. La loi de 1854 avait beau stipuler dans son article 2 que les condamnés seront employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et autres travaux d'utilité publique, le problème de la main-d'œuvre restait entier.

La loi de 1885 n'améliora pas la situation. Bien au contraire, « l'arrivée de ces hommes a été pour la colonie un désastre ; en voulant y amener toute cette tourbe de récidivistes inertes, de voleurs et de vagabonds, au corps et à la volonté également usés, on a transporté du poids mort, des éléments inassimilables pour l'organisation d'une colonie ». (1)

Tout d'abord, on n'avait pas songé à obliger les relégués au travail. La relégation devait uniquement consister dans la résidence obligatoire dans la colonie désignée par le pouvoir exécutif ; mais une fois le transfert effectué, le relégué serait laissé dans un

(1) A. Bernard, « La Nouvelle-Calédonie », p. 400.

état de liberté presque complète. Le défaut d'un tel système ne manqua pas d'apparaître lors de la discussion de la loi au Sénat. Laisser, en effet, des malfaiteurs professionnels en liberté dans une colonie lointaine en ne leur fournissant ni travail ni ressources, c'était les acculer à commettre de nouvelles infractions. Aussi le texte de la loi spécifia-t-il que des règlements d'administration publique détermineront « les conditions des engagements de travail à exiger des relégués, ainsi que le régime et la discipline des établissements ou chantiers où ceux qui n'auraient ni moyens d'existence ni engagement seront astreints au travail ».

Le décret du 27 novembre 1885 créa alors deux sortes de relégation :

1^o La relégation individuelle qui consiste dans la simple obligation imposée aux relégués de résider dans la colonie et de s'y soumettre à certaines mesures d'ordre. — Cette question sera d'ailleurs traitée un peu plus loin dans le chapitre des « Libérés et des Relégués Individuels ».

2^o La relégation collective qui constitue le droit commun, les condamnés étant réunis dans les établissements pénitentiaires où l'administration pourvoit à leurs besoins tout en les astreignant au travail. Leur situation ne se différencie guère de celle des condamnés aux travaux forcés.

Section I. — Mode d'emploi de la main-d'œuvre pénale

Le mode d'emploi de la main-d'œuvre pénale a été fixé par le décret du 8 août 1935, qui constitue la charte de la main-d'œuvre pénale. Le législateur prévoit trois manières d'utiliser le travail des condamnés :

A) **En régie.** — C'est la règle générale comme dans les prisons métropolitaines. Les condamnés sont employés à des travaux à l'intérieur des camps ou sur les chantiers ou dans les ateliers de l'administration pénitentiaire pour le compte de l'Etat.

B) La main-d'œuvre pénale peut être également mise à la disposition des divers services publics de la colonie ou même des particuliers. C'est le système dit de **l'assignation collective**. Bien que mis à la disposition des personnes morales ou physiques, ces groupes de forçats restent sous la surveillance directe de l'administration pénitentiaire qui les nourrit, les loge, les couche et les entretient ; mais, sur les chantiers éloignés, les employeurs font les frais du logement et du transport du personnel libre, des condamnés, des vivres et du matériel (art. 6 et 17 du décret du 8 août 1935).

En pratique ce qui était l'exception est devenu la règle. Dans la plupart des cas le logement et l'entre-

tien des condamnés se trouvent à la charge des services employeurs ou du concessionnaire. Un acte de concession fixe la durée de l'assignation collective qui est toujours inférieure à trois ans, sauf autorisation accordée par décret ; cet acte indique également les conditions et le lieu du travail des condamnés et réglemente les obligations des employeurs. Il est passé entre le service employeur ou le particulier et le gouverneur de la colonie sur la proposition du chef des services pénitentiaires (décret du 22 mars 1938, art. 4 § 1).

Différents objets doivent obligatoirement être fournis aux travailleurs par ceux qui les emploient : une couchette individuelle, une moustiquaire en bon état, une dose journalière de quinine de 25 centigrammes au moins, les moyens de pourvoir à leur hygiène corporelle. — D'autres obligations sont encore à la charge des services employeurs ou des concessionnaires, principalement celle d'établir sur le camp des condamnés des locaux disciplinaires et une infirmerie où sont soignés les hommes atteints d'indispositions légères.

Une dernière obligation est spéciale aux particuliers qui ont obtenu des cessions de main-d'œuvre pénale, celle du cautionnement. Fixé depuis 1931 à cent francs par homme, ce cautionnement peut rester acquis à l'administration pour fautes graves du concessionnaire dans l'exécution du traité, fautes régies par les règles du droit administratif.

En échange, les concessionnaires recevront des

condamnés choisis de préférence parmi ceux de première classe (art. 15 §2 du décret du 8 août 1935). Ils pourront les employer tous les jours, sauf les dimanches et jours de fêtes légales, le travail de nuit restant excepté à moins d'autorisation spéciale du gouverneur.

C) Un dernier mode d'utilisation de la main-d'œuvre pénale est l'**assignation individuelle**. Le particulier engage le condamné en qualité de domestique, d'ouvrier agricole ou industriel ou de contremaître. Il passe à cet effet un contrat de louage de services avec le gouverneur de la colonie, qui représente l'assigné (art. 4 §1 du décret du 22 mars 1938). Ce dernier est alors logé, couché et nourri par son employeur qui doit veiller sur sa conduite et qui adresse chaque mois à l'administration pénitentiaire un avis constatant l'assiduité de l'assigné et les fautes par lui commises.

Lorsque le nombre des condamnés assignés dépasse vingt-cinq, sans que ce nombre puisse excéder cinquante, un surveillant militaire est affecté à la garde du contingent mis à la disposition de l'habitant.

L'assignation individuelle est une faveur très grande ; elle constitue donc un précieux stimulant pour l'amendement des condamnés. Ceux de la première classe particulièrement bien notés en sont seuls susceptibles. Depuis le décret du 11 août 1935 une nouvelle condition a été imposée, à savoir que les condamnés

soient parvenus aux trois dernières années de leur peine ; cette condition a été exigée pour restreindre le nombre des assignés (1). — Cette faveur est des plus recherchées ; en effet, si le condamné est affecté à un patron employant peu d'assignés, il jouit en pratique d'une quasi-liberté, dont il abuse trop souvent ; aussi cette liberté a-t-elle été sévèrement réglementée. L'arrêté local du 9 décembre 1935 (Journal officiel de la Guyane du 25 janvier 1936) et celui du 29 janvier 1936 pour les condamnés de l'Inini sur la police de l'assignation individuelle et de la cession collective soulignent l'idée que l'administration reste toujours libre de réintégrer l'assigné pour fautes commises. Pour éviter certains abus, ces arrêtés stipulent que l'assigné doit être obligatoirement revêtu des effets d'habillement qui lui sont fournis par l'administration, sinon il sera immédiatement réintégré au camp par les agents qui en ont fait la constatation et traduit devant la Commission disciplinaire ; s'il est reconnu que la responsabilité de l'employeur est engagée, le condamné réintégré ne sera pas remplacé.

(1) Le nombre des condamnés assignés a parfois donné lieu à des abus, en Nouvelle-Calédonie notamment ; en 1880 le législateur dût intervenir pour empêcher l'administration de céder à des industriels un certain nombre de journées de forçats aux lieu et place de l'indemnité pécuniaire qu'elle leur devait : contrats Higginson et Cardozzo. Les transportés jouaient ainsi le rôle de monnaie fiduciaire. Voir Pierre Garraud, « La Transportation des Criminels dans les Colonies », 1926.

En Guyane, le nombre des assignés était si grand en 1925 qu'Albert Londres a pu écrire : « On compte autant de garçons de famille c'est-à-dire d'assignés, que de moustiques. Il y a vingt fois plus de garçons de famille que de familles. Le bagne n'est pas une administration pénitentiaire, mais « une école hôtelière ». Au Bagne p. 33.

En outre, l'assigné doit être employé à l'endroit et aux travaux indiqués au contrat d'assignation. Il lui est interdit de quitter la résidence qui lui est affectée, si ce n'est de jour et pour le service de l'employeur. — Comme l'assigné est un condamné en voie d'amendement, certaines occupations lui sont interdites, afin de lui éviter les tentations et la rechute toujours possible ; c'est ainsi qu'il ne peut être employé à la vente d'aucun produit, même provenant de l'exploitation à laquelle il est attaché, qu'il ne peut être garçon serveur dans un café, un restaurant ou une maison de commerce. — Enfin, il demeure soumis à toutes les visites ou recherches des agents de l'administration pénitentiaire ou des gendarmes, et, conformément au décret du 2 mars 1935, des délégués du Comité de patronage des libérés.

L'assignation est consentie pour une durée maxima d'un an ; mais elle peut être renouvelée par périodes d'une année, si l'employeur a exactement rempli les conditions du contrat d'assignation.

Section II. — Le régime pénal des relégués et des condamnés aux travaux forcés.

Il y a une différence notable, au point de vue du régime pénal, entre les relégués et les condamnés aux travaux forcés. Elle s'explique fort bien si l'on songe que les relégués ne sont soumis qu'à une simple mesure de sûreté, alors que les condamnés aux travaux forcés sont en train de subir une peine.

Les relégués, sont justiciables des tribunaux de droit commun, soumis par conséquent au droit pénal ordinaire. Ils relèvent donc des justices de paix à compétence étendue, du tribunal correctionnel de Cayenne, ainsi que du tribunal supérieur d'appel siégeant dans cette dernière ville. Un décret du 31 mars 1936 a cependant apporté une modification aux règles ordinaires de la procédure ; il précise, en effet, que dorénavant, en cas d'appel d'une décision de justice de paix à compétence étendue statuant sur une infraction commise par un relégué, l'affaire sera jugée sur pièces par le tribunal supérieur (1). Cette disposition légale a pour but d'accélérer le jugement des affaires déferées au tribunal

(1) Un décret du 19 mars 1937, atténuant la rigueur de cette règle, autorise, le cas échéant, l'audition des témoins et du prévenu par commission rogatoire ; il permet aussi d'ordonner, si besoin est, la comparution du relégué appelant.

supérieur et de réduire les frais de transfèrement des relégués de Saint-Laurent à Cayenne. Il résulte d'une enquête publiée en 1935 que, sur un contingent total de 15.996 relégués, le nombre des condamnations prononcées contre eux par les tribunaux guyanais atteignait 15.415; par conséquent 98 % d'entre eux recommencent à la colonie à commettre les infractions qui ont fait prononcer contre eux la relégation (1).

Quant aux condamnés aux travaux forcés, ils sont soumis au point de vue pénal à une juridiction d'exception, le tribunal maritime spécial. Sa composition a été remaniée par un décret du 12 avril 1921, rendu exécutoire seulement à la date du 17 janvier 1930 par un arrêté du gouverneur (2).

Il est formé : 1^o d'un officier de marine du grade de lieutenant de vaisseau, ou d'un officier du grade de capitaine appartenant aux troupes coloniales ou métropolitaines, ou à son défaut d'un sous-lieutenant des troupes coloniales, président; 2^o d'un magistrat de première instance; 3^o d'un sous-chef de bureau de l'administration pénitentiaire. Enfin, un agent de cette dernière administration remplit les fonctions de ministère public.

(1) Voir Thamar, « Les peines coloniales et l'expérience Guyanaise », p. 138.

(2) Ce long retard s'explique sans doute par le fait que ce décret, publié au Journal Officiel sous la rubrique « Ministère de la Marine » au lieu de l'être sous celle du « Ministère des Colonies », a dû passer inaperçu des autorités locales de la Guyane.

Il eut peut-être été préférable de faire présider ce tribunal maritime spécial non par un officier, mais par un magistrat de carrière plus habitué par sa profession même à la pratique du droit. L'expérience n'a-t-elle pas démontré, depuis la loi du 9 mars 1928, l'excellence de cette solution pour la présidence de nos tribunaux militaires ? (1)

Les pénalités établies par la loi du 30 mai 1854 ont été modifiées par un décret du 18 septembre 1925. — La légalité d'un tel décret est fort contestable ; il est, en effet, difficile de s'expliquer comment un texte de loi a pu être modifié par un décret, œuvre du pouvoir exécutif. — Les peines comprennent actuellement trois échelons : la mort, la réclusion cellulaire de six mois à cinq ans, l'emprisonnement de six mois à six ans.

Quelques exemples feront comprendre la sévérité de ce régime, par comparaison avec les dispositions de notre Code pénal. Ainsi l'article 6 du décret du 18 septembre 1925 punit de mort tout condamné aux travaux forcés, qui se rend coupable de voies de fait sur la personne d'un fonctionnaire, employé ou surveillant de l'administration pénitentiaire. Or, l'article 230 de notre Code pénal n'édicte pour les mêmes faits qu'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois ans au plus, et une amende de seize à cinq cents francs.

(1) Voir Lucien Aulagnon, « Le Nouveau régime de la Justice Militaire », p. 11.

— D'autre part, un détenu évadé d'un établissement pénitentiaire métropolitain n'est punissable aux termes de l'article 245 du Code pénal, que si son évasion a été accompagnée de circonstances aggravantes : violences envers les gardiens ou bris de prison. Mais le décret de 1925 prononce une peine d'un à cinq ans de réclusion cellulaire contre les évadés condamnés aux travaux forcés à perpétuité, de six mois à trois ans contre les évadés condamnés aux travaux forcés à temps (1) (art. 7 § 1 et 2).

(1) La loi de 1854 punissait l'évasion simple de deux à cinq ans de travaux forcés. Le décret de 1925 a voulu rendre la peine plus intimidante par sa sévérité même, car certains forçats, spécialistes de l'évasion, finissaient par additionner plus de cent cinquante ou de deux cents ans de travaux forcés.

Section III. — **Le régime disciplinaire des relégués et des condamnés aux travaux forcés**

Tout le régime disciplinaire des forçats s'inspire du désir d'encourager et de développer en eux le goût du travail. Le système suivi est progressif. Il tend à préparer le lendemain de la peine, en agissant sur l'esprit des condamnés tour à tour par la crainte et par l'intérêt. D'où, d'un côté, des peines infligées au condamné au cas de mauvaise conduite ou de travail insuffisant ; de l'autre, des avantages accordés au condamné donnant satisfaction. On a déjà examiné la possibilité pour ces derniers de bénéficier de l'assignation collective et de l'assignation individuelle.

A) Les peines disciplinaires. — La caractéristique du régime disciplinaire est l'adoucissement continu du châtiment. Cet énervement de la répression entre pour une bonne part dans le peu de résultats obtenus par l'administration pénitentiaire. Des adoucissements successifs ont été apportés au régime du bagne (suppression de la chaîne, de la marque, du boulet, etc.).

La réglementation actuellement en vigueur, tant pour les condamnés aux travaux forcés que pour les relégués, a été la conséquence des enquêtes du journaliste Albert Londres, qui avait soulevé l'opinion publique en stygmatisant les abus commis par certains

surveillants de la Guyane (1). Le pouvoir exécutif est alors intervenu en publiant le décret du 18 septembre 1925 qui ne vise cependant que les condamnés aux travaux forcés ; mais par bienveillance l'administration pénitentiaire en a étendu le bénéfice aux relégués.

L'article 29 dispose que ce sera uniquement la Commission disciplinaire qui pourra prononcer les peines de cellule. Ces commissions, siégeant une fois par semaine au moins dans chaque établissement, sont présidées par le chef de service de l'administration pénitentiaire lui-même, ou par le commandant du pénitencier. Ils sont assistés d'agents ou d'employés de l'administration nommés par le gouverneur (art. 41 du décret du 22 mars 1933). Les fonctions de greffier de la Commission sont remplies par un surveillant militaire désigné par le commandant du pénitencier.

Le pouvoir de prononcer des punitions a été totalement retiré aux surveillants. Ils peuvent seulement aux termes de l'article 21 du décret de 1925, dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline, faire arrêter et mettre provisoirement en prison le délinquant à condition d'en rendre compte aussitôt à l'autorité supérieure. — Une telle mesure supprime les abus de pouvoir, sans doute regrettables ; mais il est à peine besoin d'insister sur les conséquences, désastreuses pour la dis-

(1) Voir reportages d'Albert Londres dans « Le Petit Parisien » d'août-septembre 1923, réunis dans le volume « Au Bagne », en 1924.

cipline, de ces punitions à retardement. Tous les auteurs qui se sont intéressés à la question, sont unanimes pour dénoncer cette mesure (1).

Par ailleurs les pénalités applicables ont subi des modifications dans le sens de l'adoucissement. Le décret du 18 septembre 1925 en limite le nombre à trois : La **simple boucle**, c'est-à-dire la mise aux fers à un pied seulement, peut être utilisée à titre exceptionnel par mesure de sûreté et pour le temps strictement indispensable (art. 15 § 1). — La **prison de nuit** est toujours employée, mais le maximum est fixé par le décret à quinze jours au plus (art. 16) ; les condamnés sont enfermés isolément après le repas du soir, et sortent de prison le matin pour effectuer le travail de leur classe. — Enfin, la peine de la **cellule** : ceux qui la subissent, ne prennent pas part au travail en commun dans la journée ; ils sont incarcérés isolément et ont une tâche déterminée à accomplir en cellule, dont ils ne sortent que pour effectuer une promenade matin et soir. Le maximum de cette peine est de trente jours : si le même condamné doit subir plusieurs punitions de cellule, on doit laisser un intervalle de quinze jours entre la fin des trente premiers jours et le début d'une seconde période (art. 18 §1). Cette disposition a pour but d'éviter une incarcération trop prolongée qui pourrait être nuisible à la santé. Durant les intervalles séparant les périodes au cours des-

(1) Voir en particulier Ch. Péan, « Le Salut des Parias », p. 39.

quelles les punitions successives sont subies, le condamné est replacé dans les conditions où, suivant sa situation pénale et sa classe, il se trouvait lorsqu'il a été l'objet de la première punition de la série.

Pendant toute la durée des punitions, les bons supplémentaires de denrées sont supprimés. Une visite médicale a lieu au moins tous les huit jours ; la punition doit être interrompue, si l'état de santé du condamné l'exige.

La peine du **cachot** a été supprimée. Elle consistait en un internement prolongé dans une cellule obscure, régime des plus néfastes pour la santé sous le climat déprimant de la Guyane. Albert Londres (1) le nommait « le lieu où on est plus effrayé par le châtiment que par le crime ».

Enfin, le décret du 18 septembre 1925 prévoit la possibilité d'une **rétrogradation de classe**, prononcée pour faute grave et mauvaise conduite persistante par décision du gouverneur après avis du chef des services pénitentiaires (décret du 22 mars 1938, art. 4 § 1), et la Commission disciplinaire préalablement consultée. — Pour les condamnés de la troisième classe, la dernière, à l'égard desquels il ne saurait être question de rétrogradation, la Commission disciplinaire pourra les envoyer soit dans des quartiers spéciaux de pénitenciers, soit dans des camps établis à

(2) Voir Albert Londres, « Au Bagne », le chapitre intitulé les Morts-Vivants, p. 113.

cet effet (art. 31 du décret du 18 septembre 1925). La durée du séjour dans les quartiers ou dans les camps disciplinaires n'est pas limitée ; elle est entièrement subordonnée à leur conduite et à leur travail, compte tenu cependant de leurs fautes antérieures. — Par application de l'arrêté local du 23 février 1935, cette peine d'emprisonnement est subie au camp Codebert (autrefois à celui de Charvein) pour tous les transportés des pénitenciers de Cayenne et de Saint-Laurent, et à l'île Saint-Joseph pour les transportés des pénitenciers des îles du Salut. Elle est subie dans un quartier spécial de Saint-Jean pour les relégués. (Arrêté local du 10 juillet 1936 « Journal officiel de la Guyane » 25 juillet 1936). Les condamnés y sont détenus dans une ou plusieurs cases, où ils sont enfermés pendant les heures de repos et des repas. La nuit ils sont mis par mesure de sûreté, si besoin est, à la boucle simple. Le travail est obligatoire et, autant que possible, effectué à la tâche pour permettre de contrôler le degré d'amendement des condamnés. Ils forment des corvées spéciales pour l'exécution des travaux les plus pénibles : exploitation forestière, entretien des routes, débroussage, assainissement, etc.

Les condamnés placés dans ces camps qui s'exposent à de nouvelles punitions, ne sont passibles que d'une seule pénalité, la cellule. Ces sujets dangereux sont, en général, transférés aux îles du Salut, où tout contact avec les autres transportés est impossible et d'où l'évasion est impraticable.

B. — Avantages accordés aux condamnés dont la conduite et le travail ont donné satisfaction

L'administration pénitentiaire s'est efforcée d'inciter le plus possible forçats et relégués à persévérer dans le travail et la bonne conduite ; aussi a-t-elle adopté des mesures propres à favoriser leur relèvement. Comme les peines disciplinaires, ces avantages leur sont communs.

1) **L'avancement de classe.** — Cette disposition, très efficace pour l'amendement des condamnés, est presque contemporaine de la transportation ; seuls les modes d'application en ont changé. Il ne faut pas qu'un pareil avancement soit trop lent, ni trop difficile à obtenir ; en effet, les condamnés à de longues peines (constatait le rapporteur du décret du 26 février 1907 adoucissant la rigueur de la réglementation précédente, c'est-à-dire celle du décret du 4 septembre 1891) sont découragés par la difficulté de l'accès à la première classe et perdent tout désir de revenir au bien. D'autre part, leur passage trop rapide d'une classe à l'autre ne tiendrait pas assez compte des efforts du condamné en vue de son relèvement.

La réglementation actuellement en vigueur a évité ce double écueil. Par le décret du 18 septembre 1925 pour les condamnés aux travaux forcés, qui a servi de modèle à l'arrêté local du 13 mars 1936 (« J. officiel de la Guyane » du 16 mars) pour les relégués, il a été institué un certain stage, qui varie selon la classe. Aux

termes du décret ce stage est de deux ans pour les forçats de la troisième classe pour parvenir à la seconde ; de deux ans aussi dans le cas où la peine est inférieure à dix ans de travaux forcés ; de trois ans pour une peine de dix à vingt ans ; de quatre ans enfin pour les condamnés à plus de vingt ans pour passer de la seconde à la première classe. — La durée de ce stage peut toujours être réduite pour raison de bonne conduite.

Les avantages accordés aux transportés appartenant à la première classe sont nombreux. Ils peuvent seuls obtenir une concession industrielle ou agricole. Ils bénéficient de l'assignation individuelle ou collective (art. 15 § 2 du décret du 8 août 1935). C'est parmi eux que se recrute la catégorie spéciale dite des « bons ouvriers » ou « ouvriers d'art » qui jouissent d'avantages spéciaux. Les condamnés de la première classe peuvent seuls être compris dans les propositions de remise, de réduction de peine ou de libération conditionnelle. Des propositions exceptionnelles peuvent toutefois être faites en faveur des condamnés de la seconde ou de la troisième classe, qui auraient accompli des actes de courage ou de dévouement.

Les condamnés de la seconde classe sont employés à des travaux plus pénibles et ne bénéficient pas en principe des avantages indiqués ci-dessus.

Quant aux condamnés de la troisième classe, ils font les travaux les plus durs et sont astreints

en principe au silence pendant le travail. Malheureusement, en fait, cette règle n'est pas respectée, pas plus que ne l'était jusqu'ici celle de l'isolement de nuit de cette catégorie de condamnés.

La seconde classe peut être accordée dès le départ de la métropole, sur le vu du dossier du condamné, par la Commission de classement siégeant au ministère de la Justice (1).

Enfin les articles 10 et 11 du décret énoncent que les condamnés doivent être séparés suivant les catégories auxquelles ils sont affectés soit au dépôt, soit à bord du bâtiment servant à la transportation, et que cette séparation des condamnés par classes doit être rigoureusement maintenue à l'arrivée dans les locaux pénitentiaires et sur les chantiers de travail.

(1) La composition de la Commission chargée de l'affectation des condamnés à la deuxième et à la troisième classe est ainsi déterminée depuis le décret du 23 novembre 1933, savoir :

Cinq représentants du ministre de la Justice, qui sont :

Un conseiller d'Etat, président ;

Un substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Paris ;

Un chef de bureau à la direction des affaires criminelles et des grâces ;

Un chef de bureau à la direction de l'administration pénitentiaire ;

Un membre de la Société Générale des Prisons ;

Deux représentants du ministre des Colonies, chefs de bureau à l'administration centrale dudit ministère.

La Commission élit elle-même son vice-président :

Un sous-chef de bureau au ministère de la Justice ; un sous-chef de bureau au ministère des Colonies doivent être appelés, en qualité de membres suppléants, à remplacer les chefs de bureau de leur administration respective, membres titulaires de la Commission, en cas d'empêchement de ceux-ci.

Un rédacteur principal au ministère de la Justice et un rédacteur principal au ministère des Colonies remplissent les fonctions de secrétaires.

Cette même Commission est chargée de prononcer sur l'envoi des relégués en relégation individuelle ou collective.

2) L'octroi de bons supplémentaires de denrées.

— Les condamnés peuvent en recevoir en récompense de leur travail et de leur bonne conduite. La valeur de ces bons est déterminée par le ministre des Colonies, et, si ces bons ne sont pas consommés dans les quarante-huit heures, la valeur en est versée au pécule.

3) L'octroi d'une allocation pécuniaire. — Cette allocation est accordée au condamné pour toute journée d'emploi durant laquelle il n'a été frappé d'aucune punition pour insuffisance de travail. — L'idée de rémunérer la main-d'œuvre pénale a été très critiquée, notamment par M. professeur Léveillé. Il semble, en effet, au premier abord paradoxal que l'on songe à rénumérer un travail, lorsque l'obligation de l'exécuter constitue pour le condamné son châtiment même ; mais, du point de vue économique, la cause est depuis longtemps entendue : l'homme travaille avec d'autant plus d'ardeur que l'avantage qu'il peut en retirer est plus considérable. L'octroi d'une allocation est, du reste, fort ancienne : en 1820 déjà les forçats du bagne de Toulon recevaient une certaine indemnité.

Dès l'année 1857 on avait alloué une gratification aux condamnés de la première classe ; mais des abus n'avaient pas tardé à être constatés ; les condamnés étaient peu à peu arrivés à considérer qu'ils possédaient sur les sommes à eux versées un véritable droit, et qu'il suffisait de faire acte de présence sur les chan-

tiers ou dans les ateliers de l'administration pénitentiaire pour toucher leur salaire.

Cependant les décrets du 25 février 1873 et de 1880, loin de supprimer le principe de l'allocation pécuniaire, se bornèrent à y apporter certaines modifications et en étendirent même l'octroi aux classes inférieures.

Un revirement subit eut pourtant lieu dans les méthodes pénitentiaires avec le décret du 4 septembre 1891 qui ordonna la suppression des gratifications en argent. Seuls des bons de vivres étaient octroyés aux condamnés pour compléter leur ordinaire, composé de pain et d'eau. Ces mesures trop rigoureuses ont été l'objet des critiques immédiates du corps médical.

Le décret disciplinaire du 18 septembre 1925 est heureusement revenu sur les mesures draconiennes du décret de 1891. Il pose le principe de la ration normale avec la faculté d'obtenir par le travail et la bonne conduite un supplément de ration, ainsi que des sommes d'argent. — Toutefois ce dernier décret n'était pas à l'abri de toutes critiques. La première objection qui s'éleva, fut que les gratifications accordées étaient trop faibles et ne suffisaient pas à intéresser les condamnés à leur ouvrage. La seconde que le salaire accordé ne variait pas avec la classe du condamné c'est-à-dire avec son degré d'amendement, mais avec son affectation. S'il travaillait pour le compte des services pénit-

tentaires, des communes, de l'Etat ou de la Colonie, il recevait une somme plus faible que s'il avait été mis à la disposition de particuliers.

Le décret du 14 mars 1931 a remédié à cette anomalie grâce à l'élévation des salaires, et en les faisant dépendre de la classe à laquelle appartenait le condamné. Les salaires étaient de 0 fr. 25 pour les condamnés de la troisième classe, de 0 fr. 50 pour ceux de la seconde classe et d'un franc pour ceux de la première classe. Ce décret, créateur de la catégorie d'élite dite des « bons ouvriers » ou « ouvriers d'art », leur a accordé une allocation supplémentaire de cinquante centimes. — Même ainsi relevée l'allocation reste infime, et elle est loin d'inciter les condamnés au travail (1) : deux cinquièmes seulement leur sont accordés, à titre de pécule disponible, pour leurs dépenses de cantine ; le reste est versé au pécule réservé, qui constitue une provision destinée à faciliter au condamné son existence pendant les premières semaines qui suivront sa libération, son rapatriement ou son établissement définitif dans la colonie.

(1) M. Péan rapporte l'anecdote suivante : J'observais, un jour, un condamné commis avec vingt-trois de ses camarades au désherbage d'une rue. Pendant que, mollement, les autres arrachaient avec leurs doigts l'herbe poussée entre les pierres, celui-là ne faisait aucun mouvement. « Pourquoi ne travaillez-vous pas ? lui demandai-je. Cela vous distrairait ; vous pourriez ensuite avoir peut-être une autre occupation... » Planté devant lui, je n'obtiens aucune réponse. Enfin, comme j'insiste, il lève lentement les yeux vers moi et, avec un regard d'incommensurable pitié à mon adresse, l'air aussi méprisant que Diogène dans son tonneau : « Arracher ce brin d'herbes ! J'ai vingt ans pour le faire ! » « Le Salut des Parias », p. 47.

Quant au décret du 11 août 1935, il n'a réalisé aucune augmentation de la rémunération de la main-d'œuvre des forçats ; il a seulement décidé que la fixation de cette rémunération serait désormais variable suivant les localités.

C'est un arrêté du 13 mars 1936 (« J. off. de la Guyane » du 16 mars) qui a fixé le mode de rémunération des relégués (1).

4) **Les Concessions.** — Pour ménager la transition du régime des travaux forcés à la vie libre, et pour fournir aux transportés des moyens d'existence en même temps qu'un stimulant nouveau à leur amendement, l'administration accorde aux condamnés des concessions de terrains ou des concessions urbaines. Ces concessions ne sont pas l'apanage des seuls libérés, ni des relégués individuels ; on les accorde aussi aux forçats de première classe et aux relégués collectifs qui s'en sont rendus dignes.

Jusqu'en 1890 elles furent distribuées avec prodigalité (2). Elles consistaient alors en terres incultes. On

(1) Le voici à titre d'indication :

		Pécule disponible	Pécule de réserve
Ouvriers d'art et spécialistes	1 ^{re} classe :	0,70	0,70
	2 ^e classe :	0,45	0,45
Manœuvres	1 ^{re} classe :	0,35	0,35
	2 ^e classe :	0,25	0,25
	3 ^e classe :	0,15	0,15

(2) Le Décret de 1880 permettant d'attribuer aux forçats une concession deux ans à peine après leur arrivée dans la colonie, ce qui avait permis de lancer la plaisanterie fameuse ! « le crimé, nouveau mode d'acquisition de la propriété ».

remettait au bénéficiaire une certaine quantité de vivres pour lui permettre d'attendre que sa concession devienne productive. La concession était gratuite. — On ne tarda guère à s'apercevoir des inconvénients de ce système ; en effet, tous les hommes, même les plus dégradés, s'attachent d'autant plus aux objets, qu'ils ont eu plus de peine à se les procurer. Les concessionnaires, imprévoyants et paresseux par essence, ne travaillaient pas, gaspillaient les vivres mis à leur disposition et retombaient à la charge de l'administration pénitentiaire. Si par hasard il arrivait à l'un d'eux d'obtenir quelques résultats, il n'avait rien de plus pressé que de vendre son terrain pour toucher un capital qu'il dilapidait aussitôt. Aussi des arrêtés locaux ont-ils fixé la redevance à fournir par les bénéficiaires de concessions, ainsi que les modes de recouvrement de ces sommes (arrêtés du 28 janvier 1896 et du 10 janvier 1928).

Le nouveau système selon lequel les concessions sont octroyées, a été établi par le décret du 8 mai 1889 pour les relégués (1) et par le décret du 9 octobre 1901 (« J. off. » du 24 octobre) pour les condamnés aux travaux forcés. En principe, la propriété de la concession ne devient définitive qu'à l'expiration d'un certain délai (cinq ans pour les condamnés aux travaux forcés ; sept ans pour les relégués) à compter du jour de la décision d'envoi en concession provi-

(1) S., lois annotées, 1889, p. 9.

soire, sous la réserve que le condamné aux travaux forcés ait obtenu sa libération ou, s'il s'agit d'un relégué, qu'il ait bénéficié de la relégation individuelle. Pendant cette période la concession peut être révoquée si le bénéficiaire se conduit mal, s'il s'est rendu coupable d'un méfait entraînant une peine criminelle ou correctionnelle, ou tout simplement pour inconduite ou indiscipline notoire, ou même pour défaut de paiement de la rente.

Le retrait de la concession est prononcé par le gouverneur. Aucune indemnité n'est due au concessionnaire, même si ce dernier a édifié des constructions sur le terrain concédé et si ce terrain a acquis une plus-value. La concession retirée fait alors retour au domaine pénitentiaire, à moins que le concessionnaire dépossédé n'ait une femme, des enfants ou des parents proches résidant dans la colonie, auxquels on peut la remettre. Cette dernière disposition a pour but d'inciter les parents du condamné à venir se fixer à la Guyane ; mais elle n'a eu aucun succès pratique.

Le nombre de ces concessions est devenu plus considérable en ces dernières années, parce qu'on a enfin compris que le salut du pays dépendait du développement de l'agriculture. Deux arrêtés sont intervenus à ce sujet, le premier le 16 janvier 1930 pris par le gouverneur Siadoux, et le second le 18 septembre 1936 dû au gouverneur Veber, qui a trait aux libérés des établissements pénitentiaires spéciaux de l'Inini. Voici le résumé des dispositions de ces deux arrêtés :

Il est accordé au condamné une superficie maxima de vingt-cinq hectares (en général de dix à quinze). Il bénéficie, en outre, du déboisement d'une fraction du terrain, sans qu'il puisse porter sur plus d'un quart de la superficie concédée, ainsi que d'avances non remboursables en outillage : une bêche, une houe, etc... On lui remet encore des animaux de petit élevage, ainsi que des semences et plants divers (graines potagères, maïs, pommes de terre, etc...). Pendant les six premiers mois à compter du jour de l'installation dans la concession, on lui alloue les vivres composant la ration normale d'un condamné en cours de peine. — En échange, le condamné ou le libéré doit mettre en valeur la moitié au moins de sa concession dans un délai maximum de trois ans.

A la date du 12 janvier 1938 le chiffre officiel des concessions accordées était le suivant :

Concessions urbaines : : :	{	1 ^o provisoires {	à des condamnés	
			en cours de peine :	31
			à des libérés :	13
		2 ^o définitives :	à des libérés :	28
				—
Total :				72

			Report:	72
Concessions agricoles	1 ^o provisoires	}	à des condamnés	
			en cours de peine	101
	2 ^o définitives	}	à des libérés :	25
			à des libérés :	24
			à des relégués	
			individuels :	3
			Total :	153
Total général des concessions :				225

Leur développement s'est heurté pendant longtemps à des circonstances économiques regrettables, les concessionnaires ne pouvant pas vendre leurs produits. La création de la route de Saint-Laurent à Cayenne leur en permet aujourd'hui un écoulement certain. À signaler encore la jalousie des autres libérés, à laquelle ils ne peuvent résister qu'en étant armés ; enfin, la faune contre laquelle il leur faut lutter sans cesse : fourmis noires, termites, scorpions...

L'accroissement des concessions restera cependant fort limité, parce qu'on n'improvise pas des agriculteurs ; or, le nombre des cultivateurs de profession constitue parmi les transportés une infime minorité. Les concessionnaires se recrutent surtout parmi les Kabyles, agriculteurs de profession, qui sont entraînés à supporter de fortes chaleurs.

Section IV. — Avantages procurés à la Colonie par la Transportation

Il faut bien avouer que les travaux d'utilité publique prévus par les décrets, dont devait bénéficier la colonie, n'ont pas été exécutés par les forçats. En dehors de leur utilisation comme assignés collectifs ou individuels, l'unique avantage que les habitants ont retiré de la main-d'œuvre pénale, le seul bienfait direct que la colonie ait pu en recueillir, consiste dans la construction de la route jusqu'à Charvein, et aujourd'hui son entretien de Saint-Laurent à Mana, ce qui représente un parcours de quarante-trois kilomètres environ. Pour le surplus, l'activité des condamnés a été entièrement absorbée par l'administration pénitentiaire ; en ce sens on peut dire qu'ils ont mis en valeur tout le territoire occupé par elle, lequel représente une importante fraction du sol Guyanais.

Ils y ont construit tout d'abord les camps de transportation et les hôpitaux nécessaires, fondé les jolies petites villes de Saint-Laurent et de Saint-Jean. — Saint-Laurent s'est peu à peu peuplée de civils, parfaitement indépendants de l'administration pénitentiaire, c'est aujourd'hui la seconde ville de la Guyane. Seule Saint-Jean abrite uniquement des fonctionnaires ou des surveillants militaires de l'administration pénitentiaire.

Les forçats ont ensuite établi tout un réseau routier entre les pénitenciers et la voie ferrée, qui relie Saint-Jean à Saint-Laurent. — Ils ont, enfin, créé le port de Saint-Laurent, dont ils assument aujourd'hui encore l'entretien. Ce port, savamment balisé, permet aux navires de haute mer d'accoster à son appontement, bien qu'il soit situé à près de quarante kilomètres de la mer.

A l'intérieur des camps les condamnés sont occupés à leur entretien (actuellement à l'exécution de l'encellulement général nocturne), à quelques travaux variables selon le pénitencier. Toujours soumis, en principe, au décret du 16 janvier 1929, les pénitenciers se répartissent en trois groupes :

- 1^o Groupe de Cayenne ;
- 2^o Groupe des Iles du Salut ;
- 3^o Groupe du Maroni.

1^{er} Groupe. — L'importance du premier groupe ne fait que décroître. Il se composait en 1935 de deux pénitenciers, celui des Roches de Kourou, avec le camp agricole de Pariacabo, et le pénitencier de Cayenne comprenant trois cents forçats environ. Aujourd'hui le pénitencier des Roches de Kourou a été supprimé ; son camp agricole a coûté beaucoup d'argent à l'administration, sans grands profits semble-t-il. Il n'y a plus à Cayenne qu'une centaine de forçats.

2^e Groupe. — Le groupe des Iles du Salut, avec l'île Saint-Joseph où les condamnés à la réclusion cellulaire vont purger leur peine, qui comporte également un asile d'aliénés, — avec l'île Royale où sont transportés dès leur arrivée les condamnés particulièrement dangereux, lieu également de la déportation simple, — avec enfin l'île du Diable, où s'effectue la déportation dans une enceinte fortifiée.

3^e Groupe. — Les pénitenciers sont aujourd'hui concentrés, pour le plus grand avantage de la colonie, dans la vallée du Maroni. Il y a Saint-Jean pour les relégués, et les cinq camps de transportation : 1^o Camp Central à Saint-Laurent, le plus important ; 2^o Camp Godebert, où se fait le travail du bois ; 3^o Camp des Malgaches, affecté spécialement aux travaux agricoles ; 4^o Camp des Hattes, consacré principalement à l'élevage, surtout depuis l'abandon du camp de Pariacabo : il y a là un troupeau d'environ huit cents têtes de bétail, formé moitié de buffles, moitié de bœufs, et, en outre, près de cinq cents porcs ; on y cultive aussi les bananiers, les manguiers, les ananas et les giraumons, sorte de courge très employée comme nourriture dans le milieu pénitentiaire.

En résumé, on peut conclure que la présence du bagne ne constitue pour la colonie aucun avantage sérieux. L'insignifiance des résultats obtenus à cet égard est flagrante. On en a rejeté assez injustement la faute sur l'administration pénitentiaire. La plus

sérieuse réfutation à opposer à cette critique réside dans le fait que ce même système d'exécution des peines existait déjà en Nouvelle-Calédonie ; là il est patent que la main-d'œuvre pénale, sous la conduite d'industriels de grande valeur, Higginson et Cardozzo, a donné d'excellents résultats. En plus de l'exploitation et de la mise en valeur des mines de nickel qui n'a été possible que grâce à leur initiative (puisqu'on n'a pu songer à y employer les Canaques, impropres à un tel travail à cause de leur instabilité traditionnelle), ils ont tracé la route Nouméa-Bourail d'une longueur de cent soixante kilomètres, et construit les trente kilomètres du chemin de fer de Nouméa à Païta. Mais il ne faut pas oublier que le climat de la Nouvelle Calédonie vaut celui de la France.

D'un autre côté, rien d'étonnant au fait que des forçats concessionnaires aient réussi à créer des propriétés très florissantes dans la plaine de Bourail. L'administration pénitentiaire, dirigée par les amiraux Pallu de la Barrière et Guillaïn, persista pendant des années et des années à donner à cultiver aux forçats les meilleures terres de l'île, en abandonnant aux familles des émigrants honnêtes le droit de défricher les terres à peu près sans valeur de la périphérie de la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, un dernier fait démontre que ce n'est pas à l'administration pénitentiaire que doit être attribué le manque de résultats, un décret du 22

janvier 1931 (« J. off. du 31 janvier ») lui a enlevé la direction des condamnés annamites pour les donner au gouverneur de la Guyane ; ils sont transportés dans l'Inini (1). L'expérience ne s'est pas révélée concluante, car les résultats obtenus ont été des plus médiocres, ce qui prouve bien que cet échec est dû plutôt à la main-d'œuvre elle-même qu'à ceux qui la dirigent.

(1) Leur nombre est d'ailleurs assez restreint : 461 chiffre donné par la Chambre de commerce de Cayenne pour l'année 1936, Bulletin de mars 1937.

CHAPITRE III

CAUSES DE LA FAILLITE DE LA TRANSPORTATION AU POINT DE VUE COLONIAL

Ces causes fort nombreuses sont imputables soit à l'incurie du pouvoir central ; soit à la transportation elle-même.

Section I. — Absence d'un plan de colonisation

La médiocrité des résultats obtenus provient, avant tout, du **manque de plan** de colonisation. Dans une lettre ouverte, publiée dans « Le Petit Parisien » du 6 septembre 1924, à l'adresse de M. Sarraut, alors ministre des Colonies, Albert Londres écrivait notamment : « La main-d'œuvre ayant été mise en état, l'essentiel manquera encore : un plan de colonisation » (1). Ce défaut n'est pas, hélas ! spécial à la Guyane. Dans la plupart de nos colonies, les heureux

(1) A. Londres, « Au Bagne », p. 284.

résultats obtenus n'ont été dûs la plupart du temps qu'à des commerçants ou industriels avisés, ou bien à la sagesse des administrateurs coloniaux. Il arrive aussi trop souvent que le poste de gouverneur de colonie est confié à des hommes qui ont une formation plus politique que coloniale, trop souvent à des députés estimés gênants et que le gouvernement préfère éloigner de la métropole. Ces délicates fonctions se ressentent aussi, depuis ces dernières années surtout, de la déplorable instabilité ministérielle. Il est donc difficile d'obtenir de gouverneurs qui ne font que passer, une politique très coordonnée et suivie. Cette remarque s'applique d'une manière frappante à la Guyane française où, en ces soixante dernières années, il s'est succédé à Cayenne près de cinquante gouverneurs.

Toutefois, à la suite de l'enquête d'Albert Londres, le gouvernement a décidé de prendre en mains la haute direction en matière de détermination de travaux neufs d'utilité publique et de colonisation. Jusqu'à l'année 1925 l'administration pénitentiaire était restée maîtresse de ses initiatives, et la plus grande incohérence n'avait cessé de présider à ses choix. A peine un emplacement favorable à la culture lui était-il signalé que, sans enquête plus approfondie, elle s'empressait d'édifier à grands frais les bâtiments de ses services ; puis, les premiers défrichements ayant déclenché la fièvre et son cortège habituel de maladies, l'abandon des nouveaux locaux était aussi-

tôt envisagé. De 1853 à 1874 onze pénitenciers furent ainsi délaissés. L'exemple le plus caractéristique de cette singulière politique est fourni par le pénitencier de la Montagne d'Argent, qui a été ainsi évacué et réoccupé six fois de suite. Celui de Saint-Jean fut même abandonné en 1872, pour être finalement réoccupé en 1886 et servir à l'installation des relégués.

Section II. — Manque d'unité dans la direction de la colonie

La seconde cause d'échec de la transportation au point de vue colonial provient de la **rivalité**, qui a existé jusqu'à cette année, **entre le chef de l'administration pénitentiaire et le chef de la colonie**. L'administration pénitentiaire dispose d'un immense territoire, dont le décret du 22 janvier 1929 établit ainsi les frontières : au nord, la mer ; à l'ouest, le Maroni jusqu'au Saut-Hermina ; à l'est, il est délimité suivant une ligne fictive nord-sud, qui part d'un point situé sur la côte à égale distance de l'embouchure du Maroni et de celle du Mana pour rejoindre au sud une ligne ouest-est partant du Saut Hermina. Cette vaste région est subdivisée en deux parties : 1^o la circonscription de la commune pénitentiaire de Saint-Laurent du Maroni réservée aux condamnés aux travaux forcés (1) ;

(1) Cette commune pénitentiaire n'était pas soumise à l'autorité d'un maire élu par la population et contrôlé par le gouverneur, comme dans les autres communes guyanaises ; mais, particularité notable, elle était administrée par un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire nommé par le directeur, décret du 16 mars 1880 « J. off. » du 18 mars. Les quelques milliers de Français qui y résidaient, étaient retranchés de la vie politique du pays ; ils n'élevaient ni ne concouraient à élire aucun conseiller général, et participaient seulement à l'élection du député de la colonie. Cette anomalie s'expliquait par le fait qu'à l'origine Saint-Laurent ne comptait que des agents de l'administration pénitentiaire ; elle a aujourd'hui partiellement disparu, et les habitants de Saint-Laurent ont à présent un représentant qui leur est propre au Conseil général de la colonie, grâce au décret du 12 juillet 1937 (« J. off. » du 18 juillet) ; mais au point de vue municipal rien n'a été modifié.

2^o une seconde zone, affectée aux relégués, ayant pour capitale la ville de Saint-Jean. Ces deux subdivisions sont placées sous l'autorité directe d'un « chef des travaux forcés » et d'un « chef de la relégation ». L'un et l'autre étaient étroitement soumis à l'autorité d'un même personnage, « le directeur de l'administration pénitentiaire ».

Ce dernier est resté pendant longtemps omnipotent, et pendant longtemps il a existé entre lui et le gouverneur de la colonie une rivalité nuisible aux intérêts de la colonie elle-même. Les textes n'accordaient au gouverneur de la Guyane que la super-intendance, la « haute direction » sur l'activité du directeur de l'administration pénitentiaire ; mais ceci était plus théorique qu'efficace. De plus, jusqu'à ces dernières années le manque de voies de communication rendant très difficiles les inspections inopinées du gouverneur ou du chef de service judiciaire siégeant à Cayenne, le directeur pouvait à bon droit se considérer comme le chef unique de la région : le service maritime entre Cayenne et Saint-Laurent mettait vingt-quatre heures pour parcourir ce trajet, et il n'y avait que deux voyages par mois.

Gouverneur et Directeur étaient nommés par la même autorité, c'est-à-dire par un décret du chef de l'Etat (1). Au point de vue financier, ils étaient indépendants l'un de l'autre : le gouverneur était ordonnateur

(1) Décret du 15 janvier 1878.

du budget de la colonie ; le directeur, lui, avait à sa disposition le budget de la transportation. D'autre part, le directeur pouvait correspondre seul et directement avec le Ministre ; la seule formalité à laquelle il était soumis, consistait à transmettre au gouverneur une copie de la correspondance adressée au Ministre. Fait plus grave, le directeur pouvait être habilité à traiter sur un pied d'égalité avec les autorités étrangères, ce qui a son importance, vu que Saint-Laurent est uniquement séparé de la Guyane Hollandaise par la rivière du Maroni et se trouve le centre des relations franco-hollandaises.

Pour renforcer l'autorité du Gouverneur sur le Directeur un décret du 18 septembre 1925 a établi, à Cayenne, auprès du gouverneur un délégué permanent du directeur. Ce fonctionnaire était un chef de bureau nommé par le Ministre. Sa mission consistait à éclairer le gouverneur, afin que celui-ci puisse contrôler d'une façon plus efficace la marche des services pénitentiaires ; il devait fournir au gouverneur tous les renseignements utiles sur ces services et lui soumettre les projets d'arrêtés et de règlements remis par le directeur, ainsi que les mesures que celui-ci comptait prendre pour le maintien de la discipline et pour la distribution des crédits affectés aux services pénitentiaires. Ce délégué commandait, en outre, le pénitencier de Cayenne.

Mais c'était là une mesure insuffisante. Le 12 juillet

1927 un nouveau décret a accentué les mesures déjà adoptées en 1929 et a retiré au directeur de l'administration pénitentiaire les pouvoirs financiers dont il disposait jusqu'alors ; il a institué le gouverneur de la Guyane ordonnateur secondaire du budget de la transportation ; par voie de conséquence, son droit de regard sur l'administration intérieure des services pénitentiaires augmentait d'une façon considérable.

Le fait de la suppression du poste de délégué permanent du directeur, survenu le 21 octobre 1936, n'a apporté aucun changement à cette politique, car le délégué a été remplacé pour raisons pécuniaires (l'importance du pénitencier de Cayenne n'ayant cessé de décroître) par un fonctionnaire civil de l'administration pénitentiaire du grade de commis principal ou de commis, qui en remplissait auprès du gouverneur toutes les fonctions.

Enfin, un décret du 22 mars 1938 (1) vient d'apporter à l'institution pénitentiaire une réforme encore plus radicale. Ce nouveau texte est dû à l'initiative personnelle de M. Monnerville, alors sous-secrétaire d'Etat des colonies. Conscient plus que quiconque, en sa qualité de député de la Guyane, des inconvénients résultant de l'autonomie trop grande de l'administration pénitentiaire vis-à-vis du pouvoir local, il a soumis à la signature du ministre des Colonies le décret

(1) « J. off. » du 24 mars 1938.

rattachant ladite administration aux autres services coloniaux. Ainsi seront évités les conflits incessants entre directeur et gouverneur, dont souffrait la colonie ; l'administration pénitentiaire ne sera plus une organisation à part, puisque son chef sera le gouverneur de la Guyane, qui pourra en disposer au mieux des intérêts de la colonie.

Il est étrange que cette réforme ait tant tardé à être accomplie, alors qu'elle a été tant de fois réclamée par les gouverneurs successifs. M. Chanel (1) n'écrivait-il pas, quand il occupait en 1924 la charge de gouverneur : « Si les buts visés par le législateur de 1854 n'ont pas été atteints, c'est parce que le chef de la colonie où l'on transportait, n'était pas armé pour diriger cette administration, la contrôler totalement, coordonner ses efforts avec ceux des autres organismes locaux et la faire réellement participer à la vie économique Guyanaise. Je puis, de plus, prouver que la colonie aurait pu largement bénéficier du travail de ces hommes débarqués sur son territoire, si l'administration pénitentiaire n'avait été qu'un simple « service local » dans les mains du gouverneur chargé de faire vivre et prospérer la possession ».

L'administration pénitentiaire se trouve donc actuellement assimilée à tous les autres services, dont les chefs ne sont que des agents placés sous le contrôle

(1) Mireille Maroger, « Bagne », p. 12.

du gouverneur qui en a la direction générale. La caractéristique de cette conception nouvelle est la suppression du titre de Directeur de l'administration pénitentiaire, qui se nommera dorénavant **chef des services pénitentiaires coloniaux** (art. 1 § 2 du décret du 22 mars 1938.) — Il est assimilé aux autres chefs de services coloniaux : comme eux, il assistera le gouverneur dans son Conseil Privé et siègera dans le Conseil du Contentieux administratif de la colonie. Il dirigera ses services sous l'autorité directe du gouverneur (art. 3) ; la responsabilité passant de sa tête sur celle du gouverneur de la colonie, ce dernier prendra désormais les décisions dans les cas extraordinaires et signera les ordres généraux du service, les autorisations de séjour des condamnés hors des lieux affectés à l'exécution des peines, mises en concession, en assignation (art. 4). Le droit de correspondre directement avec le ministre des Colonies lui a été retiré ; il ne peut maintenant que présenter et préparer la correspondance générale du gouverneur à propos de ses services, soit avec le ministre des Colonies, soit avec les gouverneurs étrangers et les particuliers (art. 3 § 3).

Le chef des services pénitentiaires n'en reste pas moins un personnage puissant. Il a sous ses ordres tous les fonctionnaires et agents employés dans les bureaux, services et établissements pénitentiaires, et en assure la répartition selon les besoins du service. Il a également sous ses ordres les officiers et les fonc-

tionnaires des corps qui sont détachés (art. 5). Il assure, d'autre part, l'organisation des travaux et le maintien de la discipline dans les établissements pénitentiaires. Il gère également la caisse de la transportation. Il a aussi dans ses attributions la direction des hôpitaux affectés à la transportation, à la relégation et à la déportation.

Il est pourtant permis de se demander si cette réforme n'est pas encore plus théorique que pratique. Le chef des services pénitentiaires reste un personnage considérable, dont l'autonomie provient surtout de l'éloignement de Cayenne du territoire pénitentiaire ; cette autonomie ne cessera que lors de l'achèvement de la fameuse route coloniale de S^t Laurent à Cayenne qui n'est pas encore utilisable sur la totalité de son parcours, et qu'alors deviendront plus fréquentes les visites par le gouverneur des établissements pénitentiaires, visites malheureusement fort rares, puisque le décret du 22 mars 1938 n'en prévoit qu'une seule par semestres (art. 12).

Section III. — Insuffisance du personnel de l'Administration Pénitentiaire

Il a été aussi fait souvent état, dans des ouvrages récents, du **peu de valeur** du personnel de l'administration pénitentiaire. Appelé à exercer un métier rude et ingrat où il faut être rompu à toutes sortes de ruses, dans une colonie lointaine, au climat réputé malsain, avec un traitement encore très médiocre malgré de notables améliorations, le recrutement des surveillants de l'administration pénitentiaire a lieu avec difficulté. Le décret du 20 novembre 1867 et la loi du 21 mars 1905 en ont fait un corps militaire ; excellente idée d'ailleurs, puisque cette organisation donne à ses membres une plus grande autorité et qu'en même temps elle permet d'exiger d'eux une discipline plus ferme. Ces surveillants militaires sont nommés par le ministre des Colonies parmi les sous-officiers des armées de terre ou de mer en activité de service, appartenant à la réserve ou libérés définitivement, et, à défaut, parmi les militaires et marins ayant au moins trois années de service.

Dans chaque établissement ils sont soumis aux ordres du commandant. Ils sont répartis dans les divers pénitenciers par le gouverneur sur la proposition du chef des services pénitentiaires. Leur nombre est très

restreint, surtout si l'on songe à la difficulté de la surveillance dans un pays où la brousse entoure immédiatement les camps, aux congés, aux maladies possibles, au fait que certains surveillants occupent certains postes particuliers tels que ceux de chef de port, gardien à l'hôtel de la direction, pilote, etc. Ce nombre, d'une insuffisance notoire, explique bien des choses : d'abord, l'esprit de délation que l'administration pénitentiaire est obligée d'entretenir avec soin pour éviter les évasions ; ensuite cette constatation que les condamnés sont confiés à la garde de porte-clés, condamnés eux aussi, mais qui ont réussi, le plus souvent à force de roublardise plutôt que par leur bonne conduite, à obtenir les faveurs de l'administration.

Les décrets du 23 mars 1933 et du 23 juin 1934 déterminent le quantum du personnel des surveillants ; toutefois ce nombre est sujet à des modifications constantes, car il décroît en même temps que l'effectif pénal à surveiller : sept surveillants principaux ; douze surveillants-chefs de première classe ; douze surveillants-chefs de seconde classe ; cent dix-sept surveillants de première classe ; cent dix-huit de seconde classe ; cent dix-sept de troisième classe.

Dans les diverses critiques dont ils ont été l'objet, on doit relever une part très importante d'injustice. D'ailleurs la plupart émanent de journalistes ou d'enquêteurs (1) qui n'ont fait que passer dans la colonie,

(1) Voir notamment Mireille Maroger, « Bagne », p. 171.

qui ont été par conséquent fort superficiels et surtout animés du désir de frapper l'opinion publique plutôt que de lui exposer l'exacte vérité.

Il faut pourtant reconnaître que divers membres du personnel de surveillance n'ont pas toujours été à la hauteur de leur tâche. Le D^r Rousseau, qui a dirigé pendant deux ans le service médical du bagne, a eu quelques appréciations assez dures à propos de l'activité illicite des surveillants : « Dans ce milieu où la hiérarchie est forte et respectée, il est admis que la camelote (c'est-à-dire le bénéfice illicite) doit être proportionnée au grade, et que les directeurs comme leurs subordonnés doublent leur solde par mille tours de bâton » (1). Des mesures ont dû être prises par le gouvernement. Un décret du 27 septembre 1932 (« J. off. » du 16 octobre) vise notamment la répression de la remise illicite de fonds ou de valeurs à des transportés par l'intermédiaire d'un agent de l'administration coloniale, et inflige aux coupables des peines d'un à trois ans de prison et de 500 à 3.000 francs d'amende.

Le recrutement des surveillants militaires des établissements pénitentiaires coloniaux exige aujourd'hui plus de garanties que par le passé.

Afin de se rendre compte des capacités des candidats à ces fonctions, un décret du 16 mars 1936 prescrit

(1) Voir « Un médecin au bagne », p. 100. D^r Rousseau.

une année de stage préalablement à leur titularisation ; celle-ci n'a lieu que sur le rapport du directeur de l'administration pénitentiaire et du gouverneur de la Guyane française, après avis d'une commission spéciale de classement. Si les candidats surveillants n'ont pas donné satisfaction, ils sont soit licenciés, soit au contraire autorisés à accomplir une seconde année de stage à l'expiration de laquelle ils sont admis ou définitivement licenciés.

Un décret du 18 mars de la même année autorise les surveillants principaux et les surveillants-chefs à subir les épreuves du concours de sous-chef de bureau de l'administration pénitentiaire coloniale. Ils sont alors en concurrence : 1^o avec des élèves diplômés de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer ; 2^o avec des ingénieurs d'agronomie coloniale ; 3^o avec les commis principaux et les commis d'ordre et de comptabilité du ministère des colonies ayant au moins le grade de commis de première classe ; 4^o avec les commis principaux et les commis de première classe de l'administration pénitentiaire coloniale, qui ont au moins six ans d'ancienneté dans la première classe à la date du concours. La possibilité d'accès aux grades les plus élevés leur est donc ouverte, ce qui accroît les avantages de la carrière et facilite l'émulation et le sentiment du devoir parmi les candidats.

Section. IV — **Insuffisance** **de la main-d'œuvre pénale**

Mais les causes d'échec de la transportation au point de vue colonial qui viennent d'être exposées, ne sont que subsidiaires. La raison fondamentale qui a empêché l'administration pénitentiaire d'obtenir des résultats avec les individus qui lui sont confiés, réside dans le fait qu'il est impossible de les utiliser. Les condamnés se rangent en trois groupes, selon M. Péan : ceux qui sont intelligents et qui s'évadent ; ceux qui sont débrouillards et qui évitent tout travail ; enfin ceux qui restent pour accomplir les corvées, c'est-à-dire les individus sans aucune réaction, complètement amorphes, abrutis par la maladie, le soleil et l'exil. — Cette main-d'œuvre arrive, d'ailleurs, débilitée par les séjours en prison, par le voyage accompli dans des conditions pénibles, par cette promiscuité du bagne si favorable à la contamination de toutes les maladies. Enfin et surtout la plupart des transportés ne connaissent aucun métier ; la majorité des forçats arrive au bagne très jeunes ; quant aux relégués, quel que soit leur âge on ne peut rien leur demander, parce qu'ils ont la volonté très ferme de ne rien faire.

Deux vices profonds infectent encore cette main-d'œuvre : 1^o une hypo-alimentation notoire ; 2^o un manque d'hygiène certain.

Reprenant les termes de cet exposé, analysons les réformes entreprises :

§ I. — **La sous-alimentation des condamnés**

Le D^r Rousseau a qualifié le régime actuel des forçats « la peine de la faim » sans recours en zone équatoriale. Il faut, en effet, pour que l'Européen puisse vivre en ces régions, non seulement une ration normale, mais encore de la suralimentation. Trop longtemps on a pensé que la règle qui devait être appliquée en matière d'alimentation des condamnés, était qu'il ne leur serait accordé que dans la proportion du travail fourni. Cet état d'esprit avait inspiré la rédaction du décret du 4 septembre 1891. C'était là une idée désastreuse pour la santé des condamnés, qui vivent et travaillent sous un soleil tropical, sans parler des vols continuels entre codétenus et des fraudes connues, fraudes sur les produits alimentaires, celles sur la viande notamment (1), qui consistent pour certains condamnés à priver leurs camarades de nourriture afin de pouvoir la revendre ; le forçat trafique, en effet, de ses aliments, tout comme de ses effets d'habillement, afin de se procurer les subsides indispensables à son évasion.

Enfin, le climat est très défavorable à la constitution et à la conservation de stocks importants de nourriture, et il arrive souvent, malgré les prescriptions médi-

(1) D^r Rousseau, « Un médecin au bagne », p. 47.

cales, que des marchandises avariées soient livrées à la consommation.

Depuis 1925 de très nombreux décrets sont intervenus pour élever la ration des condamnés. L'an dernier encore une nouvelle amélioration était apportée, sous l'impulsion d'un organisme spécial, fondé par un arrêté ministériel de M. Louis Rollin, ministre des Colonies en date du 17 décembre 1934 et qui porte le nom de Comité consultatif de réforme pénitentiaire (1) ; son but est d'assister le ministre des Colonies dans l'étude des questions concernant la situation matérielle et morale des condamnés transportés en Guyane française. Cette amélioration consiste dans une réorganisation des cantines qui fonctionneront dans chaque camp, deux jours au moins par semaine, à des dates fixées par un arrêté local du gouverneur et qui faciliteront l'échange des « bons de gratification » contre des portions de nourriture, échange qui jusqu'alors, malgré les décrets, se faisait plus ou moins mal suivant les pénitenciers.

§ II. — Le manque d'hygiène

C'est là une des critiques le plus souvent faite au bagne colonial ; certains mêmes ont pu dire des travaux forcés, qu'ils étaient « la maladie forcée ». La

(2) Ce Comité dont le siège est à Paris, comprenait, lors de sa fondation, de hauts fonctionnaires du ministère des Colonies, M. Matter, premier Président à la Cour de cassation ; M. le député Monnerville, le R. P. Noegel, ancien aumônier du bagne ; M. Ch. Péan de l'Armée du Salut, et un journaliste M. Alexis Danan célèbre, pour ses enquêtes sur le bagne.

promiscuité dans laquelle vivent les condamnés, l'hérédité fort chargée de certains, le séjour en prison et le chagrin qui les ont anémiés, cette hypo-alimentation du bagne et le fait que le climat équatorial est particulièrement nocif à l'Européen qui ne prend pas des précautions d'hygiène suffisantes, le travail sous un soleil brûlant ou sous la pluie diluvienne, tout cela constitue par excellence un terrain favorable au développement des épidémies. Le D^r Rousseau estime même que la moyenne de la vie pénale n'atteint pas cinq ans, la durée de la plus courte peine qu'on puisse y subir !

En dehors des cas de folie si fréquents avant 1925 chez les condamnés punis de la peine du cachot, outre les maladies, telles la syphilis ou la tuberculose, qui sévissent en Guyane avec une particulière virulence, il est d'autres maladies plus spécifiques de la colonie. La première de toutes est le **paludisme** : possède toutes les chances de contracter cette maladie quiconque a travaillé dans les forêts, a remué ce sol pourri par les pluies torrentielles et la chaleur persistante, ou a simplement dormi auprès d'un paludéen, qu'un anophèle aura piqué avant de le piquer lui-même. — La seconde, dont peu de bagnards sont exempts, c'est l'**ankilostomiase** ; ce sont des vers infiniment fins, qui désagrègent l'intestin et qui finissent par entraîner la mort.

On doit, enfin, signaler la **lèpre** qui d'Afrique s'est implantée en Guyane, où elle ravage le milieu pénal

dans des proportions toujours croissantes, malgré la diminution du nombre des transportés qui, durant ces dernières années, est tombé de plus de six mille à quatre mille. En 1927 on comptait soixante-dix lépreux, et, selon un rapport officiel du 2 décembre 1937, leur nombre atteignait alors le chiffre de quatre-vingt-quatre. La France, a-t-on dit, a réalisé par la transportation de ses condamnés la plus vaste et la plus irréprochable des expériences sur la contagiosité de la lèpre (1). Devant de pareils résultats plusieurs pays voisins, la République Argentine notamment (2), ont demandé à la France de prendre des mesures prophylactiques.

Aujourd'hui quelques améliorations ont été apportées à l'ancien état de choses. Les malades sont répartis en plusieurs léproseries : celle de Saint-Laurent ; celle de l'îlot Saint-Louis, en amont du Maroni, à cinq kilomètres de Saint-Laurent, où ils sont environ une trentaine ; les quatorze derniers, atteints de ce mal sont soignés à la léproserie de l'Accarouani. A Saint-Laurent, l'installation des lépreux est assez récente et encore sommaire. A l'îlot Saint-Louis, dont la superficie est d'environ deux hectares, les malades disposent d'un plus vaste espace et jouissent même d'une liberté assez grande ; ils ont chacun leur habitation, leur « case » ; s'ils le préfèrent, il leur est permis de préparer eux-mêmes leur nourriture, de posséder des

(1) Voir D^r Rousseau, « Un médecin au Bagne », p. 119.

(2) Conférence américaine de la Lèpre, octobre 1922 à Rio-de-Janeiro ; discours du professeur Alberastur, délégué de l'Argentine.

volailles, de s'en nourrir ou même de les vendre. Mais les malades n'y sont guère surveillés ; beaucoup ne font qu'y passer pour s'évader ; d'où le grand nombre de simulateurs qui désirent s'y faire envoyer pour préparer leur fuite.

Seuls ceux qui ont des mutilations trop apparentes ou le facies trop léonin sont bien forcés de demeurer dans l'île.

Malgré son grand isolement, la situation de l'Accarouani semble la plus avantageuse. L'air y est plus sain et plus frais que nulle autre part en Guyane ; les cultures les plus variées peuvent s'y faire, et les cafés spécialement sont d'une prodigieuse fécondité.

Depuis quelques années des hôpitaux ont été édifiés dans toute la colonie, en particulier à Cayenne, qui compte également un Institut d'hygiène et de prophylaxie. Un hôpital mixte pénitentiaire de quatre cent vingt lits a été créé à Saint-Laurent. Pour les relégués il y a, à Saint-Jean, une ambulance pénitentiaire qui peut recevoir soixante malades. Enfin, à l'île Royale, un hôpital mixte pénitentiaire compte cent vingt-cinq lits. — Quant aux précautions sanitaires, elles varient suivant les camps. — Malgré tout, la mortalité reste énorme parmi les transportés (1). En fait foi cette

(1) Une statistique parue dans « Un médecin au bagne » du Dr Rousseau montre l'importance de la mortalité :

En 1925 sur 5.758 transportés	352 meurent, soit	6,14 %
1926 — 6.113 —	461 —	7,54 %
1927 — 5.949 —	485 —	8,15 %
1928 — 5.592 —	566 —	10,30 %

constatation que jusqu'en 1935, malgré l'arrivée annuelle de neuf cents à mille individus, le nombre total des transportés n'augmentait pas.

Il faut reconnaître, d'autre part, que la tâche du médecin militaire chargé du service pénitentiaire est bien lourde. Il est bien difficile parfois de différencier les vrais malades des fraudeurs, car il ne manque ni de simulateurs, ni d'individus désireux d'esquiver la prison ou le travail. Mais quelle que soit la valeur du service médical et l'importance des améliorations apportées tant au matériel qu'aux locaux affectés au personnel sanitaire, le milieu pénal restera toujours favorable à tous les genres de maladies. Sans doute il existe des décrets qui prescrivent la distribution de quinine aux condamnés, l'octroi à chacun d'eux d'une moustiquaire ; mais trop souvent la dose de quinine n'est pas absorbée ; quant à la moustiquaire, sitôt remise, elle a été détruite ou vendue, et le forçat est alors à la merci de l'anophèle porteur de la fièvre.

CHAPITRE IV

DIFFICULTÉS INTERNATIONALES SOULEVÉES PAR LE MAINTIEN DE LA TRANSPORTATION EN GUYANE.

Le point de vue international constitue un des aspects les moins connus du problème du maintien de la transportation. Il existait déjà pour la Nouvelle-Calédonie, où des difficultés nous avaient été créées par les autorités britanniques. Sans doute l'importance de ce problème était-elle moindre là-bas qu'en Guyane ; la Nouvelle-Calédonie, en effet, est éloignée de la terre la plus proche, l'Australie, de plus de 1.500 kilomètres ; mais nous n'en avons pas moins subi diverses vexations de la part des autorités des contrées « voisines ».

Un projet australien datant de 1885, mais postérieur au vote de notre loi sur la relégation, proposait d'astreindre le capitaine ou le patron de tout bâtiment

venant de la colonie pénitentiaire ou y ayant simplement touché, à fournir sous peine d'une amende de cent livres sterling l'identité exacte de toutes les personnes se trouvant à bord. D'après ce projet il fallait pour que le navire soit autorisé à communiquer avec la terre une permission ministérielle. Si un criminel débarquait, le bateau devait être confisqué, ainsi que toute sa cargaison, et le capitaine était passible d'une peine d'emprisonnement pouvant s'élever jusqu'à cinq années. Le seul fait du débarquement du criminel rendait ces peines applicables ; aucune autre preuve n'était nécessaire.

Les pays limitrophes de la Guyane française se laissent entraîner de plus en plus à des mesures graves et vexatoires pour notre orgueil national. Cependant on n'a pas eu encore affaire à une opinion publique puissante et organisée, mais plutôt à des réactions individuelles de ces états. Leur ostracisme, de date d'ailleurs récente, n'existe en réalité que depuis la crise économique mondiale ; l'entrée massive d'évadés sur leur territoire, en cette période difficile, a fait craindre un accroissement du nombre des chômeurs : à l'époque où le travail abondait, les fugitifs étaient bien accueillis ; ils voient, aujourd'hui les frontières se fermer peu à peu. Par suite de la présence du bagne en Guyane, le rayonnement de la culture française a été fort atténué dans les pays de l'Amérique du Sud. Ces nations américaines, ces pays jeunes, au nationalisme exacerbé, se piquent de mon-

trer au monde que, tant du point de vue social (la République de Saint-Domingue ne dispose-t-elle pas d'une prison modèle à l'île des Pins!) que du point de vue intellectuel, ils ont atteint un degré de développement comparable à celui des grandes nations européennes. Aussi leur susceptibilité a-t-elle été douloureusement choquée de voir un pays de l'Amérique latine choisi comme dépotoir de tous les déchets sociaux envoyés par la France.

Leur hostilité s'est encore accrue du fait qu'ils ont eu matériellement à souffrir de ce pénible voisinage. Des évasions nombreuses ont fait affluer sur leur territoire des forçats en rupture de ban ou des libérés en rupture de résidence. Le danger créé par ces indésirables, la promiscuité, les troubles qu'ils engendrent, les frais occasionnés par leur arrestation et leur rapatriement ont déclenché de violentes campagnes de presse contre la France et ont même provoqué diverses interventions diplomatiques à notre Quai d'Orsay. Aussi, dans une lettre confidentielle en date du 21 novembre 1935, M. Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères, écrivait-il à M. Louis Rollin, ministre des Colonies (1) :

« Au cours des dernières années, mes services
« ont eu à transmettre à votre département de nom-
« breuses communications émanant de nos postes di-

(1) Le « Figaro », 28 et 30 décembre 1937. et 1^{er} janvier 1938.

« plomatiques et consulaires en Amérique au sujet de
« nos établissements pénitentiaires en Guyane. Vous
« avez été ainsi informé des multiples difficultés con-
« tentieuses, protestations officielles ou officieuses,
« campagnes de presse,... les concernant. **Je dois**
« **vous signaler que ces difficultés et ces campa-**
« **gnes se sont beaucoup développées récemment,**
« **et qu'elles provoquent une véritable recrudes-**
« **cence d'hostilité dans les pays américains... Dans**
« **les deux Amériques un état d'esprit unanime et**
« **violent s'affirme contre nos établissements de la**
« **Guyane.**

Le maintien des établissements pénitentiaires en Guyane engendre, en effet, un contentieux innombrable avec les gouvernements voisins : Pays-Bas, Vénézuëla, Empire Britannique, Colombie, Brésil et Pérou. Parmi eux, la **Colombie** se montre des plus virulentes. Depuis janvier 1932, on peut signaler de très nombreux articles, la plupart signés de personnalités importantes de la presse de Bogota et de Barranquilla. Dans le numéro du 8 janvier 1932 de l'important journal « El Tiempo » de Barranquilla a été publié un article qui, sous le titre « Une honte pour l'Amérique » porte la conclusion suivante :

« Réformer le régime du pénitencier de la Guyane ?
« Non ; mais le supprimer entièrement. La France
« ne gagne rien à cette institution et y perd beaucoup.
« Elle y perd des millions chaque année. Elle y perd

surtout du prestige comme nation colonisatrice et humanitaire. Cette colonie pénale est un désastre, qui la déshonore et qui déshonore l'Amérique. — La colonie est comme au premier jour et pire : rongée de criminalité et de vices, et rongé par les évadés des pays d'Amérique où ils se réfugient. Les trois Guyanes Européennes sont des épines enfoncées dans la liberté de l'Amérique. Mais la Guyane française est, en outre, un cancer affreux et qui requiert une intervention chirurgicale urgente pour l'hygiène internationale et l'honneur de l'Amérique souillée par cette survivance de l'esclavage dans sa forme la plus intolérable, l'esclavage d'Etat. » (1)

Dans un éditorial du 10 novembre 1933, ce même journal va encore plus loin et assure que, lorsque l'opinion américaine sera mieux organisée, il se formera, un jour peut-être prochain, un mouvement formidable qui obligera la France à retirer le bagne, et cela d'une façon humiliante pour elle, alors qu'aujourd'hui une mesure spontanée serait accueillie dans toute l'Amérique latine comme une concession généreuse et un triomphe de la générosité française et constituerait, dans toutes les républiques bolivariennes, le meilleur acte de propagande que la France puisse envisager.

(1) Même son de cloche dans d'autres journaux colombiens, dans le « Dominical » notamment, qui conclut son enquête par ces mots : « La France comme Etat colonisateur et pénaliste, a échoué pitoyablement », et dans la revue « Chromos » de novembre 1935 à propos du reportage d'un Canadien, M. Sinclair, sur l'île du Diable.

« El Tiempo » demande même que la question soit portée devant un aéroport international, la Conférence panaméricaine ou la Société des Nations. Il déclare que, si la mise à l'ordre du jour du problème du maintien de nos établissements pénitentiaires à Cayenne n'a pas encore été faite, c'est à cause de la seule crainte de mécontenter gravement le gouvernement français.

Les désordres causés par les évadés, qui ont donné naissance à cette polémique, sont fréquents ; ainsi, on peut signaler des troubles causés, au début de 1933, par la présence à Barranquilla de quinze forçats et par l'arrestation quelques mois après de vingt autres. La venue intempestive de ces individus imposa au gouvernement colombien la charge de leur entretien et de leur surveillance jusqu'à leur embarquement qui eut lieu en septembre ; une indemnité fut d'ailleurs réclamée à la France. — L'année suivante c'est l'arrestation à Santa Maria de dix fugitifs, qui provoque une nouvelle protestation de la légation colombienne à Paris ; celle-ci insiste sur le fait que, depuis longtemps, les pays du nord de l'Amérique latine se sont rendu compte de la menace perpétuelle qu'impliquait pour eux le voisinage de Saint-Laurent du Maroni et des autres établissements pénitentiaires de la Guyane française.

En 1935, quatre forçats évadés sont encore arrêtés, dont un déjà réintégré en 1933. — Le gouvernement

colombien se plaint à nouveau et insiste sur le fait que, durant ces dernières années, plus de soixante-dix forçats évadés de ces pénitenciers se sont réfugiés sur son territoire et que quelques-uns de ces indésirables y ont commis des crimes ou des vols audacieux ayant ému l'opinion publique. Les évadés de la Guyane, ajoutait la protestation, sont les instigateurs ou les co-auteurs de plus de quatre-vingt-deux crimes commis dans ce pays pendant ces dernières années. — Et notre ministre à Bogota de conclure : « Nous ne nous faisons aucune idée du tort incalculable que nous fait dans l'Amérique centrale le maintien de cette institution désuète, dont le plus clair effet est d'alimenter toutes les propagandes hostiles qui se font ici contre nous. » Il ajoutait encore : « **On ne peut se figurer à Paris ce qu'a souffert la réputation française dans tout le continent méridional de l'Amérique de l'existence de ce pénitencier.** »

Au **Vénézuela** Le 28 octobre 1936, à la nouvelle qu'une Commission interministérielle s'était constituée à Paris en vue de la suppression du bagne, le journal de Caracas « La Esfera » annonçait à grand titre la disparition future des établissements pénitentiaires, mais ne manquait pas d'ajouter :

« Le pénitencier de la Guyane française a « une histoire terrible ; des milliers de délin-
« quants ont souffert, dès le début de l'horrible péni-
« tencier, des tortures les plus accablantes sous les

« rigueurs du soleil inclément des tropiques. — Peut-
« être même le châtiment a-t-il été implacablement
« supérieur au délit, pour que réellement les des-
« criptions qui ont été faites de la vie menée par les
« forçats dans le pénitencier, donne l'impression
« d'une réalité dantesque et sans miséricorde. —
« Rien de plus cruel que le régime pénitentiaire de la
« Guyane française, où il n'est pas possible que les
« prisonniers rencontrent autre chose que la misère
« physique et morale et la mort.

« Bien des fois on a reproché à la France civilisée
« et démocratique l'établissement de ce dur péniten-
« cier dans une de ses colonies, où la rigueur de la
« nature rend encore plus insupportable la destinée
« du forçat. Et quand l'un s'évade, il vient aborder les
« pays voisins de la Guyane : Brésil, Vénézuëla ou
« Colombie. Ce sont des individus dont la rigueur du
« climat, le désespoir, la promiscuité dans laquelle
« ils vivent, ont rendu impossible tout redressement.
« En s'incorporant subrepticement dans la vie de nos
« pays avec leurs vices et leurs projets criminels,
« ils nous ont causé bien souvent un grand préjudice.
« C'est pourquoi la nouvelle publiée de la suppression
« par le Gouvernement français de son établissement
« pénal nous paraît d'un grand intérêt, car le danger,
« dans le pays, suscité par les évadés de Ca-
« yenne sera désormais écarté. De toute façon,
« non seulement au point de vue humanitaire,
« mais aussi au point de vue de notre sécu-

« rité nationale, il faut se réjouir de voir
« supprimer un voisinage certainement péril-
« leux. »

Le Vénézuëla se plaint, en outre, des cinq cents
forçats qui résident actuellement sur son territoire.
Constamment, à notre légation à Caracas ou directe-
ment à Paris par l'intermédiaire du ministre du Véné-
zuela, des demandes sont faites dans le but de mettre
au point un traité spécial d'extradition facilitant le rapa-
triment des fugitifs. -- A son tour le ministre de
France à Caracas décrit la situation lamentable de la
colonie française, corrompue par les évadés ; un mé-
fait est-il commis, dit-il, l'opinion en accuse les Fran-
çais ; le nom même de « français » désigne, dans
quelques villes, la lie de la population parquée dans les
quartiers mal famés.

Le **gouvernement néerlandais** se plaint, lui aussi, des
trop nombreux évadés qui se réfugient sur le territoire
contigu de la Guyane hollandaise, des dépenses néces-
sitées par une police spéciale, des frais de transport
de la centaine de fugitifs qu'il remet en moyenne cha-
que année aux autorités françaises. (1) Enfin, à deux
reprises en deux ans le gouvernement des Pays-Bas
a demandé à la France une surveillance plus efficace
de ses frontières.

(1) Le nombre des fugitifs, remis aux autorités françaises par les
autorités hollandaises, a atteint le chiffre de 127 en 1931 et de 114
en 1932.

Le maintien de nos établissements pénitentiaires en Guyane a pour conséquence de nous soumettre à des pratiques pénibles. Par manière de représailles on s'efforce de refouler les indésirables sur le sol de la Guyane française. Des mesures vexatoires et restrictives sont prises par les pays limitrophes vis-à-vis des vaisseaux de la Compagnie Générale Transatlantique chargée de la liaison de la Guyane avec les Antilles françaises et la métropole. — En juillet 1933 **le gouvernement de la Trinité** (Antilles anglaises) a proposé que tous les criminels présumés évadés de la Guyane française et abordant l'île soient désormais embarqués sur un navire battant pavillon français. D'autre part, l'opinion publique, mise en défiance soit par la presse, soit par l'activité de certaines associations, accorde ses sympathies aux condamnés : c'est ainsi qu'un arrêt du Privy Council, en date du 27 juillet 1931, a annulé une décision de la Cour suprême de la Trinité accordant la remise de fugitifs aux autorités françaises (1), décision dictée uniquement par des considérations humanitaires et une appréciation pessimiste du sort réservé aux condamnés de Saint-Laurent du Maroni.

Dans la **République de Saint-Domingue** la suspicion s'étend sur tous nos compatriotes : nos nationaux abordent-ils à Saint-Domingue, que le ministre

(1) Affaire Kossakhato, Caullier et Retzen,

dominicain à Paris demande aussitôt une enquête

Le Brésil, le Pérou ont eux aussi à se plaindre des évadés, mais dans des proportions moindres. C'est ainsi qu'au Pérou des ressortissants français ont été emprisonnés sans jugement par la police du pays malgré des protestations de notre consul, et les autorités locales n'accordèrent enfin leur élargissement qu'en ordonnant leur expulsion.

Ce mécontentement de l'Amérique centrale et méridionale a atteint les **Etats-Unis**, peu satisfaits d'ailleurs de voir des pays européens s'implanter dans cette portion de l'Amérique, qu'ils considèrent comme un fief réservé à leur influence, et nombreux sont les articles et les enquêtes qui ont pris prétexte du bague pour saper notre considération dans l'esprit des Américains. Les plaintes des républiques sud-américaines ont été soigneusement enregistrées par un parti hostile à la France et déployées au grand jour au moyen d'une campagne à grand orchestre qui n'hésite pas à présenter la survivance de la transportation, disparue de la presque totalité des autres pays, comme un signe d'indifférence au progrès et de la carence manifeste de l'esprit d'humanité et d'organisation sociale de notre pays.

Cette propagande antifranaïaise se traduit principalement par les ouvrages d'Allison Booth, son « *Hell's Outpost* » (« **La Porte de l'Enfer** ») au titre significatif

et son « Devil's Island ». — Les agences de renseignements de leur côté n'hésitent pas à fournir des informations insidieuses ou même volontairement inexactes. L'United Press donnait, en 1931, à propos de l'embarquement des forçats sur le « La Martinière », des détails aussi sombres que peu vraisemblables, mais qui n'en produisent pas moins une impression très forte sur les Américains, puisqu'on signale que, lors d'une croisière effectuée sur les rivages de l'Amérique du Sud, les Américains n'osèrent descendre à terre à l'escale de Cayenne. Le « New York Times Magazine » des 3, 10 juillet et 4 décembre 1927 a publié un reportage dramatique de Sir Miler Niles sur la « Land of the dry Guillotine » ou « Une visite aux pénitenciers effrayants de la Guyane française, dans lesquels des hommes, dépourvus de tout, luttent sous un ciel tropical sans le moindre espoir. » (1)

Un autre reportage, qui n'est pas moins suggestif, « Freed, they yearn for devil's isle » (libres, ils regrettent amèrement l'île du diable), porte en sous-titre : « La vie des anciens forçats livrés à eux-mêmes, à

(1) Il contient pourtant des lignes qui montrent que leur auteur connaît bien son sujet. Les autorités, dit Niles, qui sont si promptes à édicter décrets et règlements, ignorent absolument la nécessité où l'homme se trouve de posséder, dans sa nourriture, vitamines et sels de potasse. Le résultat est immédiat : beaucoup de forçats meurent de scorbut. Ce soleil torride, cette pluie qu'on est obligé de mesurer non plus en pouces, mais en pieds, ces cachots si sombres et si humides, cette insuffisance de nourriture, ce manque de viandes fraîches produisent ce harcèlement des individus, cette réceptivité à la maladie, cette possibilité de complications, enfin cette chute et cette perte des dents si fréquente parmi les hommes jeunes de la Guyane.

Cayenne, est une sombre tragédie. » Ce reportage est, d'ailleurs, des plus dramatiques et bourré d'inexactitudes. (1)

Les Américains s'apitoyent aisément sur le sort des libérés. L'un d'eux, Sir Allison Booth, s'est cru obligé d'écrire à l'ambassadeur de Belgique à Washington pour lui signaler les malheurs d'un ressortissant belge, que l'administration pénitentiaire française venait de libérer.

Parallèlement à l'action de la presse le cinématographe lui aussi est utilisé pour frapper l'opinion. Dans l'« Enfer Vert » le metteur en scène, M. Halli Burton, remporte un succès qui doit certainement le plus clair de son actif aux calomnies répandues contre nous.

Le caractère dramatique et spectaculaire des œuvres écrites ou filmées qui concernent la vie des forçats, impressionne vivement l'esprit sensible des

(1) Les centaines de lépreux qui vivent sans contrainte à Cayenne sont plus à leur aise que la multitude de ces malheureux qui sortent des pénitenciers. Pour la plupart ils sont tenaillés par la faim et dorment sur la pierre des trottoirs dans des haillons sordides qui couvrent à peine leurs corps amaigris et jamais lavés. — Puis cette description de Cayenne. Une grande partie de la ville est occupée par des bouges du type le plus immonde, et c'est là que les libérés ont élu domicile... Beaucoup des rues les plus importantes sont pleines de grands trous dans lesquels demeurent des eaux stagnantes provenant des pluies qui tombent plusieurs fois par jour pendant une grande partie de l'année... Le service de la voirie consiste en une multitude de grands oiseaux noirs, au long cou déplumé (les urubus) qui volent tout le jour en cercles au-dessus de la ville à la recherche d'ordures.

Anglo-Saxons. Leur goût du romanesque se trouve flatté, en même temps que les motifs charitables de leurs protestations satisfont leur profond souci de morale.

Cet esprit de dénigrement des institutions françaises dépasse d'ailleurs largement le continent américain. Il est enregistré non seulement par les **Pays-Bas**, mais encore par l'**Angleterre** (campagne du « Birmingham Mail » en 1934), où des organisations sociales comme la Howard League for Penal Reform luttent contre le maintien de la transportation et accordent manifestement leur appui aux évadés. Or, on ne doit pas oublier que, si la Howard League poursuit un but comparable à celui de notre Société Générale des Prisons, son action est infiniment plus puissante. Elle n'est pas restée seulement une société savante ; elle s'attache avant tout à l'éducation de l'opinion publique, et l'ampleur des mouvements d'opinion qu'elle détermine, est loin d'être négligeable (1).

Ce même esprit de dénigrement est aussi savamment exploité par l'**Allemagne** ; c'est ainsi que le « Berliner Illustrierte Zeitung » se fait l'écho d'articles parus en 1929 dans le « Los Angeles Record » des Etats-Unis et dans le « Labour Leader » de la Trinité. En mai 1935 de violents articles sont publiés par l'« Abendblatt » de Munich à propos du départ pour la

(1) Voir Bulletin de la Société des Prisons et de Législation criminelle, 1929, page 50.

Guyane du « La Martinière » tragiquement désigné comme « le navire de l'épouvante ». — Enfin, **la Pologne** elle aussi a inséré dans son « Przedwit » des nouvelles tendancieuses, ce qui démontre que des nations amies, qui n'y ont d'ailleurs aucun intérêt, se sont fait l'écho de cette campagne malveillante.

Après toutes ces attaques, comment ne pas être tenté de souhaiter une prompte suppression de la transportation, afin d'enlever aux nations étrangères un prétexte de plus à prétendre que nous ne savons pas mettre en valeur nos colonies ?

CHAPITRE V

LE BAGNE EN TANT QU'INSTITUTION RÉPRESSIVE

A côté du but colonisateur, dont on a vu la regrettable et indiscutable faillite, le législateur de 1854 avait placé dans la transportation de nombreux espoirs qui s'expliquent par l'ambiance même ayant entouré la rédaction de la loi. Ce texte est intervenu, en effet, à un moment où les conceptions purement utilitaires et intimidantes du Code pénal de 1810 par lesquelles l'efficacité de la peine se mesure moins sur sa rigueur que sur la crainte qu'elle inspire (1), subissent un temps d'éclipse sous l'influence de l'Ecole Pénitentiaire française, qui s'est développée notamment sous la Seconde Restauration et le Gouvernement de Juillet. Les membres de cette Ecole assignaient comme première fonction à la peine l'amendement du coupable. Le rapport fait au Corps Législatif par M. de Miral au nom de la Commission contient à ce propos des paroles significatives : « Si l'expiation du crime, si la protection

(1) Locré, Législation civile, commerciale et criminelle de la France, t. XXIX, p. 8.

de la Société sont mieux garanties par la loi nouvelle, elle permet aussi d'espérer un amendement plus facile et plus probable des condamnés. »

Sans qu'il l'ait avoué, le législateur de 1854 a encore cédé à une autre raison déterminante, l'élimination. Ce sentiment se comprend d'autant mieux que l'on connaît le peu d'estime de l'Empereur pour les masses, surtout à cette période de l'Empire autoritaire, et lorsqu'on songe également au fait que les considérations relatives à l'amendement du condamné entraient assez peu dans les vues du gouvernement impérial. C'est à cette époque même, le 17 août 1853, que le ministre de l'Intérieur Persigny signa la fameuse circulaire ordonnant l'abandon du programme d'encellulement entrepris sous Louis-Philippe et même la démolition des cellules déjà construites (2).

La loi du 27 mai 1885 n'a pas, elle, éprouvé le besoin de déguiser son véritable but ; elle le précise avec netteté dans son article 1^{er} ainsi conçu : « La relégation consistera dans l'internement perpétuel sur le territoire de colonies ou possessions françaises des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France. »

Elle a été votée alors qu'il était permis de douter de l'efficacité de notre système répressif. « La criminalité

(1) Voir Sirey .Lois annotées, p. 96.

(2) Le mot même « relégation » a été employé par le rapporteur de la loi de 1854, ce qui montre bien l'arrière-pensée du législateur.

se spécialise, disait Gabriel Tarde à cette époque ; elle se professionnalise ». Sur cent prévenus on trouvait une moyenne de huit récidivistes seulement de 1826 à 1830, tandis qu'on en relevait quarante-six de 1876 à 1880 (1). Le nombre des récidivistes était considérable ; malgré une réduction légère due au vote de la loi de 1854, il restait supérieur à ce qu'il était au début du siècle.

(1) Voir infra le nombre des récidivistes tant en 1826 qu'en 1875. page 8 note 2.

Section I. — Le bagne constitue-t-il une peine moralisatrice ?

Le législateur de 1854 a-t-il réalisé son but de relèvement des criminels, ou bien le bagne n'est-il qu'une école de perversion ? La réponse ne souffre malheureusement pas de contradiction : le bagne colonial n'a rien à envier à son prédécesseur, le bagne métropolitain. Le problème subsiste entier ; seulement il a été transporté sous un autre climat. On l'a vu, malgré les efforts déployés par l'administration, les condamnés ne sont pas assujettis à un travail régulier. Cette oisiveté relative, à laquelle s'ajoutent l'abattement physique et la maladie, expliquent éloquemment l'état d'avilissement moral dans lequel croupissent tous les pénitenciers.

Sans doute des réformes ont été tentées. Des institutions privées sont intervenues. Un arrêté local, datant de 1936 pris sur l'initiative du Comité de réforme pénitentiaire, a ordonné la reconstitution des bibliothèques, dont les livres avaient depuis longtemps disparu. L'entrée des ministres des divers cultes au sein des pénitenciers a été largement favorisée sous l'intelligente direction du colonel Prevel, qui a fort bien compris l'influence profonde des forces morales et religieuses pour tenter la régénération de ces misérables. C'est ainsi que le service religieux fut à nouveau

autorisé dans les camps de transportation et que les membres de l'Armée du Salut reçurent le plus bienveillant accueil de la part de l'administration pénitentiaire.

Mais des vices internes infectent les pénitenciers guyanais. Les condamnés y sont groupés au hasard des arrivées. Le régime de la vie en commun s'applique indistinctement aux incorrigibles et à ceux qui avaient encore quelques velléités de se racheter. A part la sommaire division en classes, rien n'a été fait en vue de leur répartition d'après l'âge, la nature des faits incriminés, les antécédents; le délinquant primaire, l'homme qui a tué sa femme dans un accès de jalousie, purge sa peine aux côtés de l'individu taré qui a frisé la relégation, mais qu'un fait plus grave que les autres a envoyé aux travaux forcés.

Cette promiscuité, déjà pénible pendant le jour, devient plus insupportable encore durant la nuit. Dès six heures du soir jusqu'à cinq heures du matin les condamnés sont enfermés dans des « cases », de cinquante à quatre-vingts, à l'abri de toute surveillance de la part des gardiens. Ces cases, longs bâtiments ne comportant qu'un rez-de-chaussée, sont situées au niveau du sol ou à peine surélevées. Elles sont toujours sales, parce qu'en période de sécheresse il est difficile de se procurer l'eau nécessaire à leur nettoyage, et que, pendant la saison des pluies, leur sol en terre battue se transforme en boue. Elles sont aussi

mal aérées par une porte unique quelle que soit la longueur du bâtiment, et privées de soleil, car les fenêtres garnies de tambours laissent pénétrer avec parcimonie l'air et la lumière. — Cependant une réforme importante au point de vue de l'hygiène de ces cases est intervenue en 1925. Le bat-flanc commun, sur lequel couchaient les condamnés de la dernière classe, a été supprimé et remplacé par des hamacs individuels.

L'ordre dans la case est maintenu par le « fort à bras », qui fait la loi le couteau à la main. Parmi les hommes de sa case, il a ses agents, ses délateurs, ses rivaux, ses ou son « amie ». Il s'ensuit des querelles terribles, des scènes ignobles, qui ont pour épilogue un coup de couteau. Il a le droit de vie ou de mort sur tous ses compagnons, souvent il en usera, mais jamais il ne sera dénoncé par crainte de représailles. La nuit, la case se transforme en salle de jeu. Les forçats jouent aux cartes à la lueur d'une lampe de fortune, faite d'une vieille boîte de conserves dans laquelle ils versent de l'huile, et, comme mèche, un morceau de chiffon arraché au besoin à leur bourgeron. C'est au « fort à bras » que revient l'honneur de maintenir l'ordre et la police du jeu (1).

Les cases sont les témoins des vices les plus honteux du bagne., Albert Londres écrivait notamment : « Un des quatre buts du législateur, quand il inventa

(1) Ch. Péan. Le Salut des Parias, p. 48.

la Guyane, fut le relèvement moral du condamné. Voilez-vous la face, législateur. Le bagne, c'est Sodome et Gomorrhe... entre hommes. »

Des mesures ont été prises : ainsi le décret de 1925 ordonne l'isolement des condamnés au dépôt, avant le départ, et lors de la traversée. Mais la situation est malheureusement demeurée inchangée au lieu d'exécution de la peine, comme en témoignent les enquêtes de M. Charles Péan (1) et de M^e Mireille Maroger.

L'homosexualité prend au bagne figure d'institution (2). Sans doute, elle est presque fatale dans les milieux unisexués fermés ; mais elle revêt dans le pénitencier une forme particulièrement odieuse, la passivité imposée par la force, la crainte ou la faim aux faibles et aux imbéciles. — Il n'est individu si taré, qu'il n'ait à perdre dans une pareille ambiance. Comme l'a très justement remarqué M. Monnerville : « Dans un tel lieu la règle est fort simple, l'individu s'adapte, c'est-à-dire s'avilit, ou il ne survit pas. » — La pensée suivante de Huysmans reste aujourd'hui si vraie, qu'il nous est impossible d'en retrancher un seul terme : « Les châtiments de la justice terrestre sont au point de vue de l'amélioration des instincts résolument nuls ; la prison est utile, parce qu'elle nous préserve pendant le temps qu'elle interne des gueux ; mais elle

(1) Péan. Id., p. 35.

(2) Mireille Maroger. Bagne, p. 145.

ne les assagit pas ; elle les détraque ; elle achève de putréfier ceux qu'elle isole ; elle devient pour la pègre un tremplin de vanité, car, dans cette classe-là, les condamnations sont des titres et le bagne est une gloire ». (1).

Il importait de s'arrêter un instant sur ce triste sujet. On verra, en effet, que cet aspect de la question a déterminé, dans la majeure partie des membres du Comité interministériel de 1936, esprits austères et rigides, l'idée de suppression du bagne. Il ne faut cependant pas perdre de vue les efforts de l'administration pénitentiaire pour remédier à une telle situation : en 1934, cinquante cellules avaient été construites par ses soins, et, en 1935, leur nombre s'élevait déjà à cent. Mais les désirs de réforme de l'administration pénitentiaire se heurtent à un manque de crédits constant. C'est en 1937 seulement sous l'impulsion du Comité de réforme pénitentiaire, que le Parlement décidait de mettre à sa disposition un crédit de 350.000 francs, divisible en trois tranches, qui devait servir à la transformation totale des cases en cellules individuelles.

Ce projet d'encellulement général a déjà reçu une exécution partielle. La transformation est déjà faite dans les camps annexes ; celle du camp central, à Saint-Laurent, sera vraisemblablement achevée à la fin de l'année courante. Dès à présent les condamnés

(1) Huysmans. Le Quartier de Saint-Séverin, p. 141.

appartenant à la classe dite des « bons ouvriers » et « ouvriers d'art » jouissent de cellules individuelles. La transformation se réalise d'après le plan suivant : remplacement du sol en terre battue par de la brique, plus hygiénique ; division de la case en une vingtaine de cellules, en moyenne. Dans chaque cellule le condamné dispose d'un hamac et de la moustiquaire obligatoirement prévus par les règlements, d'une table repliable contre la cloison, d'un siège et d'une planche à paquetage pour les effets du condamné.

Les avantages de cette installation sont certains (1) : au point de vue de la moralité de la population pénale d'abord ; ensuite au point de vue de l'amendement même des condamnés et de la surveillance. Jadis il suffisait de la mauvaise volonté ou de la négligence d'un seul condamné pour que la case soit transformée en taudis, dans lequel les agents de l'administration pénitentiaire avaient beaucoup de peine à discerner le vrai coupable. Désormais les forçats qui tiendront mal leur cellule seront immédiatement découverts, signalés et éventuellement rétrogradés par décision du gouverneur de la colonie ; à ceux qui donneront, au contraire, des preuves d'ordre, on pourra octroyer de bonnes notes qui, le cas échéant, aboutiront à leur libération conditionnelle.

(1) En raison même des avantages de ces améliorations, le gouverneur de la Guyane a décidé de les étendre aux condamnés annamites de l'Inini.

L'autorité pénitentiaire a également prévu que, dès que les camps seront intégralement transformés, une nouvelle distinction sera faite au point de vue du régime entre les condamnés appartenant à la seconde et à la troisième classe, et les condamnés de première classe. Les condamnés de seconde et troisième classe seront enfermés tous les soirs par les soins des agents de l'administration pénitentiaire de l'extérieur. L'immoralité qui sévit dans le bagne, pourrait ainsi être enrayée. Quant aux condamnés de la première classe mieux sélectionnés, ils pourront s'isoler, s'ils le veulent, en poussant un verrou intérieur.

Section II. — **Le bagne constitue-t-il une peine exemplaire ?**

Tels qu'ils sont régis par la loi nouvelle, énonçait M. de Miral, les travaux forcés prennent un caractère plus exemplaire ; ils constituent une répression plus énergique, parce qu'ils sont subis au-delà des mers, parce que le plus souvent ils le sont sans possibilité de retour.

A ce point de vue encore la loi de 1854 a fait une faillite complète. Il n'est besoin, pour se rendre compte de ce défaut d'intimidation, que de constater le sourire de satisfaction qui accueille, après un verdict de culpabilité, l'arrêt de condamnation aux travaux forcés. Tous redoutent la réclusion, comme ont pu aisément le comprendre ceux que leur profession a mis à même — comme nous — d'approcher des accusés, que leurs méfaits exposaient aux peines les plus sévères. Ce sentiment a été fidèlement traduit par M. Matter, alors Premier Président de la Cour de Cassation, quand il déclarait, devant la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre des Députés, que le condamné incarcéré à Melun ou à Fresnes est beaucoup plus loin de la société, que ne l'est le forçat en Guyane (1).

(1) Rapport de M. Monnerville à la Chambre des Députés. N° 2669. Session de 1937. (J. Off. p. 19).

Là-bas c'est la vie en plein air, le travail en commun. Pour ceux qui ont un métier, l'existence ne tarde pas à devenir relativement agréable. Albert Londres l'avait lui-même signalé, quand il comparait de façon dramatique le bagne à « un cercle à tourments » : « un millier, disait-il, a su ramper et s'est installé sur les bords où il fait moins chaud. » Seuls certains condamnés, vraiment à plaindre, souffrent de cette promiscuité ; ce sont ceux qui, pourvus d'une certaine éducation, ont pourtant glissé dans cette fange (officiers ministériels ou banquiers faussaires, meurtriers par jalousie...).

Les condamnés sont les premiers à protester contre leur détention prolongée en France. En mai 1937, des mutineries éclatèrent à ce sujet à la maison centrale de Riom ; en mars 1938 on dût procéder au transfert du dépôt de Saint-Martin-de-Ré à la prison cellulaire de Chalon-sur-Saône, de cinq relégués qui excitaient leurs camarades à la révolte pour protester contre leur non-transportation. — D'ailleurs si on assiste à un de ces embarquements pour la Guyane, comme nous en avons été nous-même témoin en 1934 et le 7 septembre 1935, on remarque chez presque tous les condamnés, tant forçats que relégués, surtout chez ces derniers, non pas une expression d'abattement et de mélancolie en quittant cette France que beaucoup ne reverront jamais, mais au contraire une exubérance qui s'exprime par des quolibets à l'adresse

des marins du port, attitude explicable seulement par un solide espoir ancré au fond de leur cœur, celui de l'évasion.

De la maison centrale l'évasion est quasi impossible ; du bagne, au contraire, elle est facile et normale. Comment serait-il possible, même si le nombre des surveillants était quadruplé, de veiller avec une attention assez vigilante sur les centaines de forçats qui chaque jour quittent le pénitencier pour aller travailler sur les chantiers extérieurs ? D'autre part, on l'a déjà vu, la brousse ne leur offre-t-elle pas, aux abords immédiats des pénitenciers, l'abri le plus sûr et le plus impénétrable ?

La préparation de ces évasions est parfois très longue ; mais il est rare que l'occasion ne s'en présente pas tôt ou tard aux transportés. (1) Ils économisent sou par sou la somme indispensable à l'évasion ; chaque semaine ils prennent à la cantine : savon, boîte de lait condensé, tabac ; au lieu de consommer personnellement ces denrées, ils les vendent à des prix très bas. Beaucoup se procurent de l'argent soit au jeu de cartes le soir dans la case, soit en vendant leurs chaussures et leurs bourgerons rayés aux chercheurs d'or du Haut-Mana et du Haut-Maroni, soit encore en se faisant remettre

(1) Cette préparation commence, nous disait un directeur du dépôt de Saint-Martin-de-Ré, dès le court passage effectué dans ce dépôt par les condamnés

par l'intermédiaire d'un tiers, habitant ou forçat libéré qui prélèvent d'ailleurs une part léonine, les sommes nécessaires à l'évasion. Ces sommes ainsi réunies sont précieusement conservées par le forçat dans un tube métallique, « le plan », qu'il se dissimule dans l'intestin.

Les forçats privilégiés sont ceux qui sont transportés sur le territoire du Maroni, puisqu'il leur suffira de franchir la rivière pour se trouver en Guyane Hollandaise. Ces évasions ont, d'ailleurs, été parfois facilitées par des complicités étrangères. C'est ainsi que procédèrent les autorités locales hollandaises qui, de 1919 à 1921, avaient entrepris la construction d'un chemin de fer et qui manquaient de main-d'œuvre ; mais, une fois cette construction terminée, les Hollandais rapatrièrent cette main-d'œuvre indésirable. Depuis lors des traités d'extradition spéciaux lient la Hollande et la France, ainsi que l'Angleterre et la France. Les évadés sont donc obligés actuellement de descendre le Maroni pendant les quarante kilomètres qui séparent^t les pénitenciers de la pleine mer ; ensuite ils vogueront^t au gré des vents pendant dix, quinze, vingt jours ou davantage pour atteindre l'embouchure de l'Orénoque et les côtes du Vénézuëla, où ils seront à l'abri de l'extradition, et où, grâce à la complicité d'anciens évadés, ils recevront gîte, argent et faux papiers (1).

(1) Sur cette entr'aide entre forçats en terre étrangère, de très amples détails ont été fournis par Dieudonné dans la « Vie des Forçats »

D'autres iront échouer sur les côtes de la Guyane anglaise. Là les autorités n'autorisent l'extradition qu'après décision de l'autorité judiciaire. Cette extradition n'est accordée que très rarement, les demandes se heurtant d'abord aux difficultés que comporte la législation anglaise, soucieuse jusqu'à l'excès de la liberté individuelle, et surtout à une opinion publique nettement hostile, dirigée par des notables de Trinidad parmi lesquels plusieurs avocats qui ont fondé une association contre le bagne guyanais, association d'un caractère anti-français. L'acquittement est donc la règle ; alors, un bateau une fois trouvé et des vivres réunis par l'administration locale, les évadés sont rendus à la mer, où les courants les portent vers le Vénézuela, la Colombie ou le Mexique.

Les condamnés transportés aux îles du Salu sont de beaucoup les moins privilégiés au point de vue des possibilités d'évasion. La violence des courants, le pullulement des requins, l'éloignement de toute côte hospitalière, la surveillance particulière dont ces condamnés sont l'objet, vouent à l'échec tous leurs projets. Aussi avec quelle impatience attendent-ils leur transfert sur le continent ! Ceux-là seuls qui se trouvent sur la côte, au pénitencier de Cayenne, peuvent avoir le ferme espoir de s'évader : là, en effet, ils réussiront peut-être à s'aboucher avec quelque indigène, qui leur fournira la barque destinée à franchir les quelques cent kilomètres séparant Cayenne du Brésil. Dans ce pays il leur sera

facile, s'ils connaissent un métier, de se procurer du travail et de s'y installer, étant donné le manque de main-d'œuvre ; mais les autres seront impitoyablement remis aux autorités françaises.

Dans sa lutte contre les évasions, l'administration pénitentiaire est servie par l'esprit de délation, qu'elle entretient entre condamnés par l'appât des fortes récompenses octroyées par ses soins à celui qui a vendu ses camarades. D'autre part, un arrêté local du 11 mai 1936, publié au « Journal Officiel » de la Guyane du 16 du même mois, intéresse la population civile à l'arrestation des évadés au moyen de diverses primes : dix francs, lorsque l'évadé est appréhendé sur le continent hors de l'enceinte des pénitenciers ou du camp ; vingt francs si l'arrestation a lieu en rivières, rades ou îles ne comportant aucun établissement pénitentiaire ; cinquante francs, lorsque l'arrestation a lieu en pleine mer. C'est l'évadé, qui finance lui-même les frais de son arrestation ; aux termes des articles 9 et 10 de l'arrêté, le montant de ces primes doit être prélevé sur le pécule disponible de l'évadé, ou, en cas d'insuffisance, sur son pécule de réserve ; mais, si le pécule disponible ou de réserve n'est pas suffisant, le complément doit être prélevé sur celui des autres évadés au cas d'évasion collective.

D'autre part, les peines punissant les évadés sont fort sévères (1). Quant à l'assistance en matière d'éva-

(1) Voir infra page 46.

sion, elle est strictement réprimée. Un décret du 13 juin 1934 (J. Off. du 18 juillet) punit ceux qui ont recélé, aidé ou assisté, sous quelque forme que ce soit, un transporté en état d'évasion, de la peine de un à cinq ans de prison et de cinq cents à trois mille francs d'amende.

Mais la rigueur de ces châtiments n'atténue pas leurs aspirations à la liberté, car il s'évade chaque année un grand nombre de condamnés. Sans doute, la plupart sont repris ou retournent d'eux-mêmes au pénitencier, aiguillonnés par la faim ; toutefois le contingent des évadés non repris reste assez élevé, puisque, depuis 1854, on a pu en compter neuf mille sur cinquante-deux mille transportés en Guyane. Les statistiques annuelles montrent éloquemment le succès des évasions. Toutefois leur nombre subit depuis quelques années une diminution sensible, ainsi qu'il résulte de l'état officiel (1) suivant des condamnés évadés non réintégrés dans l'année :

en 1922, 184 ;	en 1923, 246 ;
en 1924, 188 ;	en 1925, 38 ;
en 1926, 151 ;	en 1927, 177 ;
en 1928, 112 ;	en 1929, 28 ;
en 1930, 19 ;	en 1931, 90 ;
en 1932, 34 ;	en 1933, néant ;
en 1934, 19 ;	en 1935, néant ;
en 1936, 24 ;	
du 1 ^{er} janvier au 30 juin 1937 : 3.	

(1) Etat officiel des évasions des condamnés aux travaux forcés
Ministère des Colonies, 1^{er} avril 1938.

L'administration pénitentiaire estime que cette diminution du nombre des évasions découle du fait que les condamnés se sont rendu compte des dernières améliorations opérées dans leur intérêt, et, d'autre part, de la crainte salubre que leur inspire la sévérité des peines infligées aux évadés repris, après la réforme apportée par les décrets du 18 septembre 1925. Il n'est pas, hélas, aussi facile de modifier la nature humaine ! La seule explication logique semble plutôt devoir être cherchée dans cette circonstance, déjà signalée, que la plupart des pays limitrophes de la Guyane ont conclu avec la France des traités d'extradition, en vertu desquels ils s'empressent de remettre à nos autorités les évadés abordant sur leurs territoires respectifs. D'un autre côté, dans le fait que l'administration pénitentiaire pratique la concentration aux îles du Salut des éléments les plus dangereux.

Section III. — Le bagne colonial constitue-t-il une peine éliminatrice ?

Afin de donner à la peine le caractère d'une élimination, le législateur de 1854 a ajouté à la transportation deux mesures dont il sera traité plus loin : le doublement pour les condamnés à moins de huit années de travaux forcés, c'est-à-dire l'obligation de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de la peine prononcée, et l'obligation de résidence pour les condamnés à plus de huit années, qui les astreint au séjour définitif dans la colonie.

Quant à la relégation, elle soumet les individus à un séjour perpétuel dans la colonie où ils sont envoyés. Ce principe est à peine tempéré par l'octroi de quelques grâces annuelles accordées en vertu de l'article 16 de la loi aux relégués qui pendant les six années qui suivent l'achèvement de leur peine principale, peuvent justifier de leur bonne conduite, de services rendus à la colonisation et de moyens d'existence.

La transportation s'est alors révélée comme une mesure de défense sociale de tout premier plan. Elle a d'ailleurs été servie, surtout en Guyane, par un auxiliaire radical, déjà signalé, l'extrême mortalité qui sévit dans les pénitenciers coloniaux et qui affecte parfois jusqu'à dix pour cent de l'effectif total (1). 11

(1) Voir supra, note 1 , page 96 .

y a aussi le fait des évadés ; ils reviennent rarement en France, et ceux qui y rentrent, sont en général assez prudents pour ne pas éveiller l'attention de la police.

D'autre part, grâce au doublage et à l'obligation de résidence, qui astreignent le condamné à séjourner dans la colonie un temps égal à la durée de sa peine ou même toujours si elle dépasse huit ans, les travaux forcés équivalent en pratique pour la plupart des condamnés à un internement perpétuel dans la colonie. Jusqu'à ces tout derniers temps l'espoir du retour n'était permis qu'aux transportés disposant de ressources pécuniaires assez importantes, donc à un nombre infime d'entre eux ; en effet, malgré les buts assignés par les textes au pécule réservé, ce dernier ne suffisait pas à assurer à lui tout seul le rapatriement des libérés non astreints à la résidence. Le docteur Rousseau (1) pouvait donc écrire : Supposons un condamné tellement amendé ou roublard, qu'il aura purgé cinq ans de peine sans la moindre punition, et tellement robuste qu'il n'aura jamais été hospitalisé. Au jour de sa libération il pourra toucher les trois quarts de son pécule de réserve, soit 141 fr. 25 sur un total de 423 fr. 75. Il aura donc, pour payer son voyage de retour, cette somme de 141 fr. 25 ; or le prix du passage de Cayenne au Havre, en troisième classe, est supérieur à 1.800 francs ! — Depuis lors, il doit même être sensiblement plus élevé.

(1) D^r Rousseau, « Un médecin au bagne », p.

CHAPITRE VI

LIBÉRÉS ET RELÉGUÉS INDIVIDUELS

Le problème du reclassement des transportés et de leur réadaptation à la vie libre comprend à lui seul toute la question de la justification du principe même de la transportation. S'il ne s'agissait que de répression, il n'y aurait aucun intérêt à transporter le condamné hors de France ; il n'en résulterait même que des inconvénients, les conditions climatiques de la colonie et son éloignement n'étant susceptibles que de faire naître des complications tant au point de vue des difficultés d'acclimation que des frais occasionnés par la longueur du voyage. Le condamné en cours de peine n'a jamais constitué un danger public, tant que la surveillance à laquelle il est soumis, s'avère efficace ; il est même susceptible d'un certain rendement. L'individu dangereux, c'est le libéré ; or, la transportation a précisément pour but d'écarter ce péril social.

Voici en quels termes optimistes s'exprimait le rapporteur de la loi de 1854, M. de Miral : « En France, le condamné était fatalement voué au désespoir et au crime ; aux colonies, au contraire, l'espérance lui est rendue ; il y trouve l'intérêt à bien faire, les facilités du travail,

les encouragements et les récompenses pour le bien.

Dans cette société nouvelle, loin des lieux où sa faute fut commise, il devient un homme nouveau : propreté, famille, rapports sociaux, estime de lui-même, tout lui redevient possible. Dangereux dans la métropole, la colonie lui est utile. Pour lui, à l'excitation irrésistible du mal, succède l'excitation puissante du bien. La nouvelle peine est donc incontestablement la peine la plus moralisatrice. »

Le régime qui accueille le condamné rendu à la vie libre, a pour but de faciliter son reclassement, tout en permettant à la colonie de tirer profit de son travail. D'où un certain nombre de dispositions qu'il importe de passer en revue : elles tendent, tout en protégeant les indigènes, à obliger les anciens forçats à demeurer dans le pays pour y former un premier noyau de colonisation.

Section I. — Régime pénal des Libérés et des Relégués individuels.

On a vu que, seuls parmi les transportés, les condamnés aux travaux forcés étaient soumis à un régime pénal d'exception. À la différence des forçats, les libérés ne sont plus soumis à ce régime. Comme ils ont fini leur peine, ils ne sont plus soumis qu'à des mesures de sûreté. Les infractions qu'ils peuvent commettre, relèvent des tribunaux de droit commun de la colonie et des lois pénales ordinaires, tout comme les relégués individuels.

Toutefois il existe pour les libérés une exception à cette règle. Cette exception est assez inadmissible étant donnée leur situation. Au cas d'évasion, délit qui consiste à quitter sans autorisation le territoire de la colonie, ils continuent à être justiciables du tribunal maritime spécial (art. 8 loi du 30 mai 1854 ; art. 11 du décret du 18 septembre 1925).

Section II. — Régime disciplinaire des Libérés et des Relégués individuels.

Le régime disciplinaire des libérés et des relégués individuels a été l'objet de vives critiques. On lui a surtout reproché de nuire au reclassement des individus. Ce régime mérite donc une étude approfondie.

A. MESURES SPÉCIALES AUX LIBÉRÉS.

§ 1. — L'obligation de résidence. Le doublage.

L'article 6 de la loi de 1854 édicte que tout individu condamné à moins de huit années de travaux forcés sera tenu, à l'expiration de sa peine, de résider dans la colonie « pendant un temps égal à la durée de sa condamnation ».

Si la peine est de huit années, il sera tenu d'y résider pendant toute sa vie.

« L'obligation de résidence, écrivait en 1861 le Ministre de la Justice, n'est ni une peine ni même un accessoire d'une peine, mais une mesure « sui generis » prise dans l'intérêt du condamné aussi bien que dans l'intérêt de la sécurité publique, **qui a pour but de faire du libéré un colon et de lui donner les moyens de se créer, dans sa nouvelle patrie, des intérêts de famille et de propriété.** C'est là une mesure d'ordre et de surveillance, et non une peine dans le sens légal du mot. »

Mesure à tendance colonisatrice ! Elle constituait surtout, dans l'esprit du législateur, le moyen de mettre un terme définitif au problème de la délinquance des condamnés libérés, une mesure de « self defence » pour la société métropolitaine. La nouvelle loi remédie à ce danger, se félicitait M. de Miral, par un moyen radical que rien ne peut ni suppléer ni égaler ; la perpétuité de l'expatriation qu'elle prononce, constitue pour la société un moyen sûr de préservation.

On comprend aisément que le législateur ait été si favorable à cette mesure, qu'il n'hésitait pas à proclamer « toute nouvelle, sans précédent dans notre législation et sans exemple dans les législations étrangères. » (1) On s'explique aussi que les peines sanctionnant l'obligation de résidence soient aussi sévères ; en effet, l'article 8 de la loi dispose que le libéré coupable d'avoir quitté la colonie sans autorisation est passible d'une peine d'un an à trois ans de travaux forcés. Cette condamnation est prononcée par le tribunal maritime spécial. — les autorisations de quitter momentanément la Guyane qui peuvent être accordées au libéré par le gouverneur statuant en conseil privé, à condition que ce ne soit pas pour rentrer en France, sont extrêmement rares.

D'innombrables enquêtes et récits de voyageurs ont présenté les libérés comme victimes de cette

(1) Sirey. — Lois annotées, 1854, p. 94.

obligation du doublage et de l'obligation de résidence ; la situation matérielle des libérés est considérée comme des plus lamentables (1). Voilà des hommes obligés du jour au lendemain, dans un pays qu'ils connaissent mal, à pourvoir à tous les besoins de leur existence ! Combien peu sont capables de s'adapter à leur nouvelle condition ! La rude discipline des camps a aboli chez eux tout esprit d'initiative. Ils se sont abandonnés à une vie calme, sans incidents et sans soucis de l'avenir. D'autre part, les vices qu'ils ont contractés ou qu'ils ont vu s'étaler dans la case, leur ont enlevé le restant de courage et les quelques envies de « se régénérer » qu'ils avaient pu emporter au départ de la terre natale. Ils n'ont appris aucun métier dans les chantiers de l'administration pénitentiaire et se souviennent seulement des ruses employées pour esquiver le travail. Enfin, pour beaucoup le climat guyanais a été nocif ; ce ne sont plus que des êtres vieillis, usés,

(1) Albert Londres a été un des premiers à traiter de la question des libérés, après sa visite à Saint-Laurent. Dans son livre « Au bagne », il a écrit (page 164) : « ...Le bagne commence à la libération. « Qu'ils travaillent ! Où ça ? Ils ont une concurrence qu'ils ne peuvent « battre, celle des forçats en cours de peine. Exemple : une société, « la Société forestière, vient s'installer en Guyane. C'est la première. « Les libérés voient un espoir ; ils vont avoir du travail. Catastrophe ! « Le ministère accorde à cette société deux cents forçats officiels « à soixante-quinze centimes par jour. Et les libérés, le ventre creux, « regardent passer les bois.

« Chez les particuliers ? Ils sont peu, car tel est ce pays, et si nous « veau que cela vous semble, il faut vous y faire, qu'il y a trente « assassins et voleurs contre un simple citoyen. Et puis les particuliers ont des « assignés ». Ce sont les forçats de première classe « employés en ville.

« Dans les comptoirs ? Oui, quelques-uns travaillent dans l'importation et l'exportation, mais quelques-uns seulement, parce qu'il n'y a que quelques comptoirs... »

inaptes à la colonisation qui sont rendus à la vie active.

La sensibilité des voyageurs a exagéré la misère de ces malheureux, sans s'apercevoir qu'ils ont le plus grand intérêt à se faire plaindre, afin de vendre au plus haut prix les menus objets de leur fabrication ou les papillons qu'ils ont capturés. Dans tous les projets de réforme du bagne qui suivirent l'enquête d'Albert Londres, on supprima le doublage, dont un des rares défenseurs fut M^c Maurice Garçon (1). On a volontairement oublié que le doublage et l'obligation de résidence ont permis d'éliminer une foule d'individus indésirables dans la métropole, récidivistes dangereux, être antisociaux, irréconciliables. —

On ne paraît pas s'être rendu compte que le corollaire de la suppression du doublage est le rapatriement des libérés ; or, leur retour en France ne fera pas que ces individus travailleront davantage. Au contraire, à part des périodes passagères, la Guyane leur a procuré du travail d'une manière appréciable : ainsi jusqu'en 1925 ils participèrent au rush vers l'or, et ils ont trouvé assez aisément à s'employer dans les factoreries ; mais, lorsque la situation des laveurs d'or devint difficile, quand la crise économique mondiale atteignit les industriels de la colonie, la question du lendemain s'avéra préoccupante, les quelques usines qui continuaient à fonctionner préférant de beaucoup à

(1) Voir Maurice Garçon. — Bagne, dans le « Mercure de France » (1925).

leur main-d'œuvre celle, bien moins onéreuse, des condamnés aux travaux forcés avec lesquels il n'y avait à redouter ni les récriminations ni l'abandon brusque des chantiers.

La colonie, enfin sortie de la crise, peut aujourd'hui procurer du travail à chacun. La ville de Cayenne s'est entourée d'une ceinture de bananeraies, d'une superficie supérieure à huit cents hectares, dont l'entretien pourrait fournir une occupation à tous les libérés, sans qu'il soit besoin d'apprentissage ni d'un effort physique considérable en dehors de l'emballage des fruits et du chargement, soit trois ou quatre jours par mois. Mais l'obstacle réel tient à leur paresse ; comme l'a constaté M. Péan, à Saint-Laurent il y a huit cents libérés et du travail pour cent d'entre eux ; or il n'y en a guère plus qui sollicitent un emploi (1).

Il convient de signaler ici que le sort des libérés n'a pas laissé l'administration indifférente. Elle s'était efforcée, dès 1925, de leur porter aide et assistance ; on lit, en effet, dans le décret de 1925 et dans les décrets du 14 mars 1931 et du 8 août 1935 les dispositions suivantes : les particuliers ne peuvent être autorisés à utiliser les condamnés aux travaux forcés, que s'ils emploient en même temps des libérés de la peine principale. En aucun cas le nombre des condamnés aux travaux forcés en cours de peine affectés à chaque concessionnaire ne peut être supérieur au nombre des

(1) Voir « En Avant du 23 Avril 1938.

libérés ou relégués individuels employés par lui. En cas de diminution de l'effectif de ces derniers, l'administration pénitentiaire doit réduire dans la même proportion celui des transportés cédés (1). Ces mêmes décrets précisent encore que le gouvernement n'accorde des assignés qu'après avoir procédé à une enquête, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre des libérés.

§ 2. — L'interdiction de séjour.

Outre l'obligation de résider dans la colonie où il a subi sa peine, le libéré est soumis à la peine accessoire de l'interdiction de séjour pendant 20 ans à compter de l'expiration de la peine principale (art. 46 § 2, du Code Pénal).

Les localités interdites lui sont alors notifiées par le Gouvernement lors de sa libération, conformément à la loi du 27 mai 1885 qui a supprimé la peine de la surveillance de la haute police. Cette catégorie de libérés se trouvait à la merci de l'administration, qui pouvait en préserver les grands centres de la colonie.

Parmi les autres libérés, non frappés de l'interdiction de séjour, se trouvaient des individus non moins dangereux ; cette catégorie comprenait ceux que l'arrêt de condamnation avait expressément dispensés de

(1) Il peut cependant être accordé des dérogations à cette règle par l'autorité locale, s'il n'y a pas d'éléments libérés dans la région intéressée. C'est le cas du territoire de l'Inini.

l'interdiction de séjour (art. 46 § 3 du Code pénal), ce qui est cependant assez rare en fait ; aussi sur l'initiative du député de la colonie, M. Ursleur, la loi de 1901 a donné au gouverneur le pouvoir d'interdire la ville de Cayenne à certains libérés. Ce texte, en modifiant l'article 20 de la loi du 27 mai 1885, a spécifié que le gouverneur aurait la faculté d'interdire par voie administrative le séjour du chef-lieu de la colonie, et de ses quartiers dans un certain périmètre, à tous les transportés soumis à l'obligation de résidence. Il ne s'agit que des libérés astreints à la résidence, puisque les autres ne sont plus soumis à la surveillance de l'administration. Le périmètre autour de Cayenne a été fixé à environ douze kilomètres de la ville par un décret d'administration publique du 20 novembre 1906.

Ces interdictions sont prononcées par le gouverneur soit avant, soit après la libération. La signification de la décision est faite en la forme administrative. Si le libéré se trouve alors dans une des localités interdites, il bénéficie d'un délai de deux mois à partir du jour de la notification pour se conformer à la décision prise contre lui. Enfin, le décret de 1906 prévoit que le gouverneur pourra lever ou suspendre l'interdiction de séjour pendant une période qui sera renouvelable.

La loi de 1901 a été modifiée par un des décrets du 18 septembre 1925, qui a augmenté les pouvoirs du gouverneur le décret décide que les libérés astreints

à la résidence obligatoire peuvent résider en n'importe quel lieu du territoire de la colonie et y exercer n'importe quelle profession et n'importe quel négoce non interdits par les lois ; mais il ajoute : le gouverneur, par des décisions individuelles et toujours révoquables, peut interdire à certains libérés le séjour dans des localités ou régions déterminées.

L'administration a amplement usé de ce décret, qu'elle a d'ailleurs essayé d'expliquer en déclarant qu'en parlant du chef-lieu de la colonie « et de ses quartiers », la loi songeait aux autres communes de la colonie. Explication dénuée de tout fondement. Elle se heurte aux travaux préparatoires de la loi de 1901 (« Journal Officiel » du 4 juillet 1901, p. 294) et à l'exposé des motifs du décret de 1906 précisant que le législateur a eu surtout en vue d'interdire « le séjour du chef-lieu et de ses quartiers dans un périmètre déterminé » à certains libérés, dont la présence pouvait constituer un danger pour le chef-lieu et ses environs immédiats.

L'interdiction de séjour constitue une mesure grave à l'encontre des libérés qu'elle frappe. Ils sont entre tous véritablement à plaindre, puisqu'ils ne peuvent plus pénétrer dans la seule grande ville de la colonie où ils trouveraient du travail et qu'ils sont rejetés dans la brousse. Aussi un arrêté local du 6 mai 1929 a-t-il créé la possibilité de suspensions totales et de suspensions limitées de résidence. La suspension totale

est accordée à ceux qui ont une bonne conduite et dont le séjour à Cayenne est reconnu indispensable à l'exercice de leur métier. Ces suspensions totales sont prévues pour une durée limitée, mais renouvelable ; il suffit, pour bénéficier de ce renouvellement, que le libéré adresse une demande au gouverneur un mois avant l'expiration du terme fixé. — Quant à la suspension limitée, elle n'est accordée qu'au libéré ayant besoin de venir à Cayenne pour y effectuer des achats personnels, ou faisant état de circonstances exceptionnelles.

À l'heure actuelle ces deux sortes de suspensions ne sont que très difficilement accordées. Dès son arrivée, en 1936, le gouverneur Veber a pris des mesures draconiennes pour écarter de la ville le plus grand nombre d'indésirables, et tous les interdits de séjour qui ne présentaient pas les justifications requises, se sont vus refouler en dehors du périmètre fixé par le décret du 20 novembre 1906.

B. — MESURES COMMUNES AUX LIBÉRÉS ET AUX RELÉGUÉS INDIVIDUELS.

S'inspirant des données de l'expérience, le pouvoir exécutif a prescrit une série de mesures de sûreté. La première est celle des « **appels** » (un ou deux par an), auxquels sont soumis les libérés astreints à la résidence et les relégués individuels (1). La date en est

(1) Le nombre des relégués individuels ne dépasse pas 200.

fixée par un arrêté local ; ils ont un délai d'un mois pour y répondre. Lors de troubles ou d'évasions collectives, le gouverneur peut faire procéder à des appels généraux ou partiels.

Ces appels qui, à moins d'une décision expresse du gouverneur, obligent les libérés à des déplacements vers les grands centres de la colonie, sont utilisés par l'administration locale aux fins de dépistage de certaines maladies contagieuses. Ainsi un arrêté du gouverneur de la Guyane du 8 août 1935 (Journal Officiel de la Guyane du 10 août 1935) ordonne qu'après avoir répondu à l'appel, les libérés seront conduits auprès d'un spécialiste bactériologiste ayant pour mission de déceler les cas de lèpre et de tuberculose, et de les traiter.

L'efficacité de ces appels est malheureusement assez restreinte, puisqu'un quart à peine des libérés et des relégués y répondent, malgré les peines de deux mois d'emprisonnement à un an, et, en cas de récidive dans le délai de cinq ans, de quatre mois à deux ans d'emprisonnement, qui sanctionnent cette obligation.

La seconde prescription est relative **au livret**. Tout libéré astreint à la résidence et chaque relégué individuel reçoit à sa sortie du pénitencier un livret destiné à l'inscription de ses réponses aux appels, au contrôle de ses moyens d'existence et de ses résidences successives. Cette mesure a été surtout desti

née à la répression du vagabondage, si fréquent parmi les libérés. A cet effet le livret doit être présenté à tous les officiers de la police judiciaire qui en font la demande ; en outre, son titulaire doit le faire viser par l'autorité compétente dans les trois jours de son arrivée dans la localité qu'il a choisie, ou dans les trois jours précédant son départ. Enfin, un arrêté du gouverneur peut **interdire à certains libérés l'exercice de certaines professions** déterminées par cet arrêté.

Une dernière mesure de sûreté peut également être prise contre les libérés et relégués individuels dans les villes de Cayenne, de Saint-Laurent et de Saint-Jean, **l'interdiction d'y circuler la nuit**, sauf urgence justifiée, entre vingt-et-une heures et cinq heures.

CHAPITRE VII

ŒUVRES EN FAVEUR DES TRANSPORTÉS

La situation lamentable des libérés qui avait ému les voyageurs, Albert Londres en particulier, détermina diverses œuvres charitables à s'intéresser à leur sort. L'action de ces œuvres s'étendit peu à peu aux condamnés en cours de peine, et s'attacha ainsi à l'ensemble des transportés. On doit cependant observer que ces œuvres privées négligent presque entièrement les relégués collectifs, car aucune d'elles ne possède un siège à Saint-Jean.

Section I. — Le Comité de Patronage des Libérés.

Le Comité de patronage des libérés constitue l'innovation la plus intéressante des décrets de 1925. Son œuvre a été jugée si utile que, par décret du 12 janvier 1935, il a été procédé à une extension de ses attributions. Aujourd'hui son action s'étend non seulement aux anciens condamnés aux travaux forcés, libérés de la peine principale, comme en 1925, mais encore aux individus relevés de la relégation, aux relégués individuels, aux déportés jugés dignes d'intérêt et aux libérés de la peine principale autorisés à résider hors du territoire de la colonie en conformité de l'article 6 de la loi de 1854. Son but consiste avant tout à leur apporter un appui matériel en même temps qu'une aide morale ; il assure, en effet, le placement des libérés dans toutes les entreprises privées ou publiques ou bien chez les particuliers ; il favorise enfin leur retour définitif dans la société.

Le rôle du Comité de patronage est devenu si important qu'on peut le considérer comme la clé de voûte du régime des condamnés lors de leur libération. C'est, en effet, à ce Comité qu'incombe la tâche de coordonner l'action des diverses institutions philanthropiques et charitables, qui ont pris à cœur d'assister les libérés et d'améliorer leur condition matérielle.

La composition du Comité de patronage a été également modifiée par le décret du 12 janvier 1935. Il n'admet dans son sein que des personnes qui, soit par leurs fonctions, soit par leurs occupations ou leur ministère, sont particulièrement qualifiées pour s'occuper des libérés. Il est obligatoirement présidé par le chef du Service Judiciaire de la colonie ; mais le Comité élit lui-même son vice-président. Ses membres sont au nombre de huit : deux membres du clergé catholique, deux officiers de l'Armée du Salut, un membre de la Chambre de commerce de Cayenne, un membre de la Chambre d'agriculture, enfin deux personnalités de Cayenne membres de sociétés philanthropiques de la colonie. Les membres du Comité sont nommés pour trois ans, mais renouvelables, et remplacés par décisions du gouverneur ; seuls les membres des Chambres d'agriculture et de commerce sont élus par celles-ci.

Le Comité se réunit, une fois au moins par trimestre, à l'hôtel du gouvernement à Cayenne. Entre temps il désigne une **commission permanente** de trois membres qui peut demander, si besoin est, une réunion extraordinaire du Comité de patronage.

Le décret du 12 janvier 1935 a créé, en outre, à Saint-Laurent du Maroni un **sous-comité permanent** qui doit rester en liaison constante avec le Comité de patronage. Ses membres ont été désignés par un arrêté local du 27 décembre 1935 ; ils sont au nombre de trois,

le juge de paix à compétence étendue de Saint-Laurent du Maroni, président, l'aumônier de la transportation, un officier de l'Armée du Salut.

La dernière innovation de ce décret de janvier 1935 est la création dans les plus importantes localités de la Guyane, de **correspondants du Comité de patronage**, qui sont nommés par le gouverneur sur présentation du Comité à charge de renseigner ce dernier. D'autre part, ce même décret a placé à côté du Comité des **conseillers techniques**, qui sont à Cayenne le chef du Service Judiciaire de la Guyane, le chef du service des travaux forcés de la colonie et le délégué de l'administration pénitentiaire pour le Comité de patronage. A Saint-Laurent du Maroni le rôle de conseiller technique auprès du sous-comité permanent est rempli par le chef du service de Santé pénitentiaire, le chef de service de l'administration pénitentiaire ou son représentant. Ces conseillers techniques n'ont d'ailleurs par voix délibérative, mais uniquement consultative.

Pour lui permettre d'exercer son action, le Comité de Patronage reçoit de l'administration pénitentiaire au commencement de chaque trimestre, en janvier et en juillet, la liste des condamnés libérables pendant le cours du semestre. Le Comité porte cette liste à la connaissance des agriculteurs et des commerçants guyanais par l'envoi de notices aux maires des communes de la colonie et par une insertion au « Journal

Officiel de la Guyane Française et du territoire de l'I-nini ». Cette insertion mentionne, outre la date de libération, l'âge du condamné, la profession qu'il exerçait avant la condamnation qui a motivé son envoi à la Guyane, ainsi que son utilisation possible (manœuvre ou ouvrier qualifié). — D'après un arrêté local du 27 octobre 1936 (Journal Officiel de la Guyane du 14 novembre) ces indications doivent être fournies par l'Administration pénitentiaire au Comité deux mois au moins avant la libération, afin que celui-ci ait le temps de faire toute la publicité désirable ; elles donnent tous les renseignements susceptibles d'éclairer le Comité sur le futur libéré, et en particulier ceux relatifs au montant de son pécule. Une mention spéciale est inscrite pour les condamnés concessionnaires et pour ceux qui continueront à être employés par l'administration sur ses chantiers ou dans ses ateliers.

C'est au caissier du Comité de patronage qu'incombe le soin de remettre le pécule à son bénéficiaire à sa libération. Ce dernier adresse une demande écrite au Président du Comité ; alors le Comité prend une décision, suivant laquelle il autorise et fixe le mode de perception du pécule. D'ailleurs cette décision pourra être éventuellement rapportée, s'il est établi que le libéré dissipe les fonds perçus. En général, le pécule est versé soit en espèces si le libéré s'installe comme agriculteur, industriel ou commerçant, soit au jour le jour sous forme de bons de nourriture et d'hébergement s'il est sans emploi.

Même si les ressources du libéré sont épuisées, le Comité lui assure, selon les règles fixées par l'arrêté local du 1^{er} juillet 1937, la nourriture et l'hébergement dans les restaurants d'assistance agréés par l'administration, c'est-à-dire dans ceux tenus par la congrégation des Soeurs Franciscaines de Jésus à Saint-Laurent et par l'Armée du Salut à Cayenne et à Saint-Laurent. — Après enquête sur la situation matérielle des libérés qui sollicitent l'aide du Comité de patronage, les libérés nécessiteux peuvent se présenter au délégué du Comité, qui leur délivre un bon d'accès à l'asile ou au restaurant.

Le Comité établit ensuite, à titre indicatif, des taux de salaires pour chaque genre de travail et règle les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Il est consulté obligatoirement par le gouverneur pour tous les projets tendant à modifier la réglementation du régime des libérés ; il peut même à cette occasion émettre des vœux pour obtenir telle ou telle modification de ce régime.

Enfin, des arrêtés du gouverneur peuvent être pris à la demande du Comité de patronage pour constituer des conseils d'arbitrage qui auront mission de régler les contestations individuelles ou collectives entre les condamnés libérés et leurs employeurs. Ces conseils sont composés d'un magistrat, président, d'un fonctionnaire nommé par le gouverneur et d'un membre du Comité désigné par celui-ci.

Le Comité de patronage doit encore faciliter le reclassement des libérés dans la société. La mesure la plus importante consiste à aider au rapatriement dans la métropole ceux qui en sont dignes. Il a été créé dans ce but, selon le décret du 12 janvier 1935, un fonds de rapatriement, et l'autorité locale a pris le 16 mai 1936 un arrêté important fixant les mesures relatives au rapatriement des condamnés ayant exécuté leur peine. Voici l'essentiel de cet arrêté :

A. — Condamnés dispensés de l'obligation de résidence.

Si le condamné manifeste l'intention de regagner son pays d'origine lors de sa libération et si son pécule permet de couvrir les frais de voyage, ledit pécule est consacré à ces dépenses. Le billet de passage et les frais accessoires (passeport) sont réglés par les soins de la caisse de la transportation qui remet ensuite le billet de passage et les autres pièces requises pour le départ de la colonie au Comité de patronage des libérés. Ces billets et pièces sont conservés par le Comité et remis par son représentant au Commissaire du bord, lorsque le libéré prend sa place sur le navire afin que celui-ci n'ait pas la tentation de dilapider les sommes remises. — Le reliquat du pécule réservé est versé à la caisse du Comité de patronage des libérés, qui en est dès lors comptable vis-à-vis du libéré : une partie de ce reliquat est remise directement au libéré comme viatique, le surplus lui est

adressé par les soins du Comité au lieu où il déclare vouloir se retirer.

Si le montant du pécule ne permet pas de couvrir intégralement les frais du voyage de rapatriement, le Comité de patronage peut, après examen du dossier de l'intéressé, et, en particulier, si cette insuffisance provient d'une libération anticipée, décider de compléter sur les ressources de sa propre caisse le pécule du libéré, afin d'en permettre le rapatriement. Le Comité peut également s'employer à assurer l'installation du libéré au moyen de son pécule, complété s'il y a lieu sur les ressources de la caisse du patronage, dans les pays voisins de la Guyane, si les autorités de ces pays n'y mettent pas obstacle.

B. — Condamnés astreints à la résidence obligatoire dans la colonie.

Si le pécule du condamné libéré de la peine principale atteint le prix du voyage de rapatriement, le Comité de patronage, après examen de la situation de ce libéré, décide s'il y a lieu de conserver son pécule à la caisse de la transportation jusqu'au moment où, dégagé de toute obligation, il pourra quitter la colonie, ou bien si ce pécule doit être consacré en totalité ou en partie à faciliter son existence durant son séjour forcé dans la colonie.

Pendant l'accomplissement de la période de résidence obligatoire, le libéré a la faculté d'accroître le

montant de son pécule réservé par des versements volontaires. Au moment où le libéré est dégagé de toute obligation de résidence, le Comité de patronage peut décider de parfaire sur les ressources de sa propre caisse le pécule dudit libéré, notamment lorsque ce dernier a participé par des versements à l'accroissement de son pécule réservé pour lui permettre d'être rapatrié ou de s'installer dans les pays voisins.

Les buts assignés à l'activité du Comité sont donc multiples ; il dispose malheureusement de ressources insignifiantes, et le décret du 12 janvier 1935 n'a pas à ce point de vue amélioré sa situation. Le bon fonctionnement de l'œuvre dépend des générosités de l'Etat, de la colonie et des philanthropes : mais ces dons sont loin de correspondre aux besoins. Un rapport présenté au Congrès de Droit Pénal colonial de 1932 (1) porte que l'encaisse totale du Comité atteignait seulement 12.500 francs, somme bien insuffisante pour permettre de s'occuper de près de 2.000 individus.

(1) Voir Revue Pénitentiaire, 1932, page 57.

Section II. — Les œuvres privées.

A. — LES ŒUVRES CATHOLIQUES.

L'activité des œuvres catholiques s'est considérablement accrue pendant ces dernières années. En 1933, un évêque a été nommé pour la Guyane Française, pour diriger leur activité. Ces œuvres se sont appliquées principalement aux libérés, mais sans négliger les forçats. — L'apostolat catholique auprès des forçats est fort ancien. Dès le premier convoi, en 1852, des Pères Jésuites et les religieuses de Saint Paul de Chartres n'avaient pas hésité à accompagner les bagnards. Malheureusement les tiraillements qui se sont produits entre les autorités ecclésiastiques et le gouvernement français devaient entraîner, en 1874, la suppression des aumôniers du bagne, et, le 12 janvier 1904, l'expulsion des Sœurs de Saint Paul de Chartres installées au bagne depuis 1852.

Malgré les vicissitudes et les entraves apportées à leur action, les prêtres catholiques continuèrent à exercer leur ministère (1) et depuis cinquante ans fonctionne à Cayenne une œuvre de secours pour les libérés, fondée par Mgr Fabre et dirigée actuelle-

(1) « On ne peut traiter de la Guyane, écrivait Dieudonné en 1930, dans « La Vie des Forçats », sans parler du Père Fabre. C'est le saint du pays. Charité, dévouement, abnégation sont ses moindres vertus. Les forçats le vénèrent. »

ment par le curé de Cayenne. Les sœurs de Saint Joseph de Cluny soignent les lépreux de l'Accarouani. En ces dernières années, grâce à la compréhension du directeur de l'administration pénitentiaire, le colonel Prével, il a été possible au curé de Saint-Lauren de reprendre l'exercice de son ministère sacerdotal sur les camps eux-mêmes.

Plus spécialement, quatre œuvres ont été fondées dès 1928 à Saint-Laurent et leur succès n'a fait que croître. L'œuvre la plus importante et la plus ancienne est la Soupe populaire gratuite, aujourd'hui donnée par les sœurs Franciscaines de Marie (1). — On doit encore mentionner l'œuvre de l'Assistance des Malades, qui apporte aux libérés son aide pécuniaire et leur distribue de menus cadeaux : chocolat, biscuits, tabac... ; le Vestiaire pour Indigents, qui les fournit d'habits et de linge corporel ; enfin l'Œuvre des Journaux qui sont, avec le tabac, parmi les objets les plus réclamés des libérés et des bagnards (2). Les journaux sont soigneusement triés par les autorités religieuses, qui visent surtout à l'édification.

Le curé de Remire, près de Cayenne, a fondé une colonie agricole, qui donne toute satisfaction. — De

(1) De novembre 1933 à novembre 1934 cette œuvre de secours a distribué aux libérés impotents ou malades 3.256 cafés et 2.357 soupes populaires. Mgr Courtay, évêque de Cayenne, « Revue des Lectures » du 15 septembre 1935, p. 1041.

(2) Ce besoin de nouvelles et de lectures est si profond chez les bagnards, que ceux qui parviennent à recevoir quelques journaux de France, en font un véritable commerce.

plus, le curé de Saint-Laurent, le R.P. Noegel, de retour en France, a cherché à intéresser le public aux prisonniers et a créé une Ligue des Prisons, devenue en 1938 la Ligue Internationale catholique pour les détenus des prisons et des bagnes ; outre son but confessionnel et de relèvement moral des prisonniers, elle s'efforce de les assister matériellement.

B. — LES ŒUVRES PROTESTANTES. L'ARMÉE DU SALUT.

C'est à la suite d'une enquête effectuée en 1928 sur l'initiative de M. Albin Peyron, commissaire général de l'Armée du Salut, que cette dernière décida et obtint du Ministre des Colonies l'autorisation de fonder une œuvre en faveur des libérés. Mais ce ne fut qu'en 1933 que le premier groupe d'officiers de l'Armée du Salut, sous la direction de M. Charles Péan, put s'embarquer pour la Guyane.

Les buts poursuivis sont : 1^o le relèvement moral des forçats en cours de peine et des libérés ; 2^o la préparation des libérés à leur vie coloniale, et éventuellement leur rapatriement et leur reclassement en France. — L'Armée du Salut s'est fortement inspirée des réalisations catholiques, visites des camps et distributions de journaux. Deux foyers ont été organisés : à Cayenne, la « Maison de France » ; à Saint-Laurent, le « Foyer ». Ces deux institutions pouvant accueillir de cent cinquante à deux cents libérés par jour, se composen

d'un restaurant et d'un asile de nuit, un vestiaire distribue manteaux et vêtements. Selon le principe qui régit toute l'activité de l'Armée du Salut, aucune prestation n'est gratuite ; le libéré paye son repas et son lit, d'une somme insignifiante sans doute, mais qui l'oblige à travailler en vue de subvenir à ses besoins.

Pour éviter que les libérés invoquent frauduleusement leur impécuniosité, les commerçants ou le Comité de Patronage des libérés leur remettent non pas de l'argent, mais des bons. Ces bons peuvent être échangés pour la valeur qu'ils représentent en repas au restaurant ou à l'asile de nuit ; par ce moyen les libérés ne sont pas entraînés à aller dépenser chez le marchand de tafia l'argent qu'ils auraient pu se procurer par la mendicité.

Dans le but de les préparer à la vie coloniale, l'Armée du Salut, après beaucoup de recherches et d'efforts, a fini par louer, à une douzaine de kilomètres de Cayenne, une presqu'île d'une trentaine d'hectares, Montjoly. Fait curieux, elle avait été utilisée de 1856 à 1865 par l'administration pénitentiaire pour y placer les libérés, dont elle ne savait que faire ; puis elle avait servi de résidence au gouverneur de la colonie, qui n'avait pas tardé à l'abandonner à cause de son éloignement de Cayenne. Mais, depuis lors, la brousse avait de nouveau envahi le terrain ; après un long travail de débroussaillage, les officiers de l'Armée

du Salut réussirent à y créer un petit domaine agricole, qui ne tarda pas à devenir prospère en dépit de la lutte incessante contre la forêt vierge envahissante, contre les animaux destructeurs (vampires, fourmis-maniocs), qui ravagent les récoltes, contre les miasmes se dégageant du sol en putréfaction, mais surtout contre la main-d'œuvre elle-même, plus sûrement attirée par la boisson et par les vices qu'elle a contractés, que par le travail lui-même. Aujourd'hui, la « Ferme de Montjoly » possède des cultures vivrières, qui subviennent aux besoins locaux et à l'entretien du petit bétail (porcs et basse-cour), aux besoins de la « Maison de France » de Cayenne (Saint-Laurent a pour « le Foyer » son potager spécial), et surtout une bananerie prospère qui fait de l'Armée du Salut un des plus importants producteurs de bananes de toute la Guyane.

— Au cours de l'année 1937, l'activité des institutions sociales de cette œuvre philanthropique a procuré aux libérés près de dix mille journées de travail.

Afin d'assurer au bagnard le soutien moral de sa famille et le désir de se bien conduire pour rentrer en France, un Bureau de Recherches a été constitué par l'Armée du Salut, qui a pour but de renouer, à la demande du condamné ou même de sa famille, les relations abandonnées, et, comme le font les œuvres catholiques, de procurer des correspondants aux hommes isolés et sans famille ou abandonnés par cette dernière.

Le Service de Rapatriement va ensuite permettre aux libérés d'économiser le prix de leur voyage de retour en leur conservant ou en capitalisant le salaire des journées de travail fait par les libérés pour le compte de l'Armée du Salut, et, si ces hommes sont dignes d'intérêt, cette œuvre elle-même complète leur pécule. Alors l'Armée du Salut paie le prix du billet de transport et le fait tenir au commissaire du bord ; le libéré n'a donc à aucun moment la jouissance de la somme d'argent qui représente le coût de son retour en France ; il échappe par ce moyen aux tentations de gaspillage et aux convoitises de ses camarades.

Un Service d'Accueil s'occupe des libérés dès leur arrivée en France, de façon à leur éviter la recherche immédiate du travail et à leur faciliter la reprise sans à-coups de la vie européenne. Un officier de l'Armée du Salut les attend donc au débarcadère et en fait une répartition immédiate soit en les dirigeant vers une des œuvres Salutistes où ils séjourneront jusqu'au moment où, pourvus d'un métier et d'un excellent certificat de travail, ils pourront aisément employer ailleurs leur activité, soit en les remettant aux bons soins de leurs familles respectives, si celles-ci les réclament et présentent des garanties suffisantes.

Depuis un décret du 16 octobre 1937, dû à l'initiative de M. Marius Moutet, ministre des Colonies, le Comité de patronage des libérés a été chargé de l'instruction

des dossiers des individus susceptibles d'être rapatriés. Cette mesure d'humanité constitue un encouragement efficace et une prime à la bonne conduite. Une fois les dossiers instruits, le Comité de patronage des libérés remet à l'Armée du Salut la liste des candidats au rapatriement. Par application de ce décret l'Armée du Salut a reçu à deux reprises, en décembre 1937, et en janvier 1938, deux contingents de libérés ; le premier en comptait quarante-neuf et le second soixante-sept, nord-africains pour la plupart. Elle a, selon son habitude, remis ces libérés soit à leur famille, soit à leurs douars pour les nord-africains ; quant aux autres, elle les a hébergés dans ses institutions parisiennes jusqu'au jour où il a été statué sur leur sort. En mars 1938 l'Armée du Salut avait déjà ramené de la Guyane quatre cent dix libérés. — Ce grand nombre de rapatriés présente-t-il toutes les garanties désirables ? Cette question est angoissante. Il est encore trop tôt pour pouvoir juger de l'œuvre réalisée. Bien que, officiellement, l'Armée du Salut se déclare satisfaite des résultats obtenus, certains de ses membres même estiment que les contingents expédiés ont été réunis avec trop de hâte.

Les libérés parviennent à grand peine à se créer une situation ; on connaît l'impossibilité du reclassement de nos interdits de séjour. Tôt ou tard leur passé étant révélé, ils sont renvoyés de la place si péniblement obtenue. D'autre part, la crise intense de chômage qui sévit à l'heure actuelle, est loin de favo-

riser leur reclassement. Enfin leurs conditions de vie ne sont plus les mêmes : ils avaient déjà subi une difficulté d'adaptation pour passer de l'existence ordinaire à l'existence coloniale ; ils éprouvent aujourd'hui une difficulté d'adaptation égale pour repasser de la vie guyanaise à la vie métropolitaine. C'étaient déjà des déchets sociaux à leur départ pour cette colonie lointaine, où leur séjour n'a pas contribué le plus souvent à les rendre meilleurs ; quand ils en reviennent, ils sont, en outre débilités par l'âge. Ceux qui ont la chance de retrouver au pays famille et amis, d'autrefois n'en obtiennent pas toujours l'appui escompté ; trop souvent, en effet, le retour de l'exilé entraînera la mise à l'écart de toute sa famille, et cette manifestation hostile de l'opinion publique anéantit en un instant tous les espoirs de réintégration dans l'estime du voisinage. Seuls, d'après M. Péan (1), les nord-africains parviennent à se réassimiler avec rapidité. Les indigènes ont un sens assez particulier de la justice qui, loin de leur donner le sentiment de leur culpabilité, les porte plus volontiers à accuser la fatalité ; souvent d'ailleurs le mobile de leur crime a été la vengeance, qu'ils sont plutôt portés à considérer comme un acte de justice ; ce sentiment est partagé par toute leur parenté, voire même par la famille de leur victime. Telle est l'explication toute naturelle du fait qu'à leur retour beaucoup de ces libérés sont accueillis avec un grand concours de sympathie. M. Péan ne raconte-t-il pas, en

(1) Voir « En Avant », 5-12 février et 23 et 30 avril 1938.

effet, au sujet des rapatriés qu'il ramenait à Oran en 1936, qu'une véritable délégation était venue les attendre au bateau pour les escorter triomphalement jusqu'à leur village, situé à plus de cinquante kilomètres à l'intérieur !

DEUXIÈME PARTIE

Etude critique du Projet de Loi

CHAPITRE I

CIRCONSTANCES QUI ONT AMENÉ LE GOUVERNEMENT A DÉPOSER UN PROJET DE LOI TENDANT A LA SUPPRESSION DE LA TRANSPORTATION.

Comme il a été déjà exposé (1), le Gouvernement a suspendu par mesure administrative la transportation en Guyane des relégués et des condamnés aux travaux forcés. Une note officielle distribuée à la presse (1) annonçait la suppression des envois en même temps que le dépôt prochain d'un projet de loi visant à la suppression définitive du bagne colonial. La raison invoquée pour cette cessation des envois était l'état de délabrement et d'épuisement du « La Martinière », navire utilisé d'ordinaire pour le transport des forçats.

Le gouvernement faisait semblant pour la violer de s'appuyer sur l'article 1^{er} § 1 de la loi du 30 mai 1854, qui spécifie qu'en cas d'empêchement à la transportation des condamnés et jusqu'à cessation de cet empêchement, la peine sera provisoirement subie en France.

(1) Voir introduction.

(2) Voir Cuche. Les bagnes d'outre-mer. Revue de Législation et de Jurisprudence, p. 201.

Mais le mot « empêchement » évoque une contrainte matérielle et condamne l'interprétation extensive de ce texte.

De plus, ce prétexte est totalement inexact. Sans doute ce navire est assez vieux ; il a longtemps navigué sous le pavillon allemand avant de nous être cédé, après la guerre, en conformité des dispositions du traité de paix. Il est cependant loin d'avoir été déclaré innavigable par les autorités maritimes, puisque le journal « Le Temps » (2) signalait naguère incidemment à propos des grèves d'inscrits maritimes du Havre de mai 1938 que, sans être affecté par ces incidents, le « La Martinière » avait repris la mer avec sa cargaison de marchandises à destination de Nantes, Bordeaux et La Guyane.

Les véritables raisons de la cessation des départs des relégués et des condamnés aux travaux forcés peuvent être rangées sous deux chefs : 1^o reprise de la campagne de presse contre le bagne par la publication par M. Charles Péan, de l'Armée du Salut, d'un nouveau livre sur le bagne (fin 1935), « le Salut des Parias », et d'une série d'articles par le quotidien « Vendémiaire », sous le titre « Coulisses du bagne », en octobre 1936 ; — 2^o arrivée au pouvoir au mois de mai 1936 d'un ministère de gauche à direction socialiste.

(1) « Le Temps » du 8 mai 1938.

Les répercussions de la politique sur nos institutions pénales sont assez curieuses à constater. Combien est vrai à propos de la législation pénale le mot de Planiol que « les tendances de la législation se ressentent naturellement et d'une manière directe des changements qui s'accomplissent dans l'organisation de l'Etat et dans son orientation politique. » (1)

Il est intéressant de noter qu'en 1885 les partis de gauche voulurent l'extension de la transportation, alors que ce sont encore aujourd'hui ces partis de gauche qui en réclament la suppression. (2) et ils ont par deux fois déjà failli remporter la victoire.

La première partie s'est jouée immédiatement après la guerre, alors que le transport « Loire » avait été torpillé par l'ennemi. En effet, la question fut débattue en juin 1920 à la Chambre des Députés à propos du vote du budget des services pénitentiaires, et Léon Daudet interpella le gouvernement au sujet de la non déportation des défaitistes de 1918 : directeurs et collaborateurs du « Bonnet Rouge » Elle fut résolue par la reprise des transports ; en effet, dès qu'un bâtiment fut trouvé et aménagé, on recommença avec régularité les envois en Guyane.

L'alerte fut plus chaude quelques années plus tard. Le 17 janvier 1924 fut instituée auprès du ministre

(1) Voir chapitre II à propos de la rélegation.

(2) Planiol. Traité de Droit Civil, tome I, p. 38.

des Colonies une Commission pour l'étude des améliorations au régime de la transportation. Mais, après les élections législatives de 1924 qui donnèrent le pouvoir aux partis de gauche, le ministère Edouard Herriot brusqua les choses : dans deux notes, assez contradictoires d'ailleurs, il se prononçait pour la suppression de la transportation. La première annonçait, en même temps que la suppression des envois, le rapatriement des transportés. La seconde, d'allure officielle, mais émanant du ministère des Colonies, déclarait que les forçats actuellement en Guyane ne seraient pas rapatriés, mais que tout transport serait supprimé à partir du 1^{er} janvier 1925. De vives protestations s'élevèrent aussitôt dans la presse, dans le monde politique et parmi les juristes. Le ministère procéda alors en demandant au Parlement un crédit nouveau de six cent mille francs pour l'entretien en France du contingent annuel des individus transportables en Guyane. Le 8 octobre 1924 la Commission des finances, sur la proposition même de son rapporteur, rejetait le crédit. A la Chambre, la garde des Sceaux déclara que le gouvernement reconnaissait la valeur de l'objection de la Commission des finances, à savoir que la transportation ne pouvait être supprimée administrativement, mais que le gouvernement ne tarderait pas à déposer un projet de loi à ce sujet. M. Louis Marin, un des chefs de l'opposition, fit alors le procès de la

transportation (1) et conclut au maintien en France des condamnés.

Le ministre de la Justice demanda de lui accorder les crédits votés par la Chambre, ce qui fut fait. Aucune voix ne s'était élevée au Parlement pour défendre la transportation ; l'unanimité, et, pour mieux dire, une sorte « d'union sacrée » (2) s'était faite contre la transportation par suite de l'intervention d'un des chefs de l'opposition parlementaire. La chute du gouvernement Herriot amena l'abandon du projet de suppression de la transportation, et le gouvernement se contenta par les décrets du 18 septembre 1925 d'apporter les améliorations sensibles déjà exposées dans notre première partie.

Le problème se pose aujourd'hui dans des termes peut-être un peu différents. L'accord semble presque complet à la Chambre entre les différents partis sur le principe même de la suppression de la transportation ; d'ailleurs l'« union sacrée » de 1924 ne constitue-t-elle pas un heureux présage pour la décision future ? Il est aussi intervenu un facteur nouveau qui

(1) En voici le préambule (J. Off., Ch. des Députés, 12 novembre 1924, p. 3415) :

« Il n'y a pas, dans le monde entier, un professeur de droit, un « criminaliste, un moraliste, qui, de la relégation et de la transportation, ne vous dise que ces peines sont périmées et qu'il est vraiment étonnant que la France, seule parmi les grandes nations, en « maintienne encore le principe... »

(2) Voir Pierre Garraud : La transportation des criminels dans les colonies, p. 9.

impose l'attention à tous les esprits, le facteur international. On a déjà pu se rendre compte combien est pressante la lettre confidentielle de M. Pierre Laval, ministre des Affaires étrangères, en date du 21 novembre 1935 à M. Louis Rollin, ministre des Colonies. « Le bagne, écrivait-il, provoque une véritable recrudescence d'hostilité dans tous les pays américains. Dans les deux Amériques un état d'esprit unanime et violent s'affirme contre nos établissements de la Guyane. »

Quelques jours après, lorsque le ministre des Colonies convoqua auprès de lui une Commission de réforme pénitentiaire, sa pensée sembla assez nettement orientée vers la suppression du bagne, sans toutefois que le mot ait été prononcé (1).

Il y a lieu de regretter que le ministère arrivé au pouvoir en juin 1936 ait repris la pratique condamnable qui consiste à supprimer administrativement la transportation. Avant de démolir, il faut construire, déclare à ce propos le M. doyen Cuche de la faculté de Grenoble ; cette parole est ici l'expression de la vérité même.

Sans doute, dès le mois d'octobre 1936, une Commission Internationale a-t-elle été réunie auprès du ministre de la Justice. On comptait notamment parmi ses membres le Premier Président de la Cour de Cassation

(1) Arrêté du 17 décembre 1934.

Matter, M. Mossé représentant l'administration pénitentiaire, de hauts fonctionnaires du ministère des Colonies et même des hommes politiques comme M. Monnerville, député de la Guyane. Mais on ne saurait trop insister sur ce fait que l'illégalité flagrante consistant à supprimer la transportation par simple mesure administrative est génératrice de désordres regrettables. Des troubles se sont déjà produits dans nos prisons métropolitaines, tout récemment encore à Caen (1). On ne doit pas oublier que légalement la relégation consiste dans l'internement perpétuel dans une colonie (art. 1^{er} de la loi de 1885), qui doit avoir lieu à l'expiration de la peine principale encourue par le condamné (art. 12 § 1). Quant aux forçats condamnés à temps, leur situation deviendra illégale, dès que certains auront terminé leur peine, parce qu'ils seront en état de détention arbitraire si on les maintient en prison en France pour le doublage.

(1) Voir « Journal des Débats » du 2 juin 1938, et « infra ».

CHAPITRE II

LES SOURCES DU PROJET DE LOI

On est assez renseigné sur les travaux de la Commission Interministérielle. le rapporteur s'étant montré très explicite sur les sources du projet. Diverses théories ont attiré l'attention des rédacteurs du projet de loi du 30 décembre 1936. Tout d'abord les membres du Comité interministériel pour la suppression du bagne se sont inspirés du droit comparé, c'est-à-dire des deux conceptions qui dominent la science pénitentiaire actuelle : 1^o l'intimidation du coupable ; 2^o sa rééducation. Cette dernière conception l'a emporté.

Le projet laisse de côté les doctrines fondamentales du régime pénal national-socialiste exposés par le Dr Gürtner, ministre de la Justice du Reich, au Congrès international de droit pénal et de science pénitentiaire de Berlin en 1935, d'après lesquelles « l'exécution des peines doit constituer un traitement sévère du prisonnier, afin qu'il éprouve la peine comme un mal et que celle-ci crée une inhibition qui empêchera plus tard le coupable, lorsqu'il aura recouvré la liberté, de réci-

diver. » (1) Il a adopté la méthode belge basée sur la rééducation morale et la réadaptation sociale des délinquants.

La seconde source d'inspiration des auteurs du projet se trouve dans les nombreuses études déjà développées devant la Société générale des prisons, notamment par M. Hugueney en 1924 et dans les multiples projets et propositions de lois qui, depuis dix ans, n'ont cessé d'être déposés sur le bureau du Parlement.

(1) Revue de droit pénal et de criminologie, avril 1937.

Section I. — Le système pénitentiaire belge.

Dans son rapport (1), rédigé au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, distribué aux députés le 20 juin 1937, M. Monnerville a consacré une part très importante à l'étude du système pénitentiaire belge, dévoilant ainsi la pensée maîtresse du législateur français : modeler sur celui de nos voisins notre système pénitentiaire, archaïque sur bien des points. Les Belges s'étant placés depuis longtemps déjà à l'avant-garde de la science pénitentiaire, il était naturel que les membres de la Commission Intermministérielle aillent puiser chez eux d'utiles enseignements.

Dans la réforme qu'ils viennent de réaliser, en particulier par la loi du 9 avril 1930 sur la défense sociale, ils ont eu avant tout le souci de l'adaptation du traitement pénal à la personne du condamné. A l'étude même de l'infraction pénale considérée dans sa gravité intrinsèque, ils ajoutent l'étude directe du coupable considéré dans ses instincts, dans ses facultés morales. La peine n'est plus seulement un châtiment ; mais elle devient une mesure de réadaptation et de rééducation analogue aux dispositions prises en faveur

(1) Voir Rapport n° 2669. Doc. Parlem., Ch. des Députés, p. 18 à 23, « J. Off. », 1936.

des aliénés. La répression revêt donc un caractère à la fois rééducatif et thérapeutique.

En prison le condamné devient l'objet d'une surveillance constante, tant du point de vue médical et psychiatrique que du point de vue moral. Un trait caractéristique de l'organisation belge réside dans ce fait qu'à chaque catégorie de détenus correspondent des établissements spéciaux.

Les réformes belges sont fort récentes. C'est en 1920, pour donner satisfaction à une campagne de presse menée contre l'isolement cellulaire tant prôné jusqu'alors, mais dont beaucoup d'honnêtes citoyens belges avaient souffert pendant la Grande Guerre, lorsqu'ils avaient été incarcérés par les autorités allemandes, que le ministre Vandervelde résolut : 1^o d'atténuer la rigueur du régime cellulaire par la rééducation des prisonniers et en leur fournissant du travail ; 2^o d'organiser les institutions pénitentiaires d'après l'âge, l'état physique et mental, les antécédents des détenus de manière à soumettre chaque catégorie au traitement approprié.

Une des réformes les plus importantes qui a tout spécialement retenu l'attention de la Commission Interministérielle de 1936, a été la création d'un **Service d'anthropologie pénitentiaire**, dont un médecin a la direction. C'est à ce service qu'il appartient d'adapter le traitement de chaque détenu à sa personnalité

physique, intellectuelle et morale (arrêté royal du 30 mai 1920). Le Service d'anthropologie fonctionne à l'aide des laboratoires établis dans les centres pénitentiaires importants. Il y en a neuf pour tout le royaume : Forest, Saint-Gilles, Louvain, Anvers, Gand, Bruxelles, Liège, Mons et Namur ; un médecin psychiatre est attaché à chacun de ces établissements. Tous les condamnés récidivistes, ainsi que les condamnés primaires à une peine supérieure à trois mois de prison sont examinés dans un de ces laboratoires ; le médecin anthropologiste établit pour chacun d'eux un dossier criminel contenant des renseignements complets sur son état de santé, ses dispositions morales, ainsi que des constatations anatomiques et physiques. Ce médecin résume ensuite ses conclusions dans un rapport, qu'il adresse au personnel supérieur de la prison en indiquant les directives à suivre dans le traitement du détenu.

Dans huit prisons (Forest, Anvers, Gand, Louvain, Mons, Liège, Namur et Charleroi), à côté du laboratoire existe une **annexe psychiatrique** ; c'est une infirmerie où sont reçus à fins d'observation les condamnés et même les inculpés soupçonnés d'être en état de démence ou dans un état grave de débilité mentale les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Les condamnés hommes (1) qui ont à subir de longues peines, sont alors dirigés sur une des trois maisons

(1) Quant aux femmes condamnées, elles sont détenues dans les prisons secondaires établies au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire.

centrales de Louvain, Merxplas et Hoogstraeten. Louvain reçoit les condamnés à une peine criminelle (travaux forcés, réclusion), ainsi que les condamnés à une peine correctionnelle dépassant cinq années d'emprisonnement; ils y subissent leur peine en cellule. — Les condamnés qui ne peuvent supporter le régime cellulaire en raison de leur état physique ou mental, sont transférés au sanatorium de Merxplas s'il s'agit de tuberculeux, ou bien à la prison d'Audenarde si l'on est en présence de débiles mentaux.

Enfin, depuis 1932, l'établissement d'Hoogstraeten, de création récente, a tout particulièrement intéressé les rédacteurs du projet de loi de 1936. Cet établissement est devenu une prison-école agricole et industrielle réservée aux condamnés âgés de seize à vingt-et-un ans, et exceptionnellement à ceux de vingt-et-un à trente ans qui ont à subir une peine supérieure à trois mois. Mais l'innovation la plus intéressante est que cet établissement est organisé à régime progressif, les détenus s'y trouvant répartis en quatre pavillons où ils sont traités suivant leur degré de rééducation morale et sociale. Le premier de ces pavillons est consacré à l'observation, le second et le troisième au traitement, le quatrième est un pavillon de semi-liberté.

Les détenus y sont classés d'après le nombre de points obtenus dans les diverses branches de leur activité. Dans chaque pavillon, des groupes de détenus

sont placés sous l'autorité d'un membre du personnel. Un groupe d'élite a été également constitué ; ceux qui en font partie, bénéficient d'une certaine liberté et se réunissent régulièrement sous le seul contrôle du directeur du pavillon. Ce groupe d'élite est destiné à provoquer l'émulation parmi les détenus en vue de leur amendement et de leur réadaptation. — Les détenus du pavillon de semi-liberté peuvent quitter l'établissement pour aller travailler soit dans les champs environnants, soit dans une entreprise privée ; ils ont le droit de toucher le montant de leur salaire, moins une certaine somme qui est retenue pour leur entretien au profit de l'administration pénitentiaire. A titre exceptionnel le détenu du pavillon de semi-liberté peut être autorisé à passer un dimanche dans sa famille.

D'autres mesures y facilitent l'amendement des condamnés. Un arrêté royal du 3 mai 1920 a accordé à des personnes étrangères à l'administration le droit de faire des conférences aux détenus réunis. — D'autre part, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les condamnés à plus de six mois de détention, pourvu qu'ils soient âgés de moins de quarante ans. Tous les mois l'instituteur leur fait entendre une conférence morale ou récréative. Deux publications à tendance moralisatrice sont rédigées par les détenus et pour eux-mêmes, « l'Effort vers le Bien » à Louvain, et « la Lumière » à Forest.

C'est surtout le reclassement des condamnés qui fait l'objet des préoccupations de l'administration pénitentiaire belge. Aussi la Commission Interministérielle s'est-elle attachée à leurs réalisations à ce sujet, notamment à l'organisation des Comités de Patronage et des Offices de réadaptation sociale.

1^o Des **Comités de Patronage** (1) des condamnés libérés ont été créés en Belgique ; mais, à la différence des nôtres, ils ne s'occupent pas des mineurs délinquants. Ils sont établis au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires. Ils ont un caractère privé. Les membres de chacun de ces Comités sont choisis parmi les personnes charitables, hommes et femmes, de l'arrondissement. Ils s'occupent des libérés conditionnels, des délinquants anormaux qui sont officiellement confiés à leur tutelle, etc... Ils interviennent chaque fois que l'intéressé, sa famille ou son conseil font appel à leur concours. Leur activité revêt des formes très diverses : secours aux familles des détenus, recherche de travail pour les condamnés, distribution de vêtements et de secours de toute espèce, octroi de prêts remboursables.

2^o **Offices de réadaptation sociale.** — A côté de ces Comités il y a à Bruxelles, à Anvers, à Liège et à Gand un bureau permanent appelé Office de réadaptation sociale. Chacun de ces offices, dépourvu

(1) Voir l'article sur les Comités de Patronage en Belgique, de M. le Conseiller Schuind, publié dans la Revue Pénale et de Criminologie, janvier 1937.

de tout caractère officiel, dispose d'un personnel salarié, choisi de préférence parmi les titulaires du diplôme d'auxiliaire social. A Bruxelles, à Anvers et à Liège, ils possèdent même un asile de nuit et une maison d'accueil pour le logement des libérés sans abri.

Section II. — Projets de réforme du bagne.

Ces projets fort nombreux (1), certains même de date assez ancienne, démontrent combien la réforme du bagne a préoccupé les esprits. Ils constituent la seconde source à laquelle ont puisé les rédacteurs du projet de loi de 1936.

On doit indiquer tout d'abord la proposition de M. Chautemps du 6 juin 1908 sur la suppression définitive tant de la transportation que de la relégation, cette dernière étant remplacée par une condamnation de deux à dix années de travaux forcés. Un régime d'isolement cellulaire complet de jour et de nuit devait être appliqué pendant les cinq premières années aux condamnés aux travaux forcés à perpétuité, les trois premières années aux condamnés à plus de dix ans la première année seulement aux condamnés à moins de dix ans. Cette proposition prévoyait également la possibilité pour les colonies de se faire envoyer des sections mobiles de condamnés qui auraient l'avantage de bénéficier de plein droit d'une réduction de peine

(1) Pour les projets ou propositions de loi Chautemps, Hugueney et Sibille, voir Bouchard, thèse Dijon 1932. Commentaire p. 117 à 152. Texte p. 154 à 200.

calculée d'après le nombre des journées de travail effectuées sur les chantiers coloniaux. A leur sortie des maisons de force, les libérés étaient encore soumis, pendant une période variable, à l'interdiction de séjour.

Cette proposition Chautemps fut rejetée, après de longs débats, comme trop absolue, et surtout à cause du fait qu'elle prévoyait le rapatriement de tous les condamnés alors en cours de peine.

Après être restée en sommeil pendant un certain nombre d'années, la question reprit tout à coup de l'acuité à la suite de l'enquête sensationnelle d'Albert Londres. La commission nommée par le ministre de la Justice de l'époque, M. René Renoult, étudia la réforme de la transportation. Le rapporteur de cette commission fut le professeur Hugueney, de la Faculté de Droit de Paris. Son projet était beaucoup moins catégorique que le précédent : la transportation ne se trouvait encore pas supprimée, mais « aménagée » ; il était prévu pour les condamnés les plus dignes d'intérêt, qu'il pourrait être accordé des dispenses de transportation.

On a vu que pour des raisons politiques, la chute du ministère Herriot, ce projet n'eut pas plus de succès que le précédent, et le gouvernement se contenta d'apporter des réformes au régime de la transportation au moyen des décrets du 18 septembre 1925. — L'intérêt que présente le rapport Hugueney consiste

à avoir réalisé l'accord de tous sur la réforme à réaliser. Tous les projets subséquents l'ont repris dans son principe, notamment la proposition de M. Sibille du 9 juillet 1929 laquelle, après rectification par son auteur, fut adoptée le 19 juin 1931 par la Chambre des Députés. Transmise par le président de la Chambre à celui du Sénat le 18 décembre 1931, cette proposition n'y a pas encore été l'objet de discussion malgré des réclamations multiples (1). C'est là un exemple de la lenteur avec laquelle certaines réformes sont adoptées en France.

Les idées exprimées dans le rapport Hugue-
ney ont encore trouvé leur écho dans le projet de réforme du Code pénal de 1934, qui peut être considéré comme l'aboutissement de tous les autres. Ce dernier projet de réforme est l'œuvre d'une Commission extra-parlementaire, dont les travaux se sont poursuivis de 1930 à 1932 sous la présidence de M. Paul Matter, alors procureur général à la Cour de Cassation. Le résultat de ces études a constitué un avant-projet, qui a été soumis aux Cours d'appel et aux Facultés de droit ; on a ainsi abouti à la rédaction du projet définitif, qui attend la discussion des Chambres.

Pour les travaux forcés il n'existe pas de différence entre le texte de l'avant-projet et celui du projet

(1) Le 25 janvier 1934 notamment une proposition de résolution était déposée par MM. Henri Meck et Robert Schumann, afin d'inviter le gouvernement « soit à faire hâter par le Sénat l'examen de la proposition de loi de M. Maurice Sibille..., soit à déposer à bref délai un projet de loi en vue de la suppression du doublage et de la résidence perpétuelle prévue par l'article 6 de la loi du 30 mai 1854. »

définitif. A l'avenir la peine des travaux forcés sera subie dans une maison de force sur le territoire de la France ou de ses possessions, selon qu'il en aura été décidé dans l'arrêt de condamnation.

Les objections suivantes peuvent être soulevées contre cette faculté d'accorder des dispenses de transportation : 1^o Pour les condamnés aux travaux forcés on va trouver réunis les désavantages du système ancien et ceux du nouveau, surtout au point de vue financier (entretien de pénitenciers tant dans la colonie que dans la métropole, d'où la nécessité du recrutement d'un personnel plus nombreux, d'un navire transporteur,...); 2^o La colonie ne retirera aucun bénéfice du vote d'un pareil texte ; la métropole aura la charge d'avoir à résoudre le problème de la libération, sans pour cela que la colonie en soit débarrassée ; 3^o Ce sont enfin les condamnés les plus dangereux, qui seront envoyés dans la colonie. Or, cette transportation des individus les plus redoutables apparaîtra à leurs yeux comme une faveur, ainsi qu'il a été déjà démontré en signalant combien est faible le degré d'intimidation exercé sur ces malfaiteurs par la perspective de ce départ. Ne va-t-on pas créer une prime à la gravité de l'infraction à la loi pénale ?

La mesure inverse avait été prise plus sagement en Angleterre par un bill de 1847 : c'était le système dit de l'épreuve « Probation-System », qui combinait la transportation avec l'emprisonnement cellulaire et les

travaux forcés en commun. Les forçats étaient d'abord soumis à l'isolement le plus complet en cellules, puis employés à des travaux publics en Angleterre ; enfin les meilleurs seulement étaient transportés en Australie avec des « tickets of leave », c'est-à-dire en état de libération provisoire.

Le projet de réforme de Code pénal de 1934 apporte encore diverses innovations. Tout d'abord il modifie le minimum général de la peine des travaux forcés qui est élevé de cinq à dix ans, le maximum général restant sans changement. Ensuite il réédite une disposition commune à tous les projets tendant à la suppression totale ou partielle de la transportation, la fixation d'une période d'isolement cellulaire de jour et de nuit ; elle sera fixée par l'arrêt de condamnation et ne pourra excéder trois années au cas de travaux forcés à perpétuité, deux ans s'il s'agit de travaux forcés à temps. De même que la suppression de la libération conditionnelle pour les condamnés aux travaux forcés, ces diverses mesures plus ou moins heureuses se justifient par la nécessité pour le législateur de différencier travaux forcés et réclusion, pour conserver toute sa valeur à l'échelle des peines.

Les points essentiels du projet de 1934 sont relatifs à la suppression du doublage et de l'obligation de résidence ; quant au régime d'exécution des travaux forcés à la Guyane, pas de changement en ce sens qu'aucun rapatriement n'est prévu.

Il y a une différence capitale entre le texte de l'avant-projet et celui du projet définitif au sujet du régime d'exécution de la peine de la relégation. L'article 69 de l'avant-projet, énumérant les mesures de sûreté privatives de liberté, proposait : 1^o pour les anormaux irresponsables, l'internement dans une maison de santé ; 2^o pour les mendiants et vagabonds, l'internement dans un dépôt de mendicité ; 3^o pour les récidivistes incorrigibles et les délinquants d'habitude, l'internement dans un établissement de travail de la France ou de ses possessions.

Les articles suivants posent les règles directrices auxquelles les récidivistes devront obéir :

Article 74 — « Seront internés dans un établissement de travail agricole ou industriel, pour y être soumis, sous un régime approprié, à une réadaptation sociale, les récidivistes qui auront dans quelque ordre que ce soit et dans un intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, encouru les condamnations énoncées à l'un des paragraphes suivants. »

Article 76. — « Le jugement ou l'arrêt décidera si l'internement sera subi dans un établissement de travail sur le territoire de France ou sur celui des possessions d'outre-mer. Il en fixera la durée qui ne pourra être moindre de cinq ans ni être supérieure à quinze ans. »

La relégation, jusqu'ici perpétuelle, deviendrait temporaire. Elle varierait au gré du juge de cinq à quinze ans, et pourrait être subie facultativement soit en France, soit dans une de nos possessions coloniales. L'internement dans un établissement colonial ne pourrait d'ailleurs être prononcé ni contre les femmes ni contre les individus âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt-et-un ans à l'expiration de leur peine.

Mais, après les observations présentées par les Facultés de Droit et surtout par les Cours d'appel, la Commission de Réforme du Code pénal fut amenée à réviser le texte du projet. L'article 69 ne parle plus d'internement dans un établissement de travail de France ou de ses possessions ; mais il porte en toutes lettres pour les récidivistes incorrigibles la peine de la relégation. Et l'article 74 précise : « La relégation consiste dans l'internement dans un établissement de travail, sous un régime approprié de réadaptation sociale, des récidivistes rentrant dans les condamnations énumérées aux deux articles qui suivent. **Elle est subie hors du territoire de la métropole.** Toutefois le juge peut, à titre exceptionnel et après délibération spéciale, ordonner que cette mesure sera exécutée dans un établissement industriel ou agricole, situé en France ou en Algérie. »

Le transfert des relégués dans une colonie lointaine constitue le principe. Cette règle générale est même

étendue par le projet de réforme du Code pénal aux femmes et aux mineurs de vingt-et-un ans qui pourront, sur leur demande expresse, être envoyés dans un établissement situé hors du territoire métropolitain.

Les peines de la relégation et des travaux forcés présentent ainsi une grande analogie ; mais leur fonctionnement est, pour ainsi dire, en sens inverse ; pour les travaux forcés, en effet, le principe c'est leur exécution en territoire métropolitain ; pour la relégation, le principe reste l'exécution coloniale.

Malheureusement le projet est muet sur l'organisation des établissements pénitentiaires. Il semble pourtant que, fait nouveau dans notre pays, les condamnés pourront travailler « all'aperto », puisque le projet parle d'établissements pénitentiaires agricoles. Ce mode de travail serait désirable au double point de vue physiologique et moral. Il donne d'ailleurs les meilleurs résultats en Grèce (1) et en Italie (2), où les condamnés sont affectés au défrichement des terrains incultes et infectés de paludisme.

(1) Revue de Science Pénitentiaire et Bulletin de la Société Générale des Prisons, 1926.

(2) Revue de Droit Pénal et de Criminologie, 1936, page 1258.

CHAPITRE III

LE PROJET DE LOI DU 30 DÉCEMBRE 1936

La Commission Interministérielle a élaboré très rapidement un projet de suppression de la transportation. Le petit nombre de ses réunions, six ou sept, s'explique par cette circonstance toute fortuite que son travail avait été pour ainsi dire préparé par les nombreuses discussions qui avaient eu lieu au sein de la Société Générale des Prisons, en 1924 notamment, auxquelles avaient participé beaucoup de ses membres. C'est vraisemblablement à ce chiffre restreint de réunions de la Commission, que doit être imputée la forme hâtive du projet de loi. On va voir, en effet, qu'il n'est exempt de critiques ni dans le fond ni même dans sa forme.

Trois raisons principales ont décidé la Commission à se prononcer pour la suppression de la transportation :

1^o L'immoralité, plaie du bagne, qui a douloureusement ému le puritanisme de certains de ses membres.

2^o L'entrave apportée par la présence du bagne au développement d'une colonie riche en ressources.

3^o Le facteur international.

Déposé sur le bureau de la Chambre par MM. Marc Rucart, ministre de la Justice, et Marius Moutet, ministre des Colonies, le 30 décembre 1936, le projet a été examiné par la Commission de législation civile et criminelle, sous la présidence de M. Albert Sérol, pendant le premier trimestre de l'année suivante. Cette Commission désigna M. Monnerville, député de la Guyane, comme rapporteur, choix assez critiquable en vertu de cet axiome que nul ne peut être à la fois juge et partie dans sa propre cause. Elle a adopté le projet à l'unanimité, en ne lui faisant subir que des modifications de détail, de terminologie, qui seront examinées.

En voici d'ailleurs le texte, tel qu'il est sorti des délibérations de la Commission :

(1) Voir l'exposé des motifs du projet au J. Off. Documents parlementaires Chambre, annexe n^o 1586, p. 1242.

Section I. — Texte du projet de loi.

TITRE PREMIER

De la peine des travaux forcés

ARTICLE 1^{er}

A dater de la promulgation de la présente loi, la peine des travaux forcés consistera dans l'incarcération à perpétuité ou à temps dans une Maison de force spéciale avec sélection suivant la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné, obligation au travail et assujétissement à une épreuve d'isolement cellulaire.

La durée de l'épreuve cellulaire sera fixée par l'arrêt de condamnation dans la limite de deux à trois ans pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et dans celle de un à deux ans pour les condamnés aux travaux forcés à temps ;

Cette épreuve pourra être suspendue par mesure administrative et pour raison de santé. Elle pourra l'être également comme récompense de la bonne conduite, du travail du condamné, par le Ministre de la Justice, sur l'avis du Comité de libération conditionnelle prévue par la loi du 14 août 1885, auquel sera adjoint un médecin psychiatre désigné par arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

L'isolement de nuit sera appliqué pendant toute la durée de la peine des travaux forcés ;

La libération conditionnelle ne s'applique pas aux travaux forcés.

ART. 2

A l'expiration de leur peine, les individus condamnés aux travaux forcés sont de plein droit soumis à des mesures destinées à assurer leur reclassement ;

Ces mesures consistent dans le séjour obligatoire pour un temps n'excédant pas trois années dans une maison ou dans un établissement de travail spécialement approprié, soit, et pour un temps n'excédant pas cinq années, dans le placement immédiat ou à la sortie de l'établissement de travail mentionné ci-dessus, sous la protection d'une Société de patronage ou d'un membre de la famille habilité, soit dans toute autre mesure propre à assurer le reclassement du libéré.

La nature et la durée des mesures de reclassement sont fixées par la Chambre des mises en accusation de la Cour qui a prononcé la peine et seulement à l'expiration de celle-ci. Le Ministre de la Justice pourra, sur l'avis du Comité de libération conditionnelle, en atténuer la gravité ou en accorder dispense au libéré qui donnera des gages suffisants d'amendement.

Tout condamné reçoit, au moment de sa libération, notification de la mesure qui lui est appliquée. En cas de désobéissance aux dispositions qui lui auront été notifiées, l'individu qui y est soumis sera condamné à une peine de six mois à trois ans de prison.

Un règlement d'administration publique, qui devra intervenir dans un délai de six mois à dater de la promulgation de la loi, déterminera les modalités d'application du présent article,

ART. 3

Les dispositions de l'article premier ne sont applicables aux condamnés en cours de peine que s'ils n'ont pas encore été transportés au jour de la promulgation de la présente loi.

Ceux qui sont transférés continuent à être régis par les dispositions de la loi du 30 mai 1854. Ils cessent toutefois, ainsi que les libérés, d'être tenus à la résidence temporaire ou à vie, prescrite par l'article 6 de cette loi.

Les individus qui, encore astreints à l'obligation de résidence, rentreront en France, seront de plein droit soumis à l'obligation de séjour pour une durée de trois ans au plus dans l'établissement de travail spécialement approprié prévu à l'article 2, à moins qu'ils ne justifient d'être placés pour une durée de cinq ans sous la protection d'une société de patronage ou d'un membre de la famille habilité.

La nature et la durée des mesures de reclassement seront fixées dans les conditions déterminées au troisième alinéa de l'article 2 de la présente loi. Ces mesures de reclassement pourront, à tout moment, être modifiées par le Ministre de la Justice, sur avis du Comité de libération conditionnelle.

Les mesures prescrites sont notifiées au libéré. Toute infraction à ces mesures est punie de la peine prévue au quatrième alinéa de l'article 2 ci-dessus.

ART. 4

La peine accessoire de l'interdiction de séjour, à laquelle sont soumis les individus condamnés aux travaux forcés en vertu de l'article 46 du Code pénal et de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, reste applicable dans les conditions prévues par le décret du 30 octobre 1935.

TITRE II

De l'internement de sécurité

ART. 5

A dater de la promulgation de la présente loi, la peine de la relégation est remplacée par l'internement de sécurité ;

Cet internement aura lieu dans un établissement pénitentiaire aménagé à cet effet, ou, à titre provisoire, dans les quartiers spéciaux des établissements existants.

ART. 6

Les internés seront soumis à un régime de discipline comportant obligation de travail et permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation. Les modalités de ce régime, et notamment les conditions de la sélection suivant la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné, seront déterminés par un règlement d'administration publique ;

Toutefois, les internés pourront, mais seulement après un minimum de cinq années d'internement de sécurité, et à la condition d'avoir satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu du paragraphe précédent, faire éventuellement l'objet d'un élargissement conditionnel sur l'avis du Comité de libération conditionnelle prévu par la loi du 14 août 1885, auquel sera adjoint un médecin psychiatre, désigné par arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Cet élargissement deviendra définitif à l'expiration d'un délai de vingt ans, à compter de la date de la décision qui l'aura accordé. Pendant ce délai, cette décision pourra être

révoquée en cas d'inconduite habituelle dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération.

ART. 7

Les individus astreints à l'internement de sécurité sont, dès leur élargissement conditionnel et de plein droit, soumis à l'interdiction de séjour, dans les conditions déterminées par le décret du 30 octobre 1935. Le permis de libération peut imposer pendant un temps qui n'excèdera pas cinq années toute mesure propre à assurer leur reclassement, notamment par leur placement sous la protection d'une Société de patronage, d'un membre de la famille habilité ainsi qu'il est dit à l'article 2 de la présente loi.

ART. 8

Toute personne astreinte à l'internement de sécurité et qui, soit durant l'internement, soit après son élargissement conditionnel, mais dans le délai de vingt ans ci-dessus prévu, aura été l'objet d'une condamnation à une peine supérieure à trois mois de prison pour faits qualifiés crimes ou pour vol, escroquerie, abus de confiance, abus de blanc-seing, vagabondage et mendicité par application de l'article 279 du Code pénal, excitation habituelle de mineurs à la débauche, embauchage en vue de la débauche, assistance de la prostitution d'autrui dans les conditions spécifiées à l'article 4 de la loi du 27 mai 1885, extorsion de fonds, violences envers des magistrats, jurés, officiers ministériels, agents de la force publique, citoyens chargés d'un ministère de service public, évasion conformément à l'article 245 du Code pénal, sera de plein droit soumise à un nouvel internement de sécurité à l'expiration de la peine prononcée pour l'une quelconque de ces infractions,

Si la condamnation est prononcée pour recel des choses provenant d'un crime ou d'un délit, vagabondage et mendicité par application de l'article 277 du Code pénal, outrage public à la pudeur, l'internement de sécurité ne pourra être renouvelé que sur la décision du juge.

Tout individu astreint à une nouvelle période d'internement de sécurité ne pourra faire l'objet d'un élargissement dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente loi, qu'après un nouveau délai de quinze ans à compter de la date de l'expiration de la peine principale.

ART. 9

Il n'est rien modifié à la législation actuelle en ce qui concerne l'envoi dans les colonies pénitenciaires des femmes récidivistes, des individus âgés de plus de 60 ans et des mineurs de 21 ans, conformément aux dispositions des lois des 27 mai 1885 et 19 juillet 1907.

ART. 10

Les dispositions de l'article 5 de la présente loi ne sont applicables aux condamnés en cours de peine que s'ils n'ont point encore été transportés au jour de sa promulgation.

Les individus déjà transportés continuent à être régis par la loi du 27 mai 1885.

ART. 11

Un décret rendu sous le contreseing des Ministres de la Justice, de l'Intérieur et du Travail dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, précisera la quantité de

main-d'œuvre pénitentiaire pouvant être employée à la fabrication de chaque produit, compte tenu de l'importance de la main-d'œuvre active de l'industrie privée fabriquant ce produit ou un produit similaire.

ART. 12

Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux Colonies.

ART. 13

L'article 15 du Code pénal est abrogé.

Section II. — Examen critique des dispositions du projet.

§ 1. — LA PEINE DES TRAVAUX FORCÉS.

Le projet ne supprime pas la peine des travaux forcés ; seul le régime d'exécution de cette peine est modifié, puisque la transportation y est remplacée par l'internement en France des condamnés dans des maisons de force spéciales, art 1^{er} § 1. Sur ce point se trouve donc dépassé et amélioré (1) le projet de réforme du Code pénal de 1934, qui prévoyait un système de dispense de la transportation. A l'intérieur même de ces maisons de force, on procèdera à une sélection, suivant les méthodes adoptées en Belgique et préconisées par tous les criminalistes modernes, d'après la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné. (2).

L'article 1^e prévoit, dès le prononcé de l'arrêt de condamnation, une épreuve d'isolement cellulaire de deux à trois ans dans le cas de travaux forcés à perpétuité, d'un à deux ans dans le cas de travaux forcés à temps. Comme l'arrêt le condamnation déterminera

(1) Voir infra.

(2) Dans tous les Codes criminels récents on trouve cette même sélection suivant les antécédents des individus, voir notamment le nouveau Code Pénal espagnol. *Revue Pénitentiaire* 1930, p. 24.

cette durée, le juge aura une certaine initiative pour l'exécution de la peine. Les rédacteurs du projet, n'ayant pas voulu modifier le minimum ni le maximum de la peine des travaux forcés, ont dû augmenter la sévérité du régime d'exécution de cette peine au moyen de mesures d'encellulement déjà préconisées par les projets antérieurs. La durée minima proposée, deux années d'encellulement, semble bien longue et risque d'amener les condamnés à la tuberculose ou à la folie. On objectera que le médecin de l'établissement pénitentiaire pourra prescrire une suspension de l'isolement cellulaire ; mais l'expérience du régime pénitentiaire en Guyane suffit à démontrer que souvent cette intervention est trop tardive. Il est donc permis de penser qu'un régime d'encellulement alterné, comme celui actuellement pratiqué dans les pénitenciers guyanais depuis les décrets du 18 septembre 1925, serait préférable, parce que plus humain.

L'encellulement ajoutera beaucoup à l'exemplarité de la peine. La grande majorité des malfaiteurs, surtout les plus incorrigibles, redoutent la cellule ; leur mentalité, assez rudimentaire le plus souvent, les prédispose à souffrir beaucoup de l'isolement. On a pu remarquer, lors de l'organisation en Belgique de l'emprisonnement cellulaire par la loi du 4 mars 1870, que beaucoup de malfaiteurs de profession passèrent la frontière, afin de pouvoir, en cas de condamnation,

bénéficier en France du régime de l'emprisonnement en commun (1).

L'encellulement permettra l'individualisation de la peine. L'administration pénitentiaire pourra faire dépendre la rigueur du châtiment de la conduite de chaque détenu, en lui octroyant des avantages en proportion de ses efforts. Le projet prévoit même la possibilité pour le ministre de la Justice d'ordonner une suspension de l'encellulement du condamné qui, par sa bonne conduite et son travail, se sera montré digne de cette mesure de faveur ; celle-ci interviendra après avis du Comité de libération conditionnelle prévu par la loi du 14 août 1885, auquel sera adjoint, par une nouvelle imitation du système belge, un médecin psychiatre désigné par arrêté du ministre de la Justice.

A l'expiration de la période d'isolement cellulaire, les condamnés seront soumis à l'encellulement de nuit seulement. C'est le système Auburnien, le meilleur semble-t-il, puisqu'il satisfait aux exigences de la discipline tout en permettant le travail à l'atelier. A l'heure actuelle on essaie de réaliser ce régime en Guyane ; il est d'ailleurs pratiqué dans nos maisons centrales métropolitaines.

Le projet spécifie dans son article 1 § 5 que la libération conditionnelle ne sera pas accordée aux condamnés à la peine des travaux forcés. Cette disposi-

(1) Donnedieu de Vabres : *Traité élémentaire de Droit criminel et de Législation comparée*, p. 346.

tion, reproduite des projets antérieurs, est loin d'être heureuse. Elle a été à bon droit critiquée par M. le doyen P. Garraud (1) dans son commentaire de l'avant-projet de Code pénal de 1932. On ne doit pas oublier que la libération conditionnelle est une des pièces maîtresses de tout système pénal désireux de poursuivre la réformation morale des condamnés.

Enfin, le projet soumet les condamnés à l'obligation au travail. Précaution indispensable à leur redressement et à leur amendement, et surtout à la préparation de leur existence nouvelle lors de leur libération. — Une objection, qui est loin d'être neuve, n'a pas manqué de se présenter à l'esprit des membres de la Commission de législation civile et criminelle : ce contingent pénal, dont l'importance, tant en relégués qu'en forçats, atteindra bien vite dix mille individus, ne concurrencera-t-il pas la main-d'œuvre libre ? Cette objection n'a pas grande valeur, parce qu'elle est plus apparente que réelle. M. le professeur Donnedieu de Vabres l'a réfutée, en constatant qu'au fond ce n'est pas une concurrence qui est ainsi créée, mais une concurrence qu'on déplace. Les statistiques de la criminalité démontrent, en effet, que le plus gros contingent des condamnés aux travaux forcés et des relégués est fourni par la population ouvrière des villes. — Il importait cependant de mettre cette objection en relief, puisqu'elle a déterminé l'adoption d'un

(1) Voir le rapport sur l'avant-projet de Code pénal de M. Pierre Garraud dans les *Annales de l'Université de Lyon*, 1933, p. 48.

nouvel article ajouté au projet de loi, l'article 11, disposant qu'un décret rendu par les ministres de la Justice, du Travail et de l'Intérieur fixera la quantité de main-d'œuvre pénale employée à la fabrication de chaque produit, compte tenu de l'importance de la main-d'œuvre libre fabriquant ce même produit ou un similaire.

Ce texte ne paraît pas devoir faciliter les efforts de l'administration pénitentiaire en vue de l'organisation du travail des condamnés. On est, en général, trop porté à exagérer l'importance de la concurrence pénale. Il est déjà établi qu'on n'obtiendra absolument rien des relégués; quant aux autres, l'expérience faite par les maisons centrales suffira à la démonstration. M. l'inspecteur général Mossé (1) a signalé l'exagération des critiques formulées contre l'emploi de la main-d'œuvre pénale. D'après lui le total des détenus travaillant, et faisant actuellement concurrence à l'industrie libre, ne dépasse pas deux mille; c'est ainsi qu'il y a 205 travailleurs pour la cordonnerie contre 130.000 ouvriers libres occupés dans cette branche de l'activité humaine, 156 travailleurs pour l'imprimerie contre 95.000 ouvriers libres...

L'article 2 du projet est relatif au reclassement des condamnés après l'exécution de leur peine. On ne saurait trop le louer d'avoir abordé cette question es-

(1) Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé, 1936, Chronique, p. 572,

sentielle, en s'inspirant des idées les plus récentes. Il confie le soin de fixer la durée, la nature des mesures de reclassement à la Chambre des mises en accusation de la Cour qui a prononcé la peine, et seulement à l'expiration de celle-ci. On veut, selon le mot de M. Hugueney, professeur à la Faculté de droit de Paris, que le juge, après la sentence, puisse suivre le condamné parce que le juge est avant tout considéré comme un médecin, et un médecin ne doit pas lâcher son malade avant sa guérison. Cette innovation associe donc très étroitement les magistrats à l'exécution des peines.

Le projet de Code pénal (art. 61) confiait à l'autorité judiciaire le soin d'accorder la libération conditionnelle. Le droit comparé offre des exemples d'association étroite entre l'administration pénitentiaire et l'autorité judiciaire. Il existe en Italie, un « juge de surveillance » chargé d'exercer le contrôle judiciaire de la peine. L'article 144 du Code pénal italien en définit ainsi les attributions : « L'exécution des peines « de détention est surveillée par le juge ; il délibère « au sujet de l'admission au travail all'aperto et donne « son avis sur l'admission à la libération conditionnelle. » D'autres attributions lui sont encore conférées, comme celles de suspendre ou d'ajourner l'exécution de la peine ; il a, en plus, le contrôle et la direction des mesures de sûreté. Comme le disait Enrico Ferri : « L'exécution de la sentence doit être « dirigée avec précision par un travail ultérieur,

« non plus détaché comme aujourd'hui de l'œuvre
« du juge, mais qui la continuera, qui sera une fonc-
« tion de défense pratique... Il y aurait là une œuvre
« vraiment humaine et efficace de protection, aussi bien
« au profit de la société, qui n'aurait plus à craindre la
« libération à jour fixe de criminels redoutables, qu'au
« profit de l'individu qui ne subirait pas jusqu'au
« bout une condamnation, dont le fait en aurait démon-
« tré à son égard la sévérité inutile et exagérée. » (1)

Ainsi les mesures d'exécution ne feront pas automa-
tiquement et à l'expiration d'une période déterminée
d'avance l'objet de décisions des juridictions compé-
tentes. Ces mesures n'apparaîtront plus aux condamnés
comme un droit, qui leur est acquis au bout d'un cer-
tain temps.

L'idée est heureuse de confier à la Cham-
bre des mises en accusation le soin de se prononcer
sur les mesures de reclassement, mais seulement à
l'expiration de la peine principale. Elle émane de la
Commission de Législation civile et criminelle ; en
effet, le texte déposé par le gouvernement portait
que les mesures de reclassement seraient prononcées
en même temps que la condamnation principale et par
la même juridiction. Les juges ne pouvaient présager
de l'effet que produirait sur le condamné son séjour
en prison.

(1) Enrico Ferri : La Sociologie Criminelle, p. 665.

Il était indispensable, pour que tout concoure à une bonne administration de la peine, que les mesures d'exécution soient entourées de toutes garanties, et cependant prises avec rapidité. N'est-ce pas déjà à la Chambre des mises que bien des questions requérant urgence sont déferées, comme par exemple les demandes de mise en liberté provisoire, les demandes d'extradition... ?

Il est toutefois regrettable que le projet ait négligé de préciser la procédure à suivre pour saisir la Chambre des mises et la manière dont s'y déroulera le débat. Il prévoit seulement la possibilité d'un recours au ministre de la Justice, lequel, après avis du Comité de libération, pourra atténuer la gravité des mesures prises contre le libéré, ou en accorder dispense, si ce condamné a donné des gages certains d'amendement. Peut-être eût-il été préférable d'accorder à la Chambre des mises en accusation le droit de revenir sur sa décision antérieure ; et cela avec d'autant plus de raison que ce Comité de libération conditionnelle, dont le ministre devra prendre l'avis, est un organe à créer. La loi du 14 août 1885 ne fait aucune allusion à ce Comité ; en matière de libération conditionnelle l'article 3, § 2, indique simplement que le ministre devra prendre « l'avis du préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du parquet près le tribunal ou la cour qui a prononcé la condamnation. » Il est permis de penser que les termes « com-

mission de surveillance de la prison » ont dû amener une confusion dans l'esprit des rédacteurs du projet ; la différence est cependant profonde entre ces commissions de surveillance des prisons qui, du reste, fonctionnent assez mal, et un véritable comité de libération conditionnelle composé de personnes groupées en un corps spécial.

Les mesures proposées pour assurer le reclassement des individus condamnés aux travaux forcés sont le séjour obligatoire pour un temps n'excédant pas trois années dans une maison ou dans un établissement de travail spécialement approprié, ou bien, et pour un temps n'excédant pas cinq années (1), le placement immédiat ou à la sortie de l'établissement de travail sus-indiqué sous la protection d'une société de patronage ou d'un membre de la famille habilité. Enfin l'article 2 § 2, loin d'être limitatif dans le choix des moyens de reclassement, emploie la formule la plus large, puisqu'il complète les indications précédentes par ces mots : « Soit dans toute autre mesure propre à assurer le reclassement du condamné. »

Tout cela est encore bien vague ; on aimerait avoir

(1) Ce séjour obligatoire dans une maison ou un établissement de travail est à rapprocher de l'assistance post-pénitentiaire pratiquée dans les « maisons d'accueil » belges et les maisons d'assistance italiennes : « les Assistenziari » instituées en faveur des libérés et dont le fonctionnement a, jusqu'ici, donné les meilleurs résultats. Dans ces maisons d'assistance qui existent dans 23 villes d'Italie depuis le début de l'année 1938, les libérés trouvent du travail jusqu'au moment où ils réussissent à se placer convenablement chez des entrepreneurs privés. Les libérés peuvent ainsi suffire eux-mêmes aux exigences de la vie quotidienne et éviter les dangers de récidive.

plus de précisions sur cette organisation nouvelle (1), qui devra faire face à des nécessités urgentes ; mais le dernier paragraphe de l'article 2 se borne à renvoyer pour les modalités d'application, à un règlement d'administration publique qui devra intervenir dans les six mois à dater de la promulgation de la loi. Le projet précise seulement que tout condamné reçoit, lors de sa libération, notification de la mesure qui lui est appliquée ; en cas de désobéissance aux dispositions ainsi notifiées, il sera passible d'une peine de six mois à trois années d'emprisonnement. Il est fâcheux que le projet ait, selon la coutume de nos lois modernes, rejeté sur le pouvoir exécutif le soin de fixer par décrets les détails d'application des nouveaux textes ; car ce sont ces détails d'application qui donnent à la loi sa vraie physionomie et toute sa valeur.

L'article 3 du projet a trait aux condamnés en cours de peine au jour de la promulgation. La loi sera immédiatement applicable à ceux qui n'ont pas encore été transportés. Les autres continueront à être soumis aux dispositions de la loi du 30 mai 1854. Cette mesure transitoire tient compte des difficultés matérielles : un rapatriement en masse serait impossible ; les améliorations récentes du régime du bagne sont loin de faire obstacle à son maintien provisoire en Guyane jusqu'à sa disparition définitive par voie d'extinction.

(1) La Commission de Législation civile et criminelle s'est contentée de substituer au terme « camp de travail » adopté dans le projet par le Gouvernement, celui d'« établissement de travail » ; mais comme elle ne s'est pas prononcée sur l'organisation de ces établissements, il ne s'agit jusqu'ici que de terminologie pure.

Une innovation fort intéressante, reproduite d'ailleurs des projets antérieurs, est celle de la suppression de la résidence temporaire ou à vie. Mais cette disposition sera, comme on l'a déjà vu, plus théorique que pratique pour les libérés, que leur impécuniosité empêche de payer le prix de leur voyage de retour en France.

Le projet ne s'occupe que des condamnés astreints à la résidence ; il est muet au sujet des autres libérés non soumis à cette obligation et dont l'administration pénitentiaire se désintéresse. Dangereux dans la colonie, ces gens-là ne le seraient pas moins en France, s'ils y rentreraient en échappant à tout contrôle. On ne saurait invoquer le précédent créé par le rapatriement de libérés opéré récemment par l'Armée du Salut ; s'ils n'ont provoqué aucun désordre, c'est qu'ils avaient été relativement sélectionnés par ses soins et qu'elle les avait soumis à une certaine surveillance dès leur débarquement.

Cette catégorie de libérés pourrait peut-être être confiée à une Société de patronage, dont les services seraient à organiser en vue de leur reclassement. — Mais, dira-t-on, ce sera là une mesure rétroactive, arbitraire au premier chef, puisque ces libérés ont payé leur dette à la société. La réponse est facile : rien ne s'oppose juridiquement à cet effet rétroactif d'une simple mesure de sûreté prise tant dans l'intérêt de l'ordre public que dans l'intérêt des libérés eux-mêmes.

Enfin l'article 4 dispose que l'interdiction de séjour, à laquelle sont soumis les condamnés aux travaux forcés en vertu de l'article 46 du Code pénal et de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885, « reste applicable dans les conditions prévues par le décret du 30 octobre 1935. » C'est une mesure de protection bien illusoire ; le grand nombre de poursuites engagées pour réprimer le délit d'infraction à arrêté d'interdiction de séjour en fournit la preuve éclatante. Le projet n'en détermine pas le point de départ. Doit-on combiner les mesures de reclassement prévues par l'article 2 avec la peine accessoire de l'interdiction de séjour ? Si cette combinaison a lieu, la publicité inévitable faite autour de l'interdit de séjour ne manquera pas de nuire au reclassement désiré. Au contraire, si le point de départ de l'interdiction de séjour est fixé à l'achèvement des mesures de reclassement, l'effet salulaire de celles-ci ne risquera-t-il pas de s'évanouir ?

§ 2. — L'INTERNEMENT DE SÉCURITÉ

Le titre II du projet dépasse nettement le projet de réforme du Code pénal, qui maintenait la relégation comme mesure de sûreté. L'article 5 la supprime pour la remplacer par un internement de sécurité, en principe perpétuel, dans un établissement pénitentiaire aménagé à cet effet, ou bien, à titre provisoire, dans les quartiers spéciaux des établissements existants. — Aucune critique ne saurait être élevée contre

une telle institution ; bien au contraire. Mais il est permis de penser qu'étant donnée la sévérité des précautions ainsi prises contre les récidivistes, on verra s'accentuer encore la tendance déjà signalée par M. le conseiller Dalquié dans un article publié en 1933 (1), les tribunaux répressifs, hésitant devant la relégation, en sont réduits trop souvent à prononcer des peines ridiculement faibles pour des infractions graves. Espérons que la sévérité actuellement proposée à l'égard des récidivistes n'aboutira pas à un relâchement plus grand de la répression, quand il s'agira de leur faire application de l'internement de sécurité.

Toutefois une libération conditionnelle pourra être accordée après un délai de cinq années au moins d'internement, qui permettra une observation approfondie du caractère du condamné et le contrôle de la sincérité de ses efforts d'amendement et de réadaptation. Cette mesure de faveur interviendra, dit le projet, sur l'avis du « Comité de libération conditionnelle prévu par la loi du 14 août 1885 », auquel sera adjoint un médecin psychiatre désigné par arrêté du Garde des Sceaux, ministre de la justice. — On a examiné plus haut ce qu'il fallait penser de ce « Comité de libération conditionnelle ». On peut se demander aussi pour quel motif cette mesure de faveur ne serait pas accordée ici par la Chambre des mises en accusation, tout comme pour les condamnés aux travaux forcés ?

(1) Voir Lois nouvelles analysées, 1933, 1^e partie, page 87.

Pendant la durée de cet élargissement conditionnel, le condamné est de plein droit soumis à l'interdiction de séjour dans les conditions déterminées par le décret-loi du 30 octobre 1935. Une telle obligation n'est pas, à notre avis, de nature à favoriser le reclassement des bénéficiaires de cet élargissement provisoire. L'interdiction de séjour a pour effet d'éloigner ceux qui en sont frappés des grands centres où ils auraient le plus de chances de trouver du travail ; mais ces individus ont coutume d'aller vivre dans la banlieue des agglomérations importantes ; il est donc fort à craindre que le contact de ces éléments malsains annihile les efforts réalisés dans l'établissement pénitentiaire. La plupart des récidivistes sont surtout des malades de la volonté ; la tutelle étroite d'un élément sain, membre d'une société de patronage ou parent habilité, permettrait d'escompter un redressement efficace ; mais le contact de camarades habitués des mêmes méfaits, ne manquera pas de réveiller les mêmes mauvais instincts.

Durant leur séjour au pénitencier les internés seront soumis à un régime de discipline comportant obligation au travail et permettant la constatation journalière de leur conduite et de leurs efforts de réadaptation. Une sélection sera également opérée entre eux « suivant la nature du fait incriminé et les antécédents du condamné ». Le projet reprend ici la formule déjà employée au sujet des condamnés aux travaux forcés ; elle est assez inadéquate, puisque le

fait incriminé vise surtout la dernière infraction commise ; or il n'y a pas lieu de la séparer des antécédents, puisqu'elle constitue un des éléments nécessaires pour entraîner la relégation. Mais, une fois la peine prononcée, il eut été plus logique de prescrire une sélection des condamnés d'après leurs antécédents et aussi d'après leur âge, si on avait voulu se conformer à l'expérience pénitentiaire la plus récente. Le nouveau texte décide que l'élargissement conditionnel deviendra définitif à l'expiration d'un délai de vingt ans, à compter de la date de la décision qui l'aura accordé. Pendant ce délai il pourra être révoqué en cas d'inconduite habituelle dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération. Cet élargissement pourra encore être révoqué dans le cas où son bénéficiaire aura subi une condamnation pour faits qualifiés crimes ou pour un des délits particulièrement graves énumérés dans l'article 8 du projet. En ce cas tout individu soumis à une nouvelle période d'internement de sécurité ne pourra faire l'objet d'un élargissement conditionnel qu'après un nouveau délai de quinze ans à compter de la date de l'expiration de la peine principale.

L'institution de cette mesure a été puisée dans le projet Hugueney de 1925 (1) prévoyant l'établissement d'une « peine réservée », qui devait être subie en cas seulement de nouvelle condamnation. Cette institution, très comparable au sursis, devait dans la pen-

(1) Revue Internationale de Droit pénal (1926).

sée de son auteur constituer la plus efficace de toutes les mesures de redressement par la crainte inspirée au libéré conditionnel.

Certains ont jugé sévèrement, à l'époque, cette peine réservée. Il y aurait, disait-on, disproportion choquante entre l'importance, peut-être minime, du nouveau délit commis et la rigueur extrême de la sanction infligée. Cet état d'esprit avait contribué au rejet du projet Hugueney, et on le retrouve à la base des deux propositions Sibille.

Il semble qu'aujourd'hui il n'a pas complètement disparu malgré l'idée erronée sur laquelle il repose, puisque la même disproportion peut exister entre une peine accompagnée du sursis et la condamnation qui la fait tomber. Personne pourtant ne songe à critiquer la loi de 1891 !

Le projet soumis aux Chambres établit, en effet, une distinction qui ne figurait pas dans le texte élaboré par le Gouvernement entre les infractions pour lesquelles une condamnation à plus de trois mois suffira à entraîner automatiquement l'internement pendant 15 ans et celles où l'internement de sécurité devra être prononcé expressément par le juge. — On peut se demander ici quel a été le critérium de la distinction adoptée par la Commission de Législation civile et criminelle.

Autre lacune à signaler dans le projet : quelle

sera l'autorité qui prononcera le nouvel internement de sécurité, quand il sera obligatoire ? Donnera-t-on à l'administration pénitentiaire le droit de maintenir en détention l'individu qui y sera venu purger une peine supérieure à trois mois ? Telle n'a pas été assurément l'intention des rédacteurs du projet, puisque, dans notre droit les mesures de sûreté, aussi bien que les peines, ne peuvent intervenir qu'à l'issue d'une procédure régulière au cours de laquelle l'inculpé aura disposé de tous les moyens de défense ordinaire.

L'article 9 décide que rien n'est modifié à la législation actuelle relative à l'envoi dans les colonies pénitentiaires des femmes récidivistes, des individus âgés de plus de soixante ans et des mineurs de vingt-et-un ans, conformément aux dispositions des lois des 27 mai 1885 et 19 juillet 1907. Il y a là un vice de rédaction : le libellé actuel du projet peut faire croire que l'on envoyait précédemment dans les colonies pénitentiaires les femmes récidivistes et les individus âgés de plus de soixante ans, ce qui est tout à fait inexact. Le projet signifie simplement que rien ne sera changé à l'égard de ces catégories de condamnés.

Ainsi les jeunes gens qui, à l'expiration de la peine principale prononcée pour leur dernier délit, n'auront pas atteint l'âge de vingt-et-un ans ne seront pas astreints à l'internement de sécurité, mais envoyés dans une colonie pénitentiaire (art. 8 § 2 de la loi du

27 mai 1885). — L'internement de sécurité ne sera pas non plus infligé aux vieillards, c'est-à-dire à ceux qui, à l'expiration de la peine principale, auront atteint l'âge de soixante ans ; elle continuera pour eux à être remplacée par l'interdiction de séjour à vie (art. 8 § 1.)

Quant aux femmes récidivistes, il est difficile de s'expliquer pour quel motif elles ne seront pas soumises à l'internement de sécurité, puisque la loi du 19 juillet 1907 n'est intervenue que pour éviter aux femmes la relégation coloniale, qui avait abouti à un échec total, et lui avait substitué une interdiction de séjour pendant vingt ans. La transportation étant supprimée, il n'y avait pas lieu de leur continuer ce régime de faveur .(1)

Enfin l'article 10, comme l'article 3 qui visait les condamnés aux travaux forcés, déclare que les individus déjà transportés continueront à être régis par la loi du 27 mai 1885.

En résumé, ce projet réalise un progrès certain dans nos institutions pénitentiaires. Il est encore de proportions modestes, par rapport à la législation belge. Il constitue cependant un premier pas dans la concep-

(1) L'article 9 du projet du Gouvernement était ainsi conçu :

« Il n'est rien modifier aux dispositions de la loi 19 juillet 1907 relatives à la suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires des femmes récidivistes, ainsi qu'à celles de la loi du 27 mai 1885 visant les individus âgés de plus de 60 ans et des mineurs de 21 ans. »

Cette rédaction était exempte d'ambiguïté, les mots « colonies pénitentiaires » signifiaient ici colonies de transportation. Il est regrettable que la Commission de Législation Civile et Criminelle n'ait pas reproduit intégralement ce texte.

tion rééducative et thérapeutique de la peine, d'après laquelle des établissements spéciaux doivent correspondre à chaque catégorie de condamnés ; mais il tient compte des difficultés nombreuses, financières surtout, notre population pénale étant très supérieure à la population pénale belge. — La séparation des condamnés, l'intervention du juge dans l'exécution des peines constituent des améliorations souhaitables. D'autre part, le degré d'intimidation des peines grâce aux longs internements menaçant les récidivistes sera considérablement accru. Il est permis d'espérer une diminution notable de la criminalité, à condition toutefois qu'une autre réforme soit opérée, celle des Sociétés de patronage. Elles sont loin d'avoir donné jusqu'ici les résultats escomptés soit pour les adultes, soit même pour les mineurs dans l'hypothèse pourtant plus favorable de la liberté surveillée (1).

(1) Voir le rapport de M. le doyen P. Garraud sur l'avant-projet de Code pénal de 1933, page 63, et Magnol, « l'avant-projet de révision du Code pénal français », page 123.

CHAPITRE IV

DIFFICULTÉS MATÉRIELLES

A RÉSOUDRE AU CAS DU VOTE DU PROJET.

Section : I. — En Guyane

Quelle que soit l'insignifiance des travaux effectués par la main-d'œuvre pénale, on a vu que certains résultats effectifs ont été obtenus pour elle, comme la fondation des deux villes : Saint-Jean et Saint-Lauren du Maroni.

D'autre part une importation indirecte de capitaux, évalués par la Chambre de Commerce de Cayenne à quinze millions, constitués par les dépenses de la transportation, vient heureusement compenser le déficit de la balance commerciale de la colonie.

Si l'on décide la suppression du bagne, dont la disparition à peu près totale serait chose faite en l'espace de cinq années, qu'advient-il de ces deux villes et de l'économie même du pays ? Quelles sont les mesures envisagées par le gouvernement en vue du remplacement par une population nouvelle de la population pénale en voie d'extinction ? Comment éviter à la Guyane française cette période critique que la Nouvelle-Calédonie a traversée ?

Dans notre possession du Pacifique les autorités locales ont dû recourir à une importation de main-d'œuvre tonkinoise, et, grâce aux bons offices de l'Angleterre, la main-d'œuvre pénale a pu être remplacée dans les mines de nickel par celle que les Calédoniens appellent la main-d'œuvre malabare, essentiellement composée d'Hindous originaires de la péninsule de Deccan.

Pour la Guyane on ne peut guère compter sur une immigration indochinoise ou hindoue, d'abord en raison de l'éloignement, ensuite par ce fait que l'Angleterre vient de dénoncer tous les traités concernant la main-d'œuvre hindoue, pour se réserver entièrement son contingent d'émigrés et le diriger vers la Jamaïque.

Les Chinois, qui s'expatrient volontiers, ne constituent pas une main-d'œuvre sérieuse ; ils restent dans la colonie juste le temps de faire leurs affaires, et la quittent aussitôt après ; d'ailleurs ce ne sont que des commerçants et non des agriculteurs.

D'autre part, il serait dangereux pour nous d'attirer des étrangers en Guyane. Ce serait déplacer le problème sans le résoudre, puisqu'il faudrait pratiquer ensuite toute une politique d'assimilation aux résultats toujours problématiques. On doit donc recourir uniquement à des habitants de nos possessions. Des points de vue de cet ordre ont été développés l'année der-

nière, par le gouverneur Veber en opposant aux demandes du gouvernement français un refus formel à toute introduction de juifs sur le territoire guyanais. Paris avait accepté, en principe, l'envoi d'un contingent israélite important, dont la Pologne cherche à se débarrasser. La Guyane avait tout d'abord été choisie ; mais, devant l'opposition très nette des autorités locales, il semble que le projet soit aujourd'hui complètement abandonné, et que l'envoi à Madagascar soit à son tour envisagé.

L'émigration ne peut donc venir que de nos colonies. Une circonstance, heureuse à ce point de vue, est que nos possessions les plus proches de la Guyane se trouvent être celles des Antilles, qui sont surpeuplées. La densité de la population de la Martinique dépasse 212 habitants au kilomètre carré, celle de la Guadeloupe 150, alors que celle de la France est à peine de 75 habitants au kilomètre carré ; il importe aussi de noter qu'une bonne partie de la Guadeloupe et surtout de la Martinique sont inhabitables, le centre de ces deux îles étant occupé par un massif montagneux d'une extrême importance. La formation ethnique de la population y est la même que celle de la Guyane ; les besoins et les conditions de vie de cette population sont semblables ; les produits agricoles sont aussi les mêmes ; aussi s'expatrierait-elle volontiers vers la Guyane toute proche, si elle devait y trouver une augmentation de bien-être dans son standard de vie.

Des études ont déjà été faites à ce sujet ; il a été institué, pour faciliter les échanges de vue, des conférences entre les trois gouverneurs ; on a même pensé réunir ces trois colonies sous la haute direction d'un seul personnage. Les autorités locales sont entièrement d'accord pour faciliter, le moment venu, le transfert de cette population ; il a été proposé de faire servir la main-d'œuvre pénale restante à la construction d'habitations neuves pour les nouveaux venus ; des concessions aussi étendues que possible leur seraient attribuées. Un précédent favorable encourage d'ailleurs les efforts dans le sens d'une émigration martiniquaise : au lendemain de la catastrophe causée par la terrible éruption du mont Pelé en 1902, de nombreux Martiniquais vinrent s'établir sur les côtes de la Guyane et y prospérèrent rapidement. (1)

En résumé, si des précautions intelligentes sont prises en nombre suffisant pour assurer l'arrivée des premiers contingents et éviter un désastre analogue à celui de l'expédition de Kourou, l'économie guyanaise pourra ne pas se ressentir de la suppression du bagne colonial.

(1) Le Domaine Colonial Français tome I. p. 426

Section II. — En France.

Le vote du projet de loi mettra fin en France à une situation regrettable : 1^o au point de vue juridique, puisqu'en suspendant arbitrairement la transportation, le gouvernement a commis une illégalité flagrante, une simple décision administrative ne pouvant faire échec à un acte du pouvoir législatif ; 2^o au point de vue de la bonne tenue de nos établissements pénitentiaires, théâtres aujourd'hui de mutineries trop fréquentes.

Mais les difficultés à résoudre seront nombreuses.

Le problème le plus important est d'**ordre financier**. Il est d'une telle importance que les Chambres hésiteront peut-être à voter le projet. Chaque année le contingent des individus transportables s'accroît d'environ 350 condamnés aux travaux forcés et de 350 relégués. Il faudra donc construire des maisons de force en nombre suffisant et assez spacieuses pour les recevoir tous. D'après M. Mossé, inspecteur général des services de l'administration pénitentiaire, le nombre total des condamnés sera de huit à dix mille en période étale. Ce nombre peut paraître bien élevé au premier abord, puisque la population pénale de la Guyane est seulement de cinq mille individus ; mais il

faut tenir compte du fait que les évasions deviendront bien plus difficiles et que les décès seront ramenés à des proportions normales.

Le projet de loi du 30 décembre 1936 prévoit la construction d'un certain nombre d'établissements cellulaires. Ce sont là les prisons les plus onéreuses à édifier : celle de Chambéry, qui vient d'être achevée et qui comprend une centaine de cellules seulement, n'a pas coûté moins de deux millions quatre cent mille francs. D'autre part, nos dévaluations successives et le jeu des nouvelles lois sociales ont singulièrement majoré le prix des matériaux et de la main-d'œuvre : le coût total de la nouvelle prison de Marseille, à mille cinq cents cellules, dépassera vingt sept millions de francs. D'après les études de l'administration pénitentiaire, les constructions prévues par le projet entraîneraient une dépense pour l'Etat de deux cents millions de francs pour le moins (1).

Enfin, le maintien du bagne colonial pendant quelques années (puisqu'il ne pourra pas disparaître du jour au lendemain) occasionnera des dépenses, qu'on peut évaluer, par comparaison avec les budgets antérieurs, à trente millions de francs.

Toutefois, après la liquidation des pénitenciers guyanais, il est possible, il est même

(1) Voir Revue de Science Criminelle et de Droit pénal comparé, 1937,

certain que de l'abolition de la transportation résulteront des économies assez appréciables. Si la journée d'un condamné revient à la Guyane de treize à quinze francs par jour environ, son entretien en France ne dépassera guère la modeste somme de quatre ou cinq francs (1). D'ici une quinzaine d'années, selon les calculs opérés par les services compétents du ministère de la Justice, l'entretien du même nombre de condamnés coûtera au budget moitié moins cher qu'aujourd'hui.

Une autre difficulté importante à laquelle se heurte le projet, est l'opinion publique qui n'est point négligeable. À défaut d'autres mérites, la transportation a celui d'assurer la sécurité des habitants de la métropole. Ce ne sont pas les évasions des maisons centrales qui sont à craindre ; elles sont excessivement rares ; le problème véritablement angoissant est celui des libérés. Il s'est posé dans tous les pays où la transportation a été supprimée. Une manière radicale de le résoudre serait peut-être l'aggravation des peines qui deviendraient plus intimidantes, et aussi une application plus fréquente de la peine capitale. Il ne faut pas que les populations voisines des futurs pénitenciers éprouvent l'inquiétude qui étreignait jadis celles de Brest, de Lorient et de Toulon à chaque libération d'individus dangereux. Dans ce but l'administration pénitentiaire chercherait à édifier ces nouveaux péniten-

(1) Voir rapport de M. Monnerville à la Chambre des Députés, 1937, n° 2669.

ciers loin des agglomérations : elle a songé tout d'abord à certaines îles de l'Atlantique, dont le faible éloignement du territoire présenterait une garantie de sécurité, sans constituer une gêne pour les besoins du service ; mais les insulaires sont loin d'apprécier l'honneur que leur ferait la venue de ces hôtes assez inattendus (1).

Puisque la transportation est arrêtée depuis le 23 novembre 1935, date du dernier départ, l'administration pénitentiaire doit résoudre le problème immédiat du placement des condamnés, en attendant la discussion et le vote des Chambres sur le projet. Les seuls établissements d'une utilisation pratique pour l'efficacité de la surveillance sont les maisons centrales ; mais leur nombre en France est restreint, dix en tout, dont deux réservées aux femmes, celles de Rennes et d'Haguenau. A l'heure actuelle les relégués et les condamnés aux travaux forcés se trouvent donc mélangés, au hasard des places disponibles, avec les réclusionnaires. Comme la situation tend à s'éterniser, l'administration pénitentiaire aurait voulu réaliser un regroupement plus logique des relégués et des condamnés aux travaux forcés.

Ce regroupement se heurte à de grandes difficultés. En effet, chaque maison centrale est affectée à un tra-

(1) Dans sa deuxième session de 1937 le Conseil général du Morbihan a émis un vœu très net pour que Belle-Isle en Mer ne soit pas désigné comme lieu d'exécution de la peine des travaux forcés.

vail particulier avec des ateliers spéciaux : Melun possède sa célèbre imprimerie administrative, Caen ses ateliers de rempaillage de chaises et de fabrication de paniers métalliques. Les condamnés à une peine de réclusion sont dirigés, selon leurs aptitudes, vers telle ou telle maison centrale. En concentrant à présent les réclusionnaires dans certaines de ces maisons, on court le risque d'amener la ruine d'industries prospères, et d'obliger l'administration à des résiliations onéreuses de contrats passés avec les concessionnaires de travaux ; en tout cas la question se compliquera des difficultés inhérentes au transfert des ateliers et à l'aménagement des nouveaux locaux. Toutefois on a pu effectuer d'une façon relative ce regroupement des condamnés ainsi qu'il suit :

(a) condamnés aux travaux forcés : quatre cents à Caen et trois cents à Fontevrault,

(b) relégués : quatre cents à Riom et cent-soixante dix au dépôt de Saint-Martin-de-Ré.

Mais les maisons centrales vont devenir à bref délai trop étroites pour recevoir le flot toujours montant des condamnés. Le ministère de la Justice en prévoit le plein pour le milieu de l'année 1939. Il serait donc grand temps que le Parlement se décide à prendre parti !

Le manque de crédits n'a guère permis à l'administration pénitentiaire que l'élaboration de divers pro-

jets. Pas de réalisations effectives, sauf à Caen la construction d'un mur d'enceinte d'un kilomètre de circonférence, destiné à renfermer deux grands bâtiments de trois cents cellules chacun, édifié au moyen d'un crédit spécial de vingt millions que le ministre de la Justice a obtenu sur le budget de 1937. — D'autres projets visent à l'aménagement de la citadelle de Saint-Martin, au centre même de l'île de Ré, dont l'emplacement sans doute unique a depuis longtemps fait ses preuves, puisqu'il n'y a jamais eu d'évasions à enregistrer ; et pourtant la surveillance exercée sur les détenus de ce dépôt n'est en rien comparable à celle qui pèse sur ceux des maisons centrales. L'exiguïté de l'emplacement s'y opposera sans doute à la construction d'ateliers pour une population pénale plus importante. Les bâtiments actuels sont vieux et délabrés, à tel point qu'une reconstruction totale s'impose. Enfin, problème crucial, insuffisance d'eau potable ; à la fin de chaque été les puits sont à sec, alors que l'effectif des prisonniers est des plus minimes, puisqu'il ne restait plus alors à ce dépôt que les condamnés dont le dossier n'avait pu être constitué avant l'embarquement ou ceux qui n'avaient pas obtenu la fiche médicale les déclarant transportables. Tant que cette question de l'eau potable n'aura pu être tranchée d'une manière satisfaisante, on ne pourra envisager sérieusement l'envoi dans la citadelle de Saint-Martin-de-Ré d'un groupe important de condamnés.

L'administration pénitentiaire a alors tourné ses

regards vers Belle-Isle en Mer, qui possède des fortifications et un emplacement assez semblable à celui de l'île de Ré. Sous l'impulsion de la récente campagne de presse dirigée contre les « Bagnes d'enfants », on a songé à désaffecter les colonies pénitenciaires d'Aniane et d'Eysses, dans lesquelles on aurait envoyé soit des relégués soit des condamnés aux travaux forcés. Mais là encore, tout est resté à l'état de projets faute de crédits. — En la matière on se trouve donc à l'heure actuelle dans la plus complète incohérence. Il est même possible qu'il y ait encore de nouveaux départs pour décongestionner les prisons centrales trop pleines et pour donner le temps d'en bâtir de nouvelles. Peut-être au contraire les vastes locaux des prisons départementales de Rouen et de Chalon-sur-Saône, que les condamnés commencent à envahir, seront-elles quelque temps encore suffisantes...

L'administration pénitentiaire s'est, en l'absence de textes législatifs, posée la question de savoir à quel régime elle devrait soumettre les condamnés aux travaux forcés, ainsi que les relégués. La solution a varié selon l'établissement où les uns et les autres se sont trouvés. Ainsi il n'a pas été rare de voir des relégués envoyés à la fin de leur peine principale dans une maison centrale, où ils subissaient le régime des condamnés exécutant eux une peine de réclusion ; c'est là une situation inadmissible pour le relégué, puisque sa peine principale a été purgée. — D'un autre côté, des condamnés aux travaux forcés ont été également mis au

régime des réclusionnaires : si bien qu'en réalité il n'y a plus d'autre différence entre la réclusion et les travaux forcés que celle de la durée maxima de ces deux peines, telle qu'elle a été déterminée par le législateur. — Le principe de l'échelle des peines qui régit tout notre système pénitentiaire, se trouve ainsi virtuellement aboli.

Pour les relégués l'illégalité est encore plus flagrante, puisqu'aucun texte ne permet leur maintien en prison et qu'ils sont soumis à un régime très dur, malgré certains adoucissements : droit de porter les cheveux longs, droit de fumer, permission d'acheter à la cantine sans limitation, promenades plus nombreuses....

CONCLUSION

Un Anglais auquel on demandait : « Si vous pouviez faire de la transportation en Australie, en feriez-vous ? » aurait répondu sans hésiter : « Indubitablement. » (1) Mesure de défense sociale de tout premier plan, la transportation est, en général, ardemment souhaitée des habitants de la métropole, qu'elle protège contre les malfaiteurs dangereux et incorrigibles. Aussi le principe même de la transportation ne doit-il pas être condamné. Les vices, qui infectent cette institution du point de vue pénal, ne sont pas sans remède ; peut-être même, si le pouvoir exécutif avait assez tôt compris la situation, aurait-il pu l'améliorer à temps.

Aujourd'hui ce qu'il faut, à notre avis, réprouver, c'est le choix comme lieu de transportation de la Guyane française, colonie riche que nous ne parvenons pas à mettre en valeur et dont chaque habitant pourrait répéter le propos si plein de vérité, malgré sa forme déclamatoire, de Benjamin Franklin : « En « vidant vos prisons dans nos villes, en faisant de nos « terres l'égoût des vices dont les vieilles sociétés de

(1) Revue Pénitentiaire, 1909, page 796.

« l'Europe ne peuvent se garantir, vous nous avez
« fait un outrage dont les mœurs agrestes et pures des
« colons auraient dû les garantir. Eh ! que diriez-vous,
« si nous vous envoyions nos serpents à sonnettes ? »

D'autre part, le maintien de la transportation en Guyane nuit à notre prestige auprès des petites républiques sud-américaines, qui se détachent de nous de plus en plus. Mais l'hostilité des Etats-Unis est plus redoutable encore. Un jour ne viendra-t-il pas, si on n'y prend garde, où ce ne sera plus notre bague colonial qui sera visé, mais notre présence même en Guyane ? D'ailleurs ne nous ont-ils pas déjà pressentis, au lendemain même de la guerre, pour que nous leur cédions cette colonie en échange de nos dettes de guerre ?

La Commission interministérielle rédactrice du projet de loi du 30 décembre 1936 a cru voir une solution du problème dans la suppression pure et simple de la transportation, tout en prescrivant l'exécution en France des peines des travaux forcés et de la relégation. Ne s'est-elle pas trop pressée ? Il doit y avoir dans notre empire colonial des terres habitables et à peu près désertes, qu'on aurait pu envisager comme lieu de transportation. Mais ce n'est pas l'exécution même de ces peines qui constitue le point névralgique ; le problème de la libération est autrement grave.

Pourquoi ne s'inspirerait-on pas, dans l'organisa-

tion des moyens de reclassement, d'une institution qui, de 1847 à 1868, a donné en Angleterre (1) les meilleurs résultats. Elle consisterait à transporter et à établir dans la colonie non plus des condamnés en cours de peine, mais des individus qui ont achevé la leur ou que tout au moins leur bonne conduite en détention a pu faire considérer comme susceptibles d'une mesure de faveur. On dirigerait et on disséminerait alors les différents groupes d'émigrants, avec leur famille, vers les parties de notre empire colonial dépourvues de main-d'œuvre et où leur surveillance pourrait être le plus efficacement assurée. Par ce moyen serait évité pour ces individus le danger de la récidive, si fréquente en France et presque inévitable chez les interdits de séjour ; on leur permettrait ainsi de se reclasser sans trop de difficultés, car, malgré ce qu'on a pu en penser, et l'expérience guyanaise en fournit en grande partie la preuve, « une société en voie de
« formation est la seule au sein de laquelle les libérés
« peuvent trouver facilement à se reclasser... Le travail
« y crée à chacun sa place ; l'espace n'y fait défaut à
« personne, et chacun peut se mouvoir dans la sphère
« de son activité et de son aptitude sans se venir
« heurter contre les droits acquis et les conventions

(1) Voir supra. 190

« sociales. Les préoccupations de l'avenir sont d'ailleurs trop intenses pour qu'on ait le temps de songer au passé. » (1)

Vu et permis d'imprimer :

Vu : Le Président de la Thèse,
Lyon, le 2 juin 1938.
GARRAUD.

Vu : Le Doyen de la Faculté de Droit,
Lyon, le 2 juin 1938.
GARRAUD.

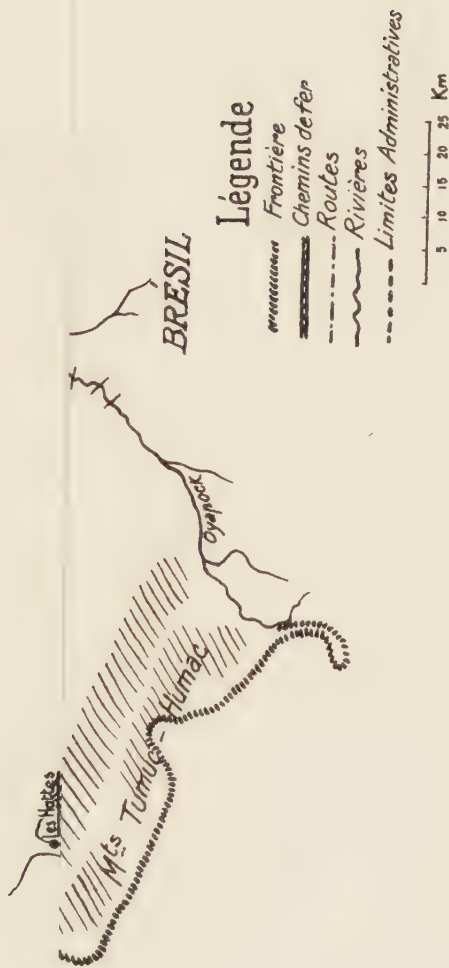
Lyon, le 4 juin 1938.
Le Recteur,
A. LIRONDELLE.

(2) Comte d'Haussonville, rapport présenté à l'Assemblée Nationale au nom de la Commission Parlementaire d'enquête sur le régime pénitentiaire.

ERRATA

- Page 33, ligne 18, lire par au lieu de pour.
- Page 33, ligne 19, lire par au lieu de pour.
- Page 48, ligne 14, lire art. 451 au lieu de art. 41.
- Page 55, ligne 14, lire rémunérer au lieu de rénumérer.
- Page 58, note 2, lire concession au lieu de conception.
- Page 76, ligne 2, lire 1925, au lieu de 1929.
- Page 88, ligne 4, lire équatorial au lieu de équatoria.
- Page 111, note 1, lire supra p. 32 n.1, au lieu de infra p. 8. n. 2.
- Page 129, note 1, lire p. 90 n. 1 au lieu de p. 96, n. 1.
- Page 169, ligne 1, lire exposé au lieu de ezposé.
- Page 171, note 1, lire de au lieu de ds.
- Page 175, note 1, lire supra p. 122 au lieu de infra.
- Page 177, ligne 13, lire exposées au lieu de exposés.
- Page 193, ligne 8, lire vingt au lieu de vint.
- Page 205, note 1, lire supra p. 189, au lieu de infra.
- Page 205, ligne 18. lire de au lieu de le.
- Page 206, ligne 17, lire pénitenciers au lieu de pénitentiens.
- Page 222, note 1, lire modifier au lieu de modifié.
- Page 225, ligne 3, lire par au lieu de pour.
- Page 231, note 1, lire voir supra p. 179, n. 1 au lieu de 1937 n° 2669.
- Page 245, ligne 16, lire avantages au lieu de avantpges.
-

CARTE DE LA GUYANE FRANÇAISE



BIBLIOGRAPHIE

TRAITÉS GÉNÉRAUX

- H. DONNEDIEU DE VABRES. — Traité élémentaire de Droit Criminel et de Législation pénale comparée. Sirey 1937.
- P. GARRAUD. — Précis de Droit Criminel, 15^e éd., Sirey 1934.
- R. et P. GARRAUD. — Traité théorique et pratique de Droit pénal, 3^e éd., Sirey 1924-35
- ROUX. — Cours de Droit criminel français, 2^e éd., 1927.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de Droit criminel et de Sciences pénitentiaires, 8^e éd., Rousseau 1935.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- A. BERNARD. — L'archipel de la Nouvelle-Calédonie. Th. Paris 1894.
- BOUCHARD. — De la réforme de la peine des travaux forcés. Th. Dijon 1932.
- BOUCLY. — De la transformation des condamnés an travaux forcés. Th. Dijon 1902.
- BUFFELAN. — La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale du 9 avril 1930.
- CAMERLYNCK. — L'avant-projet de Code pénal. Rapport présenté à la Faculté de Droit de Strasbourg, 1933.
- CAHEN. — Le régime pénitentiaire belge et la loi de défense sociale. Th. Paris 1936.
- A. DANAN. — Mauvaise Graine. Paris 1931.
- DECLAREUIL. — Les systèmes de transportation et de main-d'œuvre pénale aux colonies. Th. Toulouse 1927.
- DIEUDONNÉ. — La vie des forçats, 1929.
- DHUR. — Visions de Bagne, 1925.
- Maurice GARÇON. — Les bagnes, 1925.
- P. GARRAUD. — La transportation des criminels aux colonies. Lyon, Rey, 1925.
— Rapport sur l'avant-projet du Code pénal. Annales de l'Université. Lyon, Rey, 1933.
- LE FÈVRE. — Bagnards et chercheurs d'or. Paris, 1927.
- LONDON. — Les Portes du Bagne, 1928.

A. LONDRES. — Au Bagne. Paris, 1924.

MAGNOL. — L'avant-projet de révision du Code pénal français.
Rapport présenté à la Faculté de Droit de Toulouse. Paris,
Sirey, 1934.

M. MAROGER. — Bagne, 1937.

A. MOSSÉ. — Les Prisons et les Institutions d'éducation corrective,
2^e éd., Melun, 1929.

OLLIER. — Convient-il d'abolir la transportation à la Guyane ? Th.
Paris, 1932.

PÉAN. — Terre de Bagne. Paris, 1928.

— Le Salut des Parias, Paris, 1935.

D^r ROUSSEAU. — Un médecin au Bagne. Paris, 1930.

SAVINE. — Les Déportés de Fructidor. Journal d'Ange Piton. Paris,
1909.

THAMAR. — Les peines coloniales et l'expérience guyanaise. Th.
Paris, 1935.

— Les Bois de la Guyane, publié par les soins du Congrès du Bois
et de ses dérivés. Foire Internationale de Lyon, 1928.

— Le Domaine colonial français. Paris 1929.

— Les Ressources minérales de la France d'Outre-mer publié
par la Société d'édition géographique, maritime et coloniale,
Paris 1935.

REVUES

Revue de Science pénitentiaire et Bulletin de la Société Générale
des Prisons.

Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé.

Lois nouvelles analysées.

Annales de médecine légale, de criminologie et de police scienti-
fique.

Annuaire de Législation comparée.

Revue Internationale de Droit pénal.

Journal officiel de la Guyane française et du Territoire de l'Inini.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les causes du projet de loi du 30 décembre 1936 Etude du Bagne colonial

CHAPITRE I. — La Guyane française. Etude économique	15
CHAPITRE II. — De l'exécution en Guyane des peines des travaux forcés et de la relégation	29
Section I. — Mode d'emploi de la main-d'œuvre pénale	37
Section II. — Le régime pénal des relégués et des condamnés aux travaux forcés.....	43
Section III. — Le régime disciplinaire des relégués et des condamnés aux travaux forcés	47
Section IV. — Avantages procurés à la Colonie par la Transportation.....	63
CHAPITRE III. — Causes de la faillite de la transportation au point de vue colonial	69
Section I. — Absence d'un plan de colonisation	69
Section II. — Manque d'unité dans la direction de la colonie.....	73
Section III. — Insuffisance du Personnel de l'Administration pénitentiaire	80
Section IV. — Insuffisance de la main-d'œuvre pénale	81

CHAPITRE IV. — Répercussions internationales provoquées par le maintien de la transporta- tion en Guyane.....	98
CHAPITRE V. — Etude du bagne en tant qu'ins- titution répressive.....	109
Section I. — Le bagne constitue-t-il une peine moralisatrice ?.....	116
Section II. — Le bagne constitue-t-il une peine exemplaire ?	121
Section III. — Le bagne constitue-t-il une peine éliminatrice ?	129
CHAPITRE VI. — Libérés et relégués individuels.	131
Section I. — Le régime pénal.....	133
Section II. — Le régime disciplinaire.....	135
CHAPITRE VII. — Œuvres en faveur des trans- portés.....	147
Section I. — Le Comité de Patronage des Li- bérés	149
Section II. — Les œuvres privées	157

DEUXIÈME PARTIE

Etude critique du projet de loi du 30 décembre 1936

CHAPITRE I. — Circonstances qui ont amené le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à la suppression de la transportation	169
CHAPITRE II. — Les sources du projet de loi....	177

Section I. — Le système pénitentiaire belge. . . .	179
Section II. — Les projets de réforme du bagne. . . .	187
CHAPITRE III. — Le projet de loi du 30 décembre 1936	195
Section I. — Texte du projet de loi	197
Section II. — Examen critique des dispositions du projet de loi	205
§ 1. La peine des travaux forcés	205
§ 2. L'internement de sécurité.	216
CHAPITRE IV. — Difficultés matérielles à résoudre en cas de vote du projet.	225
Section I. — En Guyane	225
Section II. — En France.	229
CONCLUSION	237
BIBLIOGRAPHIE.	243



